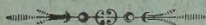


FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'idée de Socialisation

DANS LE

syndicalisme français d'aujourd'hui



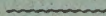
Thèse pour le Doctorat

(Es-sciences économiques et politiques)

Présentée et soutenue le 2 février 1922 à 1 heure 3/4

PAR

Manuel VOSGUÉRITHCHIAN



Président : M. CH. PRIST, Professeur

Suffragants { M. DESCHEMPS, Professeur
 { M. DOLLEANS, Chargé de cours

PARIS
IMPRIMERIE BASCLE
247, Rue St-Jacques, 247

1922

THÈSE

POUR

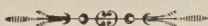
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'idée de Socialisation

DANS LE

syndicalisme français d'aujourd'hui



Thèse pour le Doctorat

(Es-sciences économiques et politiques)

Présentée et soutenue le 2 février 1922 à 1 heure 3/4

PAR

Manuel VOSGUÉRITHCHIAN



Président : M. CH. PRIST, Professeur
Suffragants { M. DESCHEMPS, Professeur
 { M. DOLLEANS, Chargé de cours

PARIS
IMPRIMERIE BASCLE
247, Rue St-Jacques, 247

1922

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le but de cette thèse n'est pas de retracer l'histoire de l'idée de socialisation, ni de narrer les différentes péripéties qu'elle a subi du fait des différentes écoles socialistes, mais de présenter, en la coordonnant, ou plutôt en la synthétisant, la pensée actuelle du travailleur (socialiste ou syndicaliste).

L'idée de socialisation d'aujourd'hui, qui préoccupe beaucoup d'esprits sérieux, se reflète sur tout le continent européen. Elle a causé et cause encore une effervescence menaçante (comme en Italie), des grèves dites « grèves de nationalisation » (comme en France et en Angleterre), elle a occasionné des discours et des projets parfois trop hardis, révolutionnaires dans certains cas, mais le plus souvent calmes et réformistes.

Le mouvement répandu dans toute l'Europe, poursuit la même idée désignée sous différentes appellations, ainsi en Angleterre on l'appelle « Nationalisation », en France « Nationalisation Industrialisée », en Allemagne et en Autriche « Socialisation », etc. Dans toutes ses manifestations, bien que subsistent des nuances infimes, l'idée se concrétise dans les trois points suivants :

a) Protestation contre les grandes compagnies financières ou industrielles, trusts, cartels, etc., qui tiennent dans leurs mains toute la vie économique d'un pays et réalisent des bénéfices colossaux ;

b) Répugnance contre l'industrialisation Etatiste, ou « Etatisation » d'une façon « rigide » ;

c) Protestation contre l'exploitation de l'homme par

l'homme, comme instrument de production, c'est-à-dire protestation contre le système capitaliste en vigueur aujourd'hui.

Et l'on propose :

1° La participation de la main-d'œuvre à la gestion des entreprises, par des contrôles ouvriers, dans les usines, ateliers, etc. (premier stade de l'idée de socialisation) ;

2° Le rachat ou la confiscation par la Nation (représentée aujourd'hui par l'Etat) de toutes les entreprises industrielles, ou de celles du moins qui sont reconnues « d'intérêt public ». Mais dès la nationalisation de ces entreprises, leur administration en reviendrait non pas à l'Etat, mais aux *Producteurs* et aux *Consommateurs*. L'Etat n'aurait qu'un rôle de contrôleur, ou une troisième part de gestion dans le chapitre de l'entreprise nationalisée (deuxième stade de l'idée de socialisation).

Le projet de « Nationalisation industrialisée » de la C. G. T. en France, qui nous préoccupera plus spécialement, n'est qu'un exposé logique de la pensée syndicaliste française, il présente, néanmoins, une similitude très caractéristique et frappante avec le mouvement ouvrier mondial, mouvement, qui agite tantôt un pays, tantôt un autre, et qui, suivant les conditions économiques du milieu, ou le tempérament des militants, s'accroît ou s'atténue, comme un afflux ou reflux continu.

Les principaux inspirateurs du mouvement actuel sont :

1° L'idée de syndicalisme français, qui, depuis un quart de siècle, agite le socialisme marxiste. Par lui, peut-on dire, l'idée de Proudhon revient sur l'eau, après avoir été voilée et oubliée pendant une longue période par le matérialisme grossier marxiste ;

2° Le système de « l'Etatisation » qui, par sa bureaucratie administrative, a amené un manque d'initiative absolu tout en devenant l'objet de la répugnance tacite, non seulement des économistes libéraux, mais aussi des socialistes actuels ;

3° Le soviétisme qui, suivant fidèlement les idées

de Marx, a, par la conquête du pouvoir, organisé la dictature du prolétariat, mais il a faussé et arrêté la production normale du pays par sa rigidité doctrinale. Il a néanmoins suffisamment agité et révolutionné le prolétariat européen pour qu'il pût, profitant de cette dure expérience, concevoir une structure de la vie économique de demain, sur des bases nouvelles ;

4° L'idée de guild-socialisme qui est une théorie nouvelle, une sorte de compromis entre le syndicalisme et le marxisme. C'est une nouvelle tentative pour réconcilier Bakounine avec Marx qui a eu, ces temps derniers, une popularité remarquable en Angleterre, et un peu dans tous les pays. Cette théorie a apporté aussi quelque chose de nouveau dans l'idée de socialisation.

Nous démontrerons que l'idée de « Nationalisation industrialisée » de la C. G. T. n'est pas un mouvement spontané, né de la réalité française, mais elle constitue une partie du mouvement ouvrier européen, et elle s'en est inspirée.

Pour donner une idée complète de la socialisation, nous sommes obligés d'effleurer tout le mouvement ouvrier de l'Europe, qui est un ensemble et le projet de la C. G. T. qui en constitue la deuxième phase.

Nous ne consacrerons pas un chapitre spécial au guild-socialisme, étant donné que cette doctrine, toujours en voie de formation, n'est pas encore au point. Mais en parlant de « Nationalisation industrialisée de la C. G. T. » nous rappellerons, en passant, certains points du guild-socialisme pour démontrer les points similaires de ces deux doctrines.

Nous ne parlerons pas non plus, dans un chapitre spécial, de l'idée de socialisation Bolchévikis (qui assurément a sa place distincte dans l'idée générale de socialisation, et mérite d'être étudiée en particulier) étant donné : d'abord la rareté des documents impartiaux, et en second lieu le caractère ou plutôt la tactique bolchéviste du début, totalement différente de celle employée par la socialisation occidentale.

Partout, en Europe, les gouvernements actuels ont

suivi pas à pas le mouvement ouvrier. Ils ont montré, en général, plus de sympathie qu'on ne s'y attendait. Est-ce pour temporiser l'élan hardi de ce mouvement? Peut-être. Mais d'ores et déjà il est un fait certain, c'est que dans certains endroits les ouvriers ont dépassé la première phase.

Nous examinerons, par la suite, ces réformes « ache-minées », en développant l'idée de socialisation.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Aperçu général sur l'idée de socialisation

L'idée de socialisation est inhérente au socialisme, elle a pris naissance avec l'idée socialiste. Avec le socialisme elle a subi des transformations. Elle se présente comme une thèse de réaction et d'opposition radicale au régime établi : comme une thèse de révolution totale, de renversement des institutions économiques actuelles.

Cette idée primordiale est la thèse du socialisme français, tel qu'il a été constitué par Saint-Simon et Fourier. « Pour remédier aux souffrances, aux misères que la société contemporaine inflige à des travailleurs courageux et innocents et qui révoltent le sentiment ; pour remédier aux désordres, à l'incohérence qui diminue le rendement des producteurs et le bien-être des consommateurs, et qui révolte la raison, il faut s'attaquer aux principes mêmes du régime (1). »

Un nouveau régime, Fourier se l'imaginait sous la forme coopérative qui, sans détruire la liberté, l'harmonise par l'association ; dans le même but, Saint-Simon préconisait la forme autoritaire, centralisée, hiérarchisée, subordonnant ainsi à la règle sociale toutes les fonctions humaines, même celles qui réclament le plus d'indépendance. En dépit de divergences, l'un comme l'autre de ces deux précurseurs admettaient et appliquaient le principe de socialisation : le premier dans un régime de corporiété communale (Phalange), le second dans un régime de collectivisme national et même international (Associationisme »). Régime qui, abolissant la propriété individuelle, soumet toutes les activités productives, à la stricte direction d'un état-major industriel et bancaire.

Avec Marx, l'idée de socialisation entre dans une nouvelle phase ; au lieu de la douceur de la « coopération » des individus librement associés et l'industrialisation des banquiers Marx préconise avant tout la « lutte des classes », et la con-

(1) Bourgin, « La socialisation des entreprises » (dans la *Revue Réforme sociale*, Juillet-Août 1921).

quête du pouvoir politique par le prolétariat, par le « renversement de la domination bourgeoise » (1), tandis que Saint-Simon et Fourier rejetaient les moyens de violences, et attendaient l'adhésion volontaire des individus.

Le système collectiviste, rêvé par Saint-Simon et Fourier, a bien gardé son caractère chez Marx ; mais il ne sera réalisé que par l'Etat socialiste qui, comme « classe régnante, usera de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tous les capitaux pour centraliser, entre les mains de l'Etat, les instruments de production et pour accroître au plus vite la masse disponible des forces productives » (2).

Mais pour Karl Marx, cet « Etatisme » ne constituait pas le but final du socialisme ; il le voyait (lui et ses disciples) « comme un régime transitoire ». « ...Parce que la société qui organisera de nouveau la production sur les bases d'une association libre et égalitaire des producteurs, transportera toute la machine de l'Etat là où elle sera dès lors à sa place : dans le musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze (3). »

« Le socialisme (4) s'efforce de réaliser la séparation de l'Etat et du travail ; comme l'Etat et la religion, ou l'Etat et la famille. La grande coopérative de travail social parvenue à la plénitude de son autonomie s'administrera elle-même en dehors de toute ingérence gouvernementale. »

Depuis longtemps, les économistes, et même certains socialistes, ont confondu l'idée de socialisation de Marx, sous la forme d'« Etatisme du Prolétariat », avec le vrai Etatisme, qui depuis la seconde moitié de xix^e siècle, a fait du chemin, parallèlement à l'idée marxiste, non seulement au point de vue théorique, mais aussi pratique. L'intervention de l'Etat dans toutes les sphères de la vie économique sous forme de « monopolisation » ou de « Régie directe » et, dans certains cas, sous forme de « municipalisation », prend des proportions croissantes.

Non content d'intervenir dans les grands services publics (postes et télégraphes, chemins de fer, etc.) l'Etat monopolise encore l'industrie des allumettes, des tabacs et de l'alcool. Le nombre des employés de l'Etat s'augmentait tous les jours, l'Etat y voyait la croissance d'un solide élément conservateur, qui lui servirait d'appui, pendant que les socialistes voyaient

(1) *Manifeste communiste*, p. 42, traduction Andler.

(2) *Manifeste communiste*, p. 53.

(3) Engels, *Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

(4) *Le socialisme contre l'Etat*, par Vanderveld, p. 170.

dans cette concentration d'entreprises, un acheminement vers le socialisme : le socialisme ou l'Etat prolétaire devenant maître de toute la sphère de la vie économique par le renversement de l'Etat Bourgeois.

Jusqu'à la grande guerre tous les partis socialistes, affiliés à l'Internationale croyaient accentuer l'antagonisme entre dirigeants et dirigés en préconisant la lutte des classes et une révolution mondiale afin de réaliser la socialisation des entreprises privées des moyens de production au profit de l'Etat de Prolétariat.

Mais la grande guerre de 1914-1918 ayant causé des perturbations profondes dans les esprits a modifié, bouleversé même, beaucoup de ces théories.

Le syndicalisme français et le Trade-Unionisme anglais, n'ayant point abandonné l'idée de la lutte des classes, n'ont pu oublier davantage les intérêts corporatifs de la classe ouvrière. L'intérêt immédiat et nécessaire, la hausse des salaires, diminution des heures de travail, etc., etc., réformes qui, jusqu'à cette époque, étaient considérées par le socialisme international comme des palliatifs insuffisants pour combler la grande lacune qui divisait les classes.

On a constaté que les améliorations immédiates mais précaires, et les petites réformes quotidiennes loin d'éblouir les classes ouvrières, les stimulaient davantage, et les rendaient plus aptes à l'organisation de demain.

Depuis la guerre, deux mouvements parallèles se sont dessinés dans le socialisme européen.

1° Le *Soviétisme* (1) qui continue fidèlement à réaliser l'idée de Marx (2) de la conquête du Pouvoir par l'Etat du Prolétariat. L'Etat y est devenu le pilier de l'organisation sociale ; c'est l'Etat qui *gouverne*, qui *produit* et qui *distribue*.

2° Le *Syndicalisme* occidental, qui essaie de réaliser un programme de réformes immédiates, auquel, par un consentement tacite, sont rattachés presque tous les partis socialistes européens, sauf, ceux qui se sont adhésés à la III^e internationale. Cela ne veut pas dire que les socialistes affiliés à l'Internationale ouvrière, aient cessé d'avoir en vue la conquête du Pouvoir par le Prolétariat et, par celle-ci, la réalisation de la socialisation des moyens de production grâce à la Révolution.

(1) Sous ce nom je comprends le Parti communiste en Russie et les Partis communistes récemment constitués un peu partout dans l'Europe occidentale. En France, il s'appelle S. F. J. C.

(2) C'est vrai, tout au moins dans les premières intentions des fondateurs de la révolution Russe

Mais l'expérience bolchévique, faite par la classe ouvrière Russe au lendemain de la révolution, démontre que si le prolétariat n'est pas bien organisé à l'avance, il ne pourrait pas continuer sans revirements profonds la marche normale de la production actuelle. D'autre part, considérant que les réformes radicales actuelles, alimentent, stimulent le zèle de la classe ouvrière, les socialistes se sont unis avec le syndicalisme actuel pour préparer et organiser dès maintenant (sous le régime capitaliste) les corporations ouvrières qui seront la clé de voûte du régime de demain (régime socialiste). Et c'est dans ce but que l'on demande :

a) Le contrôle dans les usines, par des « Comités d'usines », afin de diminuer l'omnipotence patronale.

b) La gérance totale des entreprises industrielles par les producteurs et usagers, dans lesquelles l'Etat propriétaire (comme représentant de l'intérêt général) n'a aucune part de gérance ou d'administration ou une part très minime : voilà le sens actuel de la socialisation.

On voit bien par là que la socialisation ou nationalisation actuelle n'est pas le socialisme proprement dit mais elle est le chemin qui y conduira. C'est la préparation préalable pour l'organisation de demain. Tel est aujourd'hui le sens de l'idée de socialisation que nous allons examiner de plus près.

CHAPITRE II

L'idée de socialisation des moyens de production

Définition. — La définition exacte de l'idée de socialisation est assez délicate. On ne peut la déterminer d'une façon concrète et complète, puisqu'elle a subi, et subit encore, par le fait du temps et des circonstances, des modifications profondes. Chaque auteur la définit selon sa conception particulière ; la définition varie suivant la structure factuelle du régime que l'on se propose.

Quelles sont les différentes définitions actuelles de cette idée ?

Suivant la conception du « Conseil Economique du Travail » (1), « une entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autre but que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie ».

Cette définition est juste, non point pour déterminer la conception complète de l'idée de socialisation, en tant qu'une thèse de réaction contre le régime actuel, mais comme une considération partielle d'une entreprise nationalisée.

Sous quelle forme exploitera-t-on une entreprise nationalisée et qui en aura la propriété ?

Le Projet du C. E. T. nous répond :

« On doit le concevoir sous la forme d'une régie coopérative autonome à laquelle devront participer les trois éléments suivants : la collectivité sous la forme présente de l'Etat, ou des départements ou de la commune, les producteurs et les consommateurs. »

« Les entreprises nationalisées deviennent la propriété de la collectivité. Bien qu'elles ne soient pas directement et exclusivement exploitées par celle-ci — ce serait le cas dans l'Etatisation — elles n'en constituent pas moins un accroissement du fonds social, une valeur indivise entre tous les membres de la collectivité mais dont l'utilisation est faite à leur compte. »

(1) Un Conseil Economique du Travail est constitué par C. G. T.

« Dans ces conditions, c'est à la collectivité elle-même de fixer les conditions de cette acquisition.

« Trois cas peuvent se présenter :

« 1° L'industrie où le service est déjà entre les mains de l'Etat, des départements, des communes et des instituts publics, monopoles individuels ou régies directes ; alors se pose seulement la question du passage de ces exploitations des mains de l'administration actuelle à celles de l'organisme nouveau ;

« 2° Il s'agit de richesses non encore exploitées ou de concessions non encore accordées ; il y a seulement lieu de déterminer le régime de l'exploitation ;

« 3° Les industries doivent être reprises aux exploitants capitalistes actuels. La collectivité aura à déterminer les modalités de ce rachat, l'assiette et le quantum de l'indemnité à verser s'il y a lieu. »

Ce n'est que par ces commentaires que l'on peut avoir une idée complète sur le sens que le C. E. T. a voulu donner à sa définition.

Nous trouvons une deuxième définition chez M. Lavergne (1) qui se rapproche sensiblement de celle du C. E. T. avec cette différence pourtant qu'elle laisse la propriété à une ou plusieurs collectivités, ou « régies coopératives » et non point à la Collectivité nationale, c'est-à-dire à l'Etat, comme le fait celle de la C. G. T.

Voici la définition de M. Lavergne.

« La nationalisation est le système dans lequel la propriété et la gestion des entreprises économiques sont remises à une ou plusieurs collectivités, qui par leur construction même, représentent ou traduisent de manière certaine l'intérêt général de la collectivité nationale.

« Le terme de socialisation est peut-être exact encore, car une entreprise, pour être nationalisée, n'a pas besoin, comme le mot pourrait le faire croire, d'être unique, c'est-à-dire de s'étendre à toute la surface du territoire. Pour qu'une entreprise soit nationalisée ou socialisée il faut et il suffit qu'elle soit gérée tout entière dans l'intérêt général de la collectivité. »

Dans la conception de M. Lavergne, nous constatons que la propriété privée des moyens de production n'est pas complètement supprimée, elle n'est que généralisée entre les mains des collectivités autonomes.

(1) Voir le rapport de M. Lavergne, présenté au Coop. de Consommation sur la *Socialisation des entreprises commerciales, industrielles*.

Ce système touche à la socialisation, mais il n'est encore qu'à ses débuts.

Une troisième définition se trouve dans la résolution votée par le Congrès de l'Internationale ouvrière et socialiste (1), dont voici le libellé :

« Par la socialisation il faut entendre cette transformation sociale qui fait passer des capitalistes à la communauté, la propriété et la direction de toutes les industries et de tous les services essentiels à la satisfaction des besoins sociaux ;

« Qui substitue à une production et à une distribution gaspillant les ressources dominées par le seul souci de l'intérêt privé, une production bien conduite et une distribution économique tendant au maximum d'utilité ;

« Au passage enfin d'un régime impliquant sous l'appropriation privée, servitude pour la masse des producteurs, à un autre assurant la participation au gouvernement économique de tous ceux qui coopèrent au travail. »

Cette définition est assurément plus complète que les précédentes, mais le terme « besoins sociaux », lui donne un caractère plutôt vague, puisque non seulement la production socialiste mais aussi toutes les productions capitalistes et autres, sont effectuées pour la satisfaction des besoins sociaux.

Nous rencontrerons une quatrième définition chez M. Wibaut, rapporteur à la commission de socialisation, nommée par le Parti Social-Démocrate hollandais en 1920 (2). Il s'exprime ainsi :

« La socialisation c'est la mise en commun systématique de la production. Ce n'est pas la même chose que le socialisme. C'est le chemin qui mène au socialisme. La socialisation est cette partie des principes qui peut être dès maintenant réalisée. C'est un procès qui se développe en phase différente et qui a comme but final le socialisme. C'est la suppression de la propriété privée des moyens de production et la transmission de ces derniers à la communauté. Mais il n'est réalisable que dans les branches déterminées de production, de transport et de distribution et pour des formes déterminées de propriété. »

Cette dernière définition nous explique clairement la tendance actuelle des travailleurs. Mais je crois utile de vous présenter une cinquième définition, qui résumera en quelque

(1) Tenu à Genève du 31 Juillet au 6 Août 1920. (Dans *Bulletin international de travail*, série A. n° 6).

(2) Wibaut, *Het socialisatiewraagstuk* (la question de socialisation).

sorte les définitions déjà citées et qui exposera la réalité actuelle du mouvement ouvrier.

La socialisation, c'est la transformation systématique et graduelle de la propriété des moyens de production servant à des intérêts particuliers en une possession nationale, gérée et administrée dans l'intérêt général de la collectivité par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par les *producteurs*, les *consommateurs* et les *représentants de la collectivité* sous les formes *nationale*, *municipale* et *coopérative*. Cette transformation devra s'opérer ainsi :

- 1° Contrôle ouvrier dans les entreprises industrielles ;
 - 2° Participation dans la direction des entreprises ;
 - 3° Reprise totale.
-

CHAPITRE III

Pourquoi revendique-t-on la socialisation

Les socialistes d'aujourd'hui critiquent d'une façon très sévère le système capitaliste, des moyens de production et leurs modes d'exploitations. Leurs griefs peuvent se résumer dans les paragraphes suivants :

- 1° Défauts du mode de production ;
- 2° Bénéfices énormes de quelques individus au préjudice de la collectivité ;
- 3° Mainmise des grandes Compagnies financières sur les pouvoirs publics, sur la presse, etc., échappant ainsi au contrôle de la nation ;
- 4° Etat de dépendance des ouvriers dans le système actuel capitaliste de la production.

I. Défauts du mode de production

Ces défauts du mode de production sont multiples ; quelques-uns d'entre eux ont pour conséquence d'alourdir la fatigue des travailleurs, d'autres d'augmenter sans cesse l'effort humain sans pouvoir réaliser une production nécessaire et satisfaisante.

Aujourd'hui presque tous les auteurs, même de tendances différentes s'accordent, disent les socialistes, pour préciser en toute impartialité, que dans presque toutes les industries il y a un énorme gaspillage et une gestion qui est loin d'être économique. Walter Rathenau a écrit à ce sujet que beaucoup de produits manufacturés pourraient se vendre à raison de la moitié ou du tiers du prix actuel, si l'on observait une méthode rigoureuse dans la production et si les frais énormes qu'entraînent les réclames, les transits, les commis-voyageurs, etc., etc., pouvaient être éliminés.

Nombre d'économistes distingués ont acquis la conviction que les prix des vivres pourraient baisser d'un pourcentage considérable, par le fait seul de l'application d'un système méthodique de production et de distribution.

Une enquête sur les frais de la distribution des vivres faite à Philadelphie, quelques années avant la guerre, a démontré que le consommateur payait pour certains articles de 67 à 266 % au-dessus du montant reçu par le producteur (1).

La commission d'enquête sur le problème de l'approvisionnement dans l'Etat de New-York a calculé que les prix des différents vivres montaient en moyenne de 63 % durant leur trajet de la gare à la cuisine du consommateur. Que sur les 146 millions de dollars payés par la population de New-York pour les œufs, le lait, les oignons et les pommes de terre, 96 millions furent dépensés en frais inutiles (2).

D'après M. Frank Hodges, Secrétaire de la Fédération Anglaise des Mineurs :

« La réduction de charbon doit être attribuée aux fautes inhérentes au système de l'entreprise privée. L'exploitation privée, même quand elle a donné sa production maximum, a produit avec désordre et pertes en ce qui concerne le charbon et la vie humaine, parce qu'elle comportait 1.500 entreprises différentes avec toute l'incohérence et la concurrence qui en résultaient. Il y avait 1.500 corps directoriaux différents, travaillant tous sans aucun plan de coordination avec leurs voisins, il n'y avait pas de stations génératrices centrales pour produire économiquement la force motrice et utiliser le charbon de façon scientifique. Il n'y avait pas de stations centrales de pompes qui auraient pu évacuer l'eau à des points communs, par suite de quoi de très grandes zones houillères ont été inondées et dans certains cas, perdues pour toujours. »

« La vie humaine est devenue moins chère alors que le charbon est devenu plus rare. Les prix sont élevés mais les profits sont devenus plus grands.

(1) Beurre (la livre)	73-105 %
Pomme de terre (boisseau)	108-145 %
Œufs (la douzaine)	121-173 %
Les épis de maïs	167 %
Les tomates (les 9 litres)	150 %
Les poules vivantes (la livre)	266 %

(2) Ces chiffres sont pris du rapport de M. Oodgeest (secrétaire de Fédération Internationale Ouvrière Syndicale) sous le titre « Qu'est-ce que la socialisation ».

« Le tableau suivant souligne ces faits (1). Ceci démontre clairement que l'exploitation privée, alors qu'elle est incapable de maintenir la production à son plus haut point d'efficacité, tire cependant de la nation une plus grande somme de profits que lorsque l'extraction était la plus forte (2). »

Dans le rapport de M. Sankey, Président de la Commission, « Coal Industrie Commission act », il est énuméré de façon détaillée, les défauts inhérents à la propriété privée des mines (3). Nous citons quelques-unes de ses observations :

Observation 9. — Les gisements de charbon sont à l'heure actuelle entre les mains de près de 4.000 propriétaires, dont certains constituent un obstacle réel à la gestion de cette propriété nationale.

Observation 11. — Dans le but de démarquer la propriété des divers propriétaires, des gisements attenants de charbon sont laissés inexploités et ceci dans une proportion qui dans beaucoup de cas, n'est pas nécessaire à une exploitation convenable et sûre des entreprises individuelles ; des millions de tonnes de la propriété nationale sont ainsi perdues.

Observation 12. — L'épuisement et le déversement des eaux s'effectuent dans les puits individuels au prix d'une lourde et inutile dépense au lieu d'être exécutés suivant un plan centralisé couvrant une zone entière.

Observation 13. — Les limites des entreprises sont arbitraires et irrégulières, et rendent en certains endroits l'exploitation difficile ou non rémunératrice.

Observation 15. — Sous le régime de la propriété d'Etat il n'y aura qu'un seul propriétaire au lieu de 4.000 et les dif-

(1)

ANNÉE	Production (en million de tonnes)	Prix de tonne au puits en franc	BÉNÉFICE	REDEVANCE
			total	par tonne
1913	287.400.000	12.625	700.000.000	2.40
1914	265.700.000	12.45	337.500.000	2. »
1915	253.200.000	15.53	583.000.000	2.70
1916	256.400.000	19.50	1.095.000.000	4.25
1917	248.500.000	20.85	842.500.000	3.35
1918	227.500.000	27.90	887.550.000	3.875

(2) Voir Frank Hodges « La nationalisation des mines » (Dans *Information ouvrière et sociale*).

(3) En Angleterre, la loi sur l'industrie houillère de 1919 (*Coal Industrie Commission act*) a institué une commission dans le but de rechercher jusqu'à quel point on pouvait faire justice aux revendications des mineurs se rapportant à une majoration de salaires de 30 % et la nationalisation des mines.

ficultés résultant du système présent pour ce qui concerne les filons avoisinants, l'épuisement des eaux, les limites et les travaux de soutènement disparaîtront en grande partie.

Observation 25. — Le commerce intérieur du charbon s'est grandement développé, et le système de transport se trouvant entre les mains de nombreux individus empêche le consommateur de se procurer cet article à aussi bon marché que serait possible. On estime qu'il y a 28.000 détaillants de charbon dans le Royaume-Uni.

Observation 28. — Il y a dans le Royaume-Uni environ 3.000 puits qui sont la propriété d'environ 1.500 compagnies ou exploitants individuels. L'unification sous le régime de la propriété par l'Etat rendra possible d'appliquer les principes de la « standardisation » des matériaux et des méthodes et par là de modifier les conditions économiques à un point qu'il est impossible d'atteindre sous un système comportant un aussi grand nombre de propriétaires individuels.

Par tous ces exemples on voit clairement les griefs que les socialistes formulent contre le régime économique actuel. On peut les classer ainsi :

1° Déperdition d'efforts multiples donnés pour un même but et qui se gênent ou se détruisent ;

2° Gaspillages et pertes par la multitude des magasins, intermédiaires et détaillants qui ont intérêt à hausser sans cesse le prix des marchandises ;

3° Incohérence dans les entreprises capitalistes, ou système anarchique de l'exploitation individuelle ;

4° Frais inutiles de réclames, d'affiches, de locaux, de forces motrices, etc., et multiplicité de concurrences.

C'est par la nationalisation seulement qu'on peut éviter ces défauts de mode de production, en créant une organisation générale qui serait le lien entre toutes les industries et qui n'aurait qu'un but : *l'Intérêt général*.

II. *Bénéfices énormes de quelques individus au préjudice de la collectivité*

Les capitalistes ne recherchaient et ne recherchent encore — disent les socialistes — que des profits dans toutes les méthodes d'exploitation, et ils engagent leur politique dès que les circonstances leur en laissent la possibilité dans le sens nettement défavorable aux consommateurs, en élevant l'échelle des prix.

D'après le rapport d'une commission d'enquête de la Chambre des représentants des Etats-Unis, il est établi que la concentration des intérêts financiers et économiques dans les Etats-Unis a progressé au point que les deux groupes de financiers, Morgan et Rockefeller possèdent 36 % des richesses totales des Etats-Unis (1).

Ce rapport constate en outre que ces deux groupes, avec une direction supérieure de 320 millionnaires, ont le contrôle d'un capital total de 24.686.330.675 dollars, répartis dans les différents conseils d'administration de diverses sociétés :

Services publics et entreprises industrielles..	15.636.853.815 dollars
Chemin de fer	1.725.000.000 —
Institutions financières	4.500.911.930 —
Mines	1.500.949.930 —
Divers	1.322.615.000 —
Total	24.686.330.675 —

D'après le rapport du Conseil économique du Travail, les grandes sociétés sous-sol qui détiennent en toute propriété de vastes concessions d'exploitation des mines, sont devenues progressivement possesseurs d'une grande partie de la surface sous laquelle s'étendent leurs concessions.

Si l'on ajoute à cela les nombreux immeubles qu'elles ont acquis, on construit, avec le bénéfice retiré de leur exploitation, on se rend compte de la puissance que lesdites sociétés anonymes ont pu acquérir.

Voici quelques exemples des profits que les sociétés minières ont retiré du patrimoine national. (2)

TABLEAU COMPARATIF

*La progression de la valeur des actions
de certaines Compagnies minières*

NOM des Mines	Valeur nominale de l'action	Somme versée par action	Valeur d'une Action à la Bourse 1913	Dividende payé par Action	Intérêt réel en franc 0/0	Intérêt fictif au cours	Un franc de capi- tal verse rappor- tait en 1913
Anzin....	1.000	333	889.275	31.635	9.309 %	3.40 %	93.09
Aniche..	300 deniers	?	687.840	16.890	112.000	2.445 »	1.120 »
Béthune..	1.000	?	40.538	?	?	?	?
Bruay....	1.000	346	191.000	?	?	?	?
Courrières	100	?	5.539	120	120	?	?
Liévin ...	1.500	?	47.133	1.465	146.50	?	?

(1) Le Temps du 23 Octobre 1912, cité par Oodgeest.

(2) Voir l'avant-projet de nationalisation des mines du C. E. T. Ces données financières sont relevées dans l'annuaire du Comité Central des Houillères de France (1913).

La *Uppland Bank* (en Suède) a payé pour l'année 1918 comme pour 1917, 16 % de dividende ; le bénéfice net s'élevait à 3.420.000 couronnes.

Sweda Sverigne Bank 11 % dividende, année 1918, bénéfice net 5.410.000 couronnes.

Les Banques d'industries 6 % dividende, année 1918, bénéfice net 4.500.000 couronnes.

Skanska Handelsbank 10 % dividende, année 1918, bénéfice net 3.404.745 couronnes.

Les Banques de Danemark (les douze principales) ont payé en dividende 37.000.000 ou 10 % en moyenne.

La *Standard Oil Company of New-York* dont le capital s'élève à 100.000.000 dollars, eut en 1913, 675.000.000 de dollars.

Les bénéfices nets de *The American Woolen Cy* se sont élevés :

En 1914 à 2.788.602 dollars.

En 1915 à 5.160.295 dollars.

En 1916 à 8.210.761 dollars.

En 1917 à 15.164.985 dollars.

On peut citer indéfiniment nombre d'autres banques et de trusts ayant fait des bénéfices énormes qui pourraient — selon les socialistes — revenir à la nation, si ces industries avaient été nationalisées.

III. La mainmise des grandes Compagnies sur les Pouvoirs publics et la presse

C'est le grief le plus sévère fait aux Compagnies d'exploitation de chemins de fer, de mines ou autres.

Les Compagnies privées, possédant d'énormes capitaux et dominant à la fois sur la presse, le parlement et les juges, causent la corruption dans le public, etc.

« De tout temps, écrit M. Louis Dubois (1), les *railroads* ont joué aux Etats-Unis un rôle prépondérant dans le sourd travail et le développement progressif de la corruption politique. »

La législation et les cours judiciaires de l'Etat de New-York furent, pendant longtemps, sous la dépendance de l'association formée entre *Tammany ring* et la Compagnie de l'Erie, « Coalition bien naturelle » dit M. Adams, car « celle-ci a besoin de votes et celui-là d'argent. »

(1) Les chemins de fer aux Etats-Unis, page 230 (cité par Milhaud dans son livre *Les fermiers généraux du rail*).

D'après John D. Lawson, « *le Pennsylvania railroad* fait marcher la Cour suprême de l'Etat de Pensylvanie avec autant de succès que ses propres trains. »

« Il faut compter avec les grandes Compagnies, et par le fait, l'administration a perdu en ce qui les concerne une grande partie de sa liberté d'action. La force des choses entraîne les grandes compagnies à se coaliser, à mettre en commun leurs griefs, leurs rancunes, leurs espérances et leurs puissants moyens d'action... Il se constitue ainsi une sorte d'Etat dans l'Etat, auquel il deviendra avant peu très difficile de résister (1). »

« Pour représenter le peuple belge, il ne faut ni de l'intelligence ni du savoir ; il faut avoir de l'argent, c'est bête, c'est révoltant, c'est honteux, mais c'est ainsi ! les faits sont là (2). »

« La presque totalité de la presse est aujourd'hui dans la main des Compagnies. Elle dit ce qu'elles lui permettent de dire ou l'invitent à dire — rien d'autre. C'est un régime abject, sans nom, ignoré de l'immense majorité des citoyens, connu du gouvernement, du parlement, toléré par eux (3) !

M. Bienvenu, député, un des témoins entendus par la Commission parlementaire à la suite de l'intervention de M. Al. Millerand, en 1885, disait entre autres :

« Vous savez comment les Compagnies se sont emparées de la presse, depuis la *Revue des Deux-Mondes* jusqu'au dernier des journaux. Il n'y avait pas un organe qui fut hostile aux Compagnies (4). »

M. Allan-Targé, député, déclare de même :

« ...Je faisais allusion à un fait historique, indéniable, à savoir que les Compagnies tiennent la presse, toute la presse, car très rares sont les organes qui ne dépendent pas des Compagnies, qui ne sont pas plus ou moins subventionnés par elles. Elles tiennent tant de choses, les Compagnies, avec leur argent !

« Nous avons été assaillis de distributions de brochures, j'en ai chez moi une bibliothèque... Nous fûmes donc assaillis de brochures signées de noms d'ingénieurs et d'économistes ; il y en avait un monceau. »

(1) M. Paul Gauwès, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son « Cours d'Economie Politique », t. IV, p. 96.

(2) *L'Indépendance* (Le journal) 19 Juin 1898 (cité par Vandervild).

(3) Milhaud, *Les fermiers généraux du rail*, p. 17.

(4) *Journal Officiel*, Chambre des Députés, documents parlementaires 1895, rapport Jean Darlan (cité par Milhaud).

D'après M. Carlier, secrétaire général de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, son prédécesseur M. Courras, avait dépensé, pour des « publicités doctrinales » ? de 1880 à 1889 la somme de : 3.727.830 francs.

Dans un article du journal *l'Humanité*, on lit :

« Les barons de la haute finance qui composent la féodalité du rail continuent à se recruter des appuis parmi les incompétences haut placées, puisque M. l'Ambassadeur Jules Cambon, délégué à la Conférence de la Paix, vient d'être promu administrateur de l'Orléans, tandis que son frère Paul, ambassadeur à Londres, était lui-même promu Administrateur du P.-L.-M. (1). »

D'autre part, quand on examine le recrutement des avocats-conseils des grandes sociétés industrielles ou financières, fonctions bien payées, en plus des honoraires élevés pour chaque plaidorie, on voit que « depuis une quinzaine d'années, les grandes sociétés industrielles et financières prennent de préférence leurs avocats parmi les parlementaires. Il est bien entendu qu'elles ne prennent pas le député ou le sénateur, mais l'avocat, et si, le cas échéant, cet avocat, député ou sénateur, ajoute au poids de son talent juridique celui de son influence... auprès des pouvoirs publics, c'est là une simple coïncidence que seuls les esprits chagrins peuvent blâmer (2). »

Un jour Anatole France demandait à un ministre les causes de l'impuissance gouvernementale en matière de réformes ? — Que voulez-vous que nous fassions, répondit son interlocuteur, le ministre des Finances est au Crédit Lyonnais, le ministre de la Marine est au Creusot, le ministre de la Guerre est dans les commissions, etc...

La société *The American Woolen Cy*, dont le bénéfice net s'est élevé en 1917 à 15.664.985 dollars (au cours actuel 219.309.790 francs) était accusée en 1920 d'avoir fait des profits illicites, mais le tribunal l'avait acquittée, par le motif bien singulier que les étoffes de laine n'appartiennent pas à la catégorie des « vêtements » dans laquelle était classée l'accusation (3). »

IV. *L'état de dépendance des ouvriers dans le système capitaliste de production actuelle*

C'est le système actuel d'exploitation, le système de sala-

(1) *Humanité*, 8 Avril 1919.

(2) Vanderveld, *Le socialisme contre l'Etat*, p. 44.

(3) Voir Oodgeest, déjà cité.

riat et de patronat, qui donne lieu à des critiques acerbes de la part des convaincus du système de socialisation. L'ouvrier qui n'est qu'un *instrument* dans le mode de production intensive actuelle, ne peut *et ne doit pas*, disent-ils, produire uniquement pour les classes compétentes. Il faut que l'ouvrier prenne part à la gestion, dans les entreprises. Il faut qu'il sache pour qui il travaille, quel est le résultat de ce travail et le profit qu'il en retire.

Dans la résolution de la socialisation votée au Congrès ouvrier et socialiste tenu à Genève, on lit : « Les travailleurs organisés manifestent une répugnance croissante à soutenir un système qui les maintient en servitude et ne leur permet pas d'améliorer efficacement leurs conditions d'existence. Chaque jour en conséquence le régime capitaliste devient plus insupportable et la reconstitution de l'industrie sur la base de la socialisation apparaît toujours plus urgente (1). »

Il serait très intéressant de lire sur cette question l'enquête faite par la fondation Garton (2) (une association privée) sur le malaise social actuel. En voici quelques extraits :

« 164. — Le développement de l'industrie moderne a réduit l'ouvrier au rôle du rouage dans la machine industrielle. L'ouvrier n'a pas voix au chapitre pour la direction de l'entreprise et il est fort peu entendu quand il s'agit des conditions de son propre travail. Il n'a aucun intérêt dans le succès de l'entreprise sauf celui d'éviter qu'elle ne s'effondre tout à fait, et la tendance a été de réduire de plus en plus son travail à celui d'une machine. Le mot « Vageslavery » (esclavage des salariés) dont on fait tant usage, exprime quelque chose de plus que la seule dépendance économique dans laquelle l'ouvrier est tenu. L'ouvrier traduit ainsi sa révolte contre un système qui ne lui donne ni intérêt, ni fierté, ni le sens de la responsabilité dans son travail. Pour une grande partie des ouvriers, le travail est devenu quelque chose de distinct de leur vie personnelle, une nécessité désagréable, qui n'offre pas l'occasion de se faire valoir, ne procure pas la joie de créer, ne permet pas de réaliser de saines ambitions.

« 145. — ...Le grief fondamental du Travail est celui-ci : alors que trois facteurs sont également nécessaires à la production, l'organisation effective de l'industrie a donné au

(1) Compte-rendu du Congrès ouvrier et socialiste, tenu à Genève, 31 Juillet au 6 Août 1920.

(2) Memorandum sur la situation industrielle après la guerre (cité par M. Fagnot, dans *La part de travail*, p. 6 et suivantes).

capital et à la direction le contrôle, non seulement du mécanisme de la production, mais encore du travail lui-même. »

Sir Léo Chiozza Money (1), parlant de l'esclavage salarié, dit :

« Il faut en finir avec l'actionnaire irresponsable qui retient des dividendes d'entreprises qu'il n'a jamais vues, pendant que des hommes et des femmes peinent pour des fins qu'ils ignorent. L'esclavage-salarié doit subir le sort de l'esclavage-agrarien. »

M. Wibaut, Social-Démocrate Hollandais, parlant du régime d'exploitation actuelle, met en évidence le sentiment des travailleurs organisés, qui, selon lui, manifestent une aversion profonde contre le système esclavage-salarié. Et il démontre qu'aussi longtemps que ce sentiment persistera, la production devra constamment diminuer, car l'ouvrier a toujours la conviction que son Travail n'enrichit qu'un petit groupe de personnes. « Alors, conclut M. Wibaut, la nécessité plus urgente de la socialisation devient inévitable (2). »

« Il faut aussi que l'industriel consente, dit M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., à voir dans l'ouvrier non pas une machine irresponsable mais un collaborateur dont il faut développer l'initiative, éveiller l'intelligence et respecter la dignité (3). »

« Aujourd'hui, disait Kautsky, le salaire est le prix de travail considéré comme marchandise : il est déterminé en dernier ressort par les frais d'entretien de l'ouvrier ; ses oscillations dépendent de la loi de l'offre et de la demande (4). »

Que sera-t-il dans le système de socialisation ?

« Ce qui déterminera désormais le taux du salaire, ce sera, en dernier ressort, la quantité des produits. Plus cette quantité sera considérable, plus le niveau général des salaires pourra s'élever et s'élèvera effectivement. »

Le guild-socialisme anglais a la même tendance. Il n'admet pas le maintien du régime du salariat. Dans la constitution de la « National Guild League », on a défini le but du « National Guild Mouvement » comme suit :

« L'abolition du salariat et l'établissement par les travailleurs du self-gouvernement dans l'industrie, par un sys-

(1) Une étude sur la nationalisation (dans *Review of London*) cité par Laurent Casas, dans *Revue de travail*, 15 Septembre 1919.

(2) Voir *La question de socialisation*, par Wibaut.

(3) Un discours de M. Jouhaux, prononcé à la fédération des industriels et commerçants français (dans *L'Avenir*, Avril 1916).

(4) *La Révolution sociale*, p. 161.

tème démocratique de Guildes Nationales travaillant en accord avec un Etat démocratique (1). »

Ainsi, comme on le voit de toutes ces citations, les socialistes de toutes nuances s'élèvent contre le régime actuel de salariat et de patronat.

On peut classer leur répugnance comme suit :

a) Le système actuel de salariat et de patronat constitue la survivance du système de servage agrarien. Ce dernier consistait à garder le travailleur sous la dépendance du *Seigneur féodal*, propriétaire du sol et de tout ce qui s'y rattachait, routes, mines, cours d'eau, pêcheries, etc.

Dans le salariat actuel, la dépendance des travailleurs dans le cercle de l'usine est soumise au bon plaisir des patrons, qui peuvent, quand il leur plaît, jeter le travailleur dans la rue, à la merci de la famine.

Le système servage-agrarien est heureusement aboli depuis la Révolution française, tandis que l'autre, le pouvoir autocratique du Patron, plus terrible et plus accentué, existe encore.

A cet effet, nous citerons deux exemples tirés du rapport de la Société Américaine des Ingénieurs-Constructeurs (*American Society of Mechanical Engineers*) à l'occasion de leur 4^e anniversaire (2) :

1° « Il y a quelques années, un personnage qui est à la tête d'une grande organisation industrielle, décide dans son bureau de New-York, de maintenir les prix malgré le ralentissement de la demande. Pour cela, il réduit la production, en fermant de nombreux établissements situés un peu partout. Certains restent fermés près de deux ans. Les négociants sont contraints de se retirer, la valeur du terrain se déprécie ; les ouvriers, réduits à leurs propres ressources, ont à s'expatrier pour trouver du travail ailleurs. Nul d'entre eux n'a eu la moindre voix au chapitre dans la décision qui ruine des communautés entières. »

2° « L'été dernier, le président d'une des principales Compagnies textiles annonce de même la fermeture indéfinie de ses filatures et tissages.

« Quelques hommes sont ainsi revêtus d'un pouvoir despotique sur la vie et la fortune de centaines de mille de leurs concitoyens. D'où l'équilibre instable d'un système de gou-

(1) Cité par M. Ed. Laskine, dans son article « Guilde socialisme » (dans la *Revue Economie Politique*, année 1920, p. 407).

(2) Voir *Information ouvrière et sociale*, 3 Février 1921.

vernement fondé sur les suffrages d'hommes qui sont, en fait, les esclaves de l'industrie. »

b) La diminution continuelle de la production, disent les socialistes, est la conséquence de ce régime, les travailleurs organisés ne voulant pas uniquement enrichir un petit groupe de capitalistes ; par la destruction du régime patronal, on éviterait que cette anomalie se reproduise.

Cet argument ne paraît pas bien fondé. Il peut se faire que chez certains travailleurs, très conscients, bien éduqués et disciplinés, ce sentiment puisse jouer un rôle prépondérant dans les entreprises socialisées. Mais la grande, très grande majorité des travailleurs sont encore bien loin de comprendre la différence essentielle existant en ces deux cas.

« Mais je m'aperçois que les tendances de certains travailleurs ne changent pas, même quand ils n'ont pas de patrons — a déclaré M. Charles Gide à un journaliste — et qu'ils travaillent pour la collectivité. Exemple. Le réseau de l'Etat ? Il n'y a pas de patron, là ! C'est justement le réseau où l'esprit est le plus exalté et où, malgré les efforts de la direction, on a le plus de difficultés (1). »

Ainsi, il ne faut pas considérer que la diminution de la production est uniquement le résultat de la répugnance ouvrière envers le système patronal, mais il faut en chercher les causes ailleurs. Ainsi, que peut-on répondre de la diminution graduelle du rendement dans les usines de la Russie soviétique, où pourtant les ouvriers sont maîtres et les patrons sont loin d'être omnipotents ? Par exemple. Le socialiste Kaptz évalue à 80 % la baisse de la production de l'industrie de Pétrograd (2).

La fonderie de Marioupol-Nicopol, dont la production mensuelle moyenne était (sous le régime patronal) 500.000 pouds, tombe en janvier 1918 à 130.000 pouds (c'est-à-dire après la nationalisation), en février 1918 à 27.000 pouds, en mars 1918 à 17.000 pouds (3).

Dès le commencement de juin 1918, dans le Congrès Panrusse des Soviets d'Economie Nationale, Gaster, délégué des ouvriers sur métaux, déclare que : « Les masses ouvrières de Russie ne sont nullement préparées à une libre discipline

(1) Voir un article de Daudet-Bancel (dans *Vouloir*, Octobre 1920).

(2) Voir *L'Ouvrier de Pétrograd*, 1918, Juin (dans *Inf. ouv. sociale*).

(3) Voir *La Journée Industrielle*, 1918, Novembre 4 (dans *Inf. ouv. et sociale*).

du travail, et que toutes les tentatives se heurtent à un sabotage en grand (1). »

Est-ce à dire que le système patronat se repose sur les bases du droit, comme un *ordre invulnérable* ? Est-ce à dire qu'il n'enrichit pas une minorité infime, à côté de la majorité des producteurs ? Nullement.

La base du régime actuel est instable, et semble bien ébranlée ; pour le remplacer, il faudrait créer un prolétariat bien organisé, très conscient, et qui fût à la hauteur de sa tâche.

Aux dirigeants des travailleurs incombe la tâche difficile de préparer le prolétariat à sa responsabilité de demain. C'est ce que le syndicalisme français cherche à accomplir aujourd'hui.

(1) Voir Union des Consommateurs, 1918, Juin 15 (dans Inf. ouv. et sociale).

CHAPITRE IV

Comment la socialisation doit-elle se réaliser ?

La façon dont la socialisation doit se réaliser est très discutée dans le monde socialiste. Oudegeest, secrétaire de la fédération ouvrière syndicale, dit dans son rapport (1) :

« Le processus de la nationalisation doit être le résultat d'un développement graduel et d'un travail d'organisation méthodique. »

Otto Bauer, président de la Commission de socialisation, aborde la même question à l'Assemblée nationale d'Autriche (2) :

« Comment ferons-nous passer — déclare-t-il — à la collectivité nationale la propriété des fabriques et des mines, des forêts et des terres, etc., qui appartiennent aujourd'hui aux capitalistes et aux grands propriétaires ? »

« La révolution politique peut être l'œuvre d'un jour. Mettre à la place de la Monarchie la République ; à la place des privilèges de quelques-uns l'égalité des droits, cela a toujours été l'affaire d'un *seul coup*, d'une grande heure. La révolution sociale devra être le résultat du travail hardi, mais aussi réfléchi, de beaucoup d'années. »

« ...La révolution politique a été l'œuvre de la violence. La révolution sociale ne peut être que l'ouvrage d'un travail coercitif et organisateur. »

Une révolution politique peut réussir dans un pays très appauvri, où les masses des affamés devenues débordantes, le mécontentement devient général. Une petite flamme, un acte hardi, même une suprême folie, suffit alors pour renverser un régime. Mais pour la révolution sociale, de pareils procédés de donnent pas de résultats durables.

Il est sans doute facile de pousser le peuple épuisé et affamé à détruire la structure de la vie sociale, pour devenir momentanément maître de la situation. On peut décréter des

(1) *Qu'est-ce que la socialisation ?* par Oudgeest (secrétaire de Féd. Int. Ouv. Syndicale).

(2) *La marche au socialisme*, p. 11, trad. Caussy 1919.

lois bien radicales, mais tout ce système pêche par la base. Le mécontentement amassé par les années de souffrance dans le cœur des masses éclate cette fois au préjudice de ceux qui ont changé la base habituelle de la vie économique du pays.

Nous disons plus clairement, qu'un pays épuisé par cinq années de guerre, dont les sources d'approvisionnement sont taries, où les matières premières manquent, où le chômage s'accroît quotidiennement, dans un pays anémié et souffrant, une révolution sociale ne peut rien changer à la triste réalité des êtres et des choses. Le nouveau régime est condamné à être aussi maigre et aussi anémique et sa disparition n'est qu'une question de temps.

M. Arturo Labriola, en commentant la théorie de Karl Marx, écrit :

« Un pays est d'autant plus rapproché de la révolution prolétarienne que la situation des classes laborieuses s'y est davantage améliorée. Les questions secondaires sont éliminées : le conflit essentiel y gagne en relief ; partant, est accéléré le rythme révolutionnaire ; si bien que le progrès du réformisme tend à dégager le moment révolutionnaire (1). »

La résolution du Congrès Ouvrier de Genève est très explicite à ce sujet :

« La socialisation se réalisera progressivement. Elle s'étendra d'une industrie à une autre à mesure que les circonstances nationales le permettront. Quelles que soient les répugnances des socialistes à l'égard d'entreprises basées sur la recherche du profit privé, ils se garderont bien de les détruire dans une branche déterminée de la production avant qu'il ne soient en mesure de la remplacer par une forme supérieure d'organisation. »

Faut-il alors expulser les capitalistes de leurs propriétés en expropriant leurs biens sans indemnité ? La résolution déjà citée nous répond :

« Ce procédé de socialisation graduel exclut, *en général*, l'expropriation sans indemnité des propriétaires privés, non seulement parce qu'il ne serait pas équitable d'infliger des charges spéciales à certaines individualités, mais aussi parce que cette confiscation troublerait l'entreprise capitaliste dans les branches d'industries où la socialisation ne serait pas immédiatement réalisable. »

La socialisation graduelle est aussi la thèse de la C. G. T.,

(1) A. Labriola, *Karl Marx* (traduction E. Berth), p. 211.

dont le porte-parole, M. Jouhaux, dans son discours prononcé au Congrès de Lyon, s'exprime ainsi :

« J'ai dit hier et je répète aujourd'hui que l'on ne peut être prêts à prendre en mains la suite des événements et des circonstances présentes qu'autant que nous aurons constitué l'organisme qui nous permettra de la diriger et d'assurer ainsi toute la somme de satisfaction indispensable à ses besoins (1). »

« Les tares sociales ne s'aperçoivent que successivement et après une longue expérience pratique, et qu'il n'est pas possible de s'en débarrasser du jour au lendemain. Les transformations de cette nature ne peuvent s'opérer que graduellement, en raison de l'état des esprits et des multiples intérêts qui s'enchaînent et entrent en jeu à des degrés divers. La machine sociale est composée d'organismes délicats, qui ne peuvent se transformer brutalement (2). »

Toute autre est la conception bolchéviste sur la réalisation graduelle et légale de la socialisation. On y voit une différence fondamentale. Le bolchevisme ne conçoit la possibilité de la socialisation que sous la forme d'une saisie violente, « révolutionnaire » et simultanée, de toute la production industrielle de la nation, sous la dictature du prolétariat. C'est ainsi qu'on a réalisé la révolution en Russie.

La conception révolutionnaire bolcheviste est compréhensible. Elle est façonnée d'abord d'après la psychologie des dirigeants bolchéviks, qui voudraient suivre ponctuellement la doctrine marxiste pendant leur révolution sociale.

Il faut ensuite chercher cette conception bolcheviste dans la psychologie de la masse russe qui, affranchie du joug terrible du tsarisme, devenait sans « freins » par la force des choses.

Au surplus, après une expérience dure et coûteuse, les dirigeants bolchéviks se sont trouvés dans l'obligation de « temporiser » leur révolution rapide, de « refréner » leur ardeur transformatrice et de tenir compte des réalités existantes.

Les socialistes occidentaux sont loin, paraît-il, d'imiter aveuglément la leçon bolchévique.

(1) Compte Rendu du XIV^e Congrès Confédéral, tenu à Lyon du 13 au 21 Septembre 1919, p. 289.

(2) Bartuel (secrétaire de la Fédération Syndicale des Mineurs), dans la *Revue du travail*, 15 Janvier 1921.

D'après le « renégat » (1) Kautsky : « Au point de vue marxiste, la tâche du socialisme ne consiste plus à trouver un plan ou une formule de socialisation pour introduire le socialisme partout et dans toutes les circonstances, mais à étudier les conditions économiques pour en mettre en lumière et sauvegarder ce qui, au moment donné, est nécessaire à la société. »

Plus loin, il continue :

« Ainsi la tâche des socialistes ne consiste pas à réaliser coûte que coûte le socialisme là où il est impossible, ils doivent intervenir dans les rapports existant au sein du régime capitaliste pour en orienter le développement dans un sens favorable au prolétariat (2). »

Dans sa *République Paysanne*, parlant encore une fois de l'organisation de socialisation de demain, Kautsky dit :

« Une marche en avant intempestive, telle que la demande le tempérament révolutionnaire et telle qu'elle peut être de mise lors de la prise d'assaut de positions ennemies, n'est pas la bonne tactique à suivre lorsqu'il s'agit de monter des mécanismes aussi délicats que des services de production coopératifs. Ici, il s'agit de procéder avec circonspection, de n'avancer un pied qu'à bon escient et lorsque l'autre est solidement posé. Et de n'embrasser que ce qu'on peut étreindre. Dans le domaine économique, ce n'est pas comme sur le champ de bataille où une offensive de choc culbute l'adversaire — et encore pas toujours (3). »

Les explications de ce docteur marxiste n'ont pas besoin de commentaires.

D'après les Guilds-Socialistes la révolution est chose inutile. Le régime socialiste ne doit pas fatalement être construit sur les « ruines » de la société capitaliste. Selon un de ses théoriciens, Bertrand Russel, « les partisans des révolutions sanglantes se trompent profondément. Une révolution sanglante ne peut réussir que dans le cas où le prolétariat est assez fort. Mais s'il l'est assez, il peut donc vaincre sans verser du sang. Si le prolétariat est si fort qu'il peut provoquer un soulèvement armé et vaincre, il peut donc triompher sans avoir recours à une révolte armée (4) ».

(1) Les bolchevistes tiennent L. Kautsky pour un renégat à la doctrine marxiste.

(2) *Terrorisme et communisme*, par Kautsky, p. 155.

(3) *Georgien eine sozialdemokratische Bauernrepublik*, 1921.

(4) Voir *Roads to freedom*, by Bertrand-Russel, London 1919.

Un autre *guildsman*, M. Sterling Taglor, qui représente une nuance particulière dans l'ensemble de ce mouvement, écrit :

« Seul un illettré peut croire à la révolution comme méthode de progrès social.. Même les révolutions en apparence pacifiques, les révolutions industrielles où il ne coule point de sang, sont en fin de compte également destructives. La révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle aura probablement coûté plus de vies et d'énergie humaines que toutes les guerres des deux derniers siècles ensemble... La révolution poursuit l'impossible (1). »

Alors comment réalisera-t-on le régime futur du guild ? — Par un passage graduel et systématique : Les étapes de ce développement sont déjà en vue ; la participation aux bénéfices entraînera naturellement la participation à la responsabilité, par conséquent la participation à la gestion. Et tôt ou tard à l'installation de l'industrie tout entière sur une base démocratique à l'égalité des pouvoirs et des profits entre tous les membres participant à la production.

Mais l'idée de Taglor à ce sujet n'est pas partagée par d'autres *guildsmen*, qui, comme les syndicalistes français, craignent que l'idée de participation aux bénéfices n'obscurcisse la notion fondamentale de l'abolition du salariat. Les autres *guildsmen* demandent un contrôle absolu et non point un contrôle partagé.

« Le contrôle absolu — dit Hobson (2) — est plus compatible avec les théories des guildes, même s'il ne porte que sur quelques mètres carrés d'une usine, qu'un contrôle partiel et partagé sur la marche de tout établissement. »

Nous verrons plus loin l'analogie profonde de cette idée avec celle des syndicalistes français.

(1) Voir *The guild state*, by sterling Taylor, 1919, p. 97.

(2) Voir *National Guilds and the state*, p. 172.

CHAPITRE V

Quels sont les Processus de socialisation

En définissant la socialisation, M. Wibaut disait dans son rapport : « C'est un procès qui se développe en phases différentes. » Nous allons chercher à en montrer les différentes phases. « Mais le but final de toutes ces phases, continuait M. Wibaut, c'est la suppression de la propriété privée des moyens de production et la transmission de ces derniers à la communauté. »

Quelles sont alors ces phases de socialisation qui dénoueront graduellement les liens de la propriété privée des moyens de production ?

On peut les ordonner de la façon suivante :

a) Elle commence par la création des Conseils d'usine, l'institution du contrôle ouvrier, ce qui amène la participation des ouvriers à la gestion des entreprises ;

b) Elle continue par la *gestion directe* des entreprises par les intéressés directs, consommateurs et producteurs ;

c) Et elle finit par l'institution du socialisme.

L'idée de socialisation, peut-on dire, commence à germer dès la création des Conseils d'usine. Le régime qui a créé ces Conseils ou Comités d'usine dans le régime capitaliste actuel, n'est certes pas un régime socialiste, mais il est le commencement de la socialisation. L'omnipotence des patrons dans leur propriété privée des moyens de production (usines) se trouve brisée par ces Comités. C'est une nouvelle volonté d'une unité jusqu'ici muette. La volonté de la main-d'œuvre tendant, dans le cadre de l'usine, à traiter d'égal à égal avec la volonté patronale qui, jusqu'ici, commandait seule.

Certains socialistes peuvent penser que : « Cette dualité de direction est une absurdité. Il est tout naturel que les ouvriers aient le désir de prendre la direction des affaires industrielles : c'est leur idéal logique. Mais qu'ils la pren-

nent complètement, qu'ils éliminent les anciens patrons et qu'ils se substituent à eux (1). » Mais il faut être bien patient dans les questions sociales. Nous ne sommes encore que dans la première phase, c'est-à-dire au commencement du régime de socialisation. Le désir de M. Buisson s'accomplira graduellement quand on aura traversé les autres phases de ce régime.

Les Conseils des usines, le Contrôle ouvrier sur les entreprises capitalistes ont pour conséquence inévitable la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, d'où partage du pouvoir, suppression de la hiérarchie patronale. M. Fagnot, parlant de la participation des travailleurs dans les entreprises, dit : « La question est délicate, assez grave même si l'on va au fond des choses. Elle porte, en effet, sur l'autorité du chef d'entreprise, sur le statut des salariés, en un mot sur la structure même de l'organisation du travail (2). »

Voyons maintenant comment cette grave question (c'est-à-dire l'idée de socialisation) a voyagé sur le continent européen, et quelle évolution elle a subie dans ses différentes péripéties.

(1) E. Buisson. *La socialisation de l'industrie en Allemagne* (dans *l'Information ouvrière et sociale*, 9 Février 1919).

(2) François Fagnot, *La part du travail dans la gestion des entreprises* (p. 109).

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'idée de socialisation en Angleterre

A) *Institution des Comités d'usines.* — Pendant les années 1915 et 1916, les Trade-Unions anglais ayant posé le problème, en octobre 1916 ont été constituées des Commissions d'experts, afin d'examiner sur place les revendications et les plaintes des travailleurs.

La Commission qui, du nom de son président s'appelait Commission Whitley, n'a terminé ses travaux qu'en 1918. Cette Commission se composait en nombre égal des représentants des syndicats de patrons et des représentants des Trade-Unions.

Après de longues études toutes sur place, la Commission a présenté au Gouvernement anglais quatre rapports, dans lesquels elle propose des mesures pour améliorer les rapports entre patrons et salariés.

Les propositions de cette Commission reposent sur les bases suivantes :

1° Les représentants des ouvriers doivent être admis dorénavant à discuter avec les représentants des patrons :

a) Les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de chaque industrie à laquelle ils appartiennent ;

b) Les conditions du travail des ouvriers (salaires, durée de travail, règlements d'atelier, hygiène, etc.).

2° Il doit être créé dans chaque industrie :

a) *Un Conseil National mixte*, composé par des représentants ouvriers et patronaux ; chaque partie sera élue par les syndicats respectifs (les ouvriers par les syndicats ouvriers et les patrons par les syndicats patronaux).

Voici leurs attributions :

Assurer une action mixte entre employeurs et ouvriers pour le développement de l'industrie, considérée comme une

partie de la vie nationale, et pour l'amélioration des conditions de tous ceux qui sont engagés dans cette industrie ;

Considérer les règles relatives aux salaires, aux heures de travail comme applicables à l'industrie toute entière ;

Etudier les mesures propres à régulariser la production et le travail, recueillir les statistiques, encourager les méthodes de recherches, faciliter les inventions et toute amélioration de l'outillage ou des méthodes, etc... ;

Etudier les mesures propres à assurer l'adhésion de tous les employeurs et de tous les ouvriers à leurs syndicats respectifs, etc... (1).

b) *Les Conseils de district.* — Ceux-ci se présentent comme des organes d'exécution du Conseil National, composés, en nombre égal, par les patrons et les ouvriers. Ils sont chargés de veiller à la création et au fonctionnement des Commissions d'usines.

c) Les Comités d'usines composés par les directions d'usines et les représentants des ouvriers.

Les buts de ces Comités sont :

Donner aux ouvriers plus d'intérêt et plus de responsabilité dans le fonctionnement de l'établissement ;

D'assurer l'application des règlements prévus dans les contrats collectifs établis par les Conseils de district et le Conseil national.

Tels sont les points essentiels des rapports de Whitley. Le Gouvernement anglais a accepté ces réformes proposées par Whitley. Il demanda, en 1919, aux deux parties d'instaurer les Conseils sus-mentionnés. Et déjà, en mai 1918, le système Whitley était appliqué dans 33 branches industrielles (2). (Aujourd'hui 50.)

B) *Projets de nationalisation en Angleterre.* — Après leur première victoire par la création des conseils d'usines, les travailleurs anglais ne se sont pas arrêtés là, ils revendiquent maintenant la « Nationalisation », sinon de toutes les entreprises industrielles, du moins, celle des entreprises des mines et des transports.

A la suite des graves menaces de grève, formulées par les mineurs et les deux organisations de la triple Alliance, le gouvernement institua en 1919 une Commission d'enquête (*coal Commission*) qui présenta un rapport en faveur de la nationalisation des mines. Trois représentants de Trade-Unions

(1) Voir Fagnot, *La part du travail dans les entreprises*, 1919.

(2) La *Labour Gazette*, de Février 1918 (cité par Fagnot.)

(Tawney, S. Webb, et Sir Léo Chiozza Money) et trois représentants des mineurs (Smitie, Hodges, Smith) participaient à cette Commission.

La Commission condamne le système présent de la propriété et du travail dans l'industrie minière, et recommande d'instituer un autre système, soit la nationalisation, soit un système d'unification par achat national avec un contrôle mixte, soit simplement l'unification par un contrôle mixte.

Ainsi on a mis en avant la nationalisation de l'industrie houillère sous les deux alternatives :

- a) Ou nationaliser la production ;
- b) Ou nationaliser le produit.

Le Gouvernement ayant chargé la même Commission d'ouvrir une nouvelle enquête, celle-ci a présenté quatre autres rapports dont l'un signé par le Président de la Commission, doit être considéré comme officiel.

Les représentants des délégués travaillistes sont unanimes sur l'ensemble du rapport, sauf sur certains points pour lesquels les délégués travaillistes, eux-mêmes, ne sont pas d'accord entre eux. L'examen des rapports officiels (dit de Sankey) démontre les points litigieux.

Le rapport de Sankey (1) recommande que le Parlement fût immédiatement invité à voter une loi portant acquisition des droits Régaliens (« Royalties ») par l'Etat en payant une juste compensation aux propriétaires. On suggère que l'Etat devrait acheter à une valeur légitime tous les charbonnages, y compris les bâtiments d'exploitation, les usines, etc...

Sur le point d'achat, les délégués travaillistes ne sont pas unanimes. Trois d'entre eux (trois représentants des mineurs) n'admettent pas que des indemnités fussent payées aux propriétaires pour les droits sur les minerais que l'Etat doit acquérir. « Mais ceci n'implique pas, ajoute le rapport des travailleurs, qu'il y aurait objection à l'octroi de compensations au cas où de petits propriétaires de « Royalties » seraient ainsi privés de leurs moyens d'existence. »

Quelles sont les raisons qui ont stimulé la Commission d'exproprier les propriétaires actuels en faveur de la propriété de l'Etat ?

« L'industrie houillère est notre industrie nationale essentielle de laquelle presque toutes les autres dépendent. Une

(1) Voir *La nationalisation des mines en Angleterre*, « rapport de la Commission d'Enquête sur l'industrie houillère » (dans *l'Information ouvrière et sociale*, 29 Juin et 3 et 6 Juillet 1919).

fourniture du charbon suffisante et à bon marché est essentielle au bien-être des individus et au maintien de l'industrie dans ce pays. »

D'après ce projet, l'Etat, propriétaire des mines, n'a pas le droit absolu à les administrer d'après son bon plaisir. La structure de nationalisation est fondée sur ces trois conseils :

a) *Conseil minier local*. — Ce Conseil est composé en partie, par des ouvriers et en partie par des membres des Conseils de Districts. Il est le conseiller des directeurs des mines. Il a voix effective dans toute question où la sécurité et la santé des travailleurs est en cause.

b) *Conseil minier de district*. — C'est ce Conseil qui administre l'extraction du charbon ; réglemente la forme du travail, contrôle les prix, les salaires et la distribution du charbon. C'est lui qui a la principale responsabilité de prendre des mesures pour garantir la santé et la sécurité des ouvriers. Il a comme but primordial d'obvier à toute bureaucratie dans l'industrie minière (1).

Les membres de ce Conseil sont composés par des :

a) *Producteurs* :

Ouvriers, représentés par 4 voix.

Techniciens, représentés par 2 voix.

b) *Consommateurs* :

Consommateurs en dernier lieu, représentés par 4 voix.

Représentants du commerce. Achat de matériel et vente des produits, représentés par 2 voix.

c) *Représentants du Gouvernement* : par 2 voix.

C) *Conseil minier national*. — Ce Conseil se présente comme un parlement, composé par les membres des Conseils de districts, qui se réuniront une fois par an à Londres. Ils élisent un Comité permanent de dix-huit membres, dont six représentants des travailleurs-ouvriers ; six représentants des techniciens industriels et commerçants et les six autres représentants des consommateurs. Le ministre des Mines doit consulter ce Comité pour toute question relative à l'industrie minière. Il ne peut prendre aucune décision sans le consentement dudit comité.

Autonomie financière dans les mines. — Les finances de chaque district seront tenues entièrement séparées. Le ministre des Finances n'aura aucun droit de contrôle sur l'appropriation des sommes produites par l'industrie minière. Lesdites sommes seront tenues et comptées séparément des autres

(1) Il sera établi dans chaque district des mines un Conseil minier de district.

espèces nationales jusqu'à ce que les produits additionnés de l'industrie minière soit établis et versés au trésor.

En examinant le projet de « Nationalisation industrialisée » en France, préparé par C. G. T., nous y verrons une similitude frappante avec le projet de Sankey.

Le projet de Sankey est resté toujours à l'état de projet. Depuis cette date les mineurs anglais, à plusieurs reprises, se mirent en grève, demandant chaque fois la nationalisation des mines comme revendication générale ; mais, en particulier, le travailleur anglais faisait d'autres demandes plus immédiates, telles la diminution des heures de travail et la hausse des salaires. D'après le journal *Daily Herald*, ces revendications immédiates constituaient « un pas indirect, mais non moins sûr, vers la nationalisation (1) ».

Est-ce à dire que le travailleur anglais a renoncé momentanément à l'idée de nationalisation du sous-sol ? Pas le moins du monde.

L'idée de socialisation comme explique très clairement M. Max Schippel (2), n'est pas un plan rigide, tel que l'on doive, en un moment, avec une logique inflexible, le concevoir et le présenter jusque dans ses derniers détails, qu'on le doive accepter ou rejeter, mais au contraire la socialisation est un constant accroissement d'influence et un ascendant croissant sur la production. Un processus graduel de développement, auquel est donné un objectif toujours plus large mais qui doit conditionner chaque progrès, chaque réalisation successive au temps et aux circonstances.

C'est ce que le travailleur anglais tend à réaliser.

(1) 12 Juillet 1920.

(2) Voir *Sozialistische Monatshefte*, 22 Novembre 1920.

CHAPITRE II

L'idée de socialisation en Allemagne

L'Allemagne est un pays où des projets collectivistes (sous le nom Etatisation ou Municipalisation) sont depuis longtemps réalisés ; les chemins de fer, les canaux et plusieurs mines de houilles sont déjà propriété de l'Etat. Les tramways, les abattoirs, les usines à gaz, etc..., sont depuis longtemps municipalisés.

Depuis l'armistice l'intention de socialiser d'autres industries individuelles, parmi lesquelles les plus importantes sont :

- a) L'industrie des mines ;
- b) L'industrie de l'habitation.

Nous allons voir dans ces deux domaines l'ampleur acquise par le mouvement de socialisation en Allemagne.

La socialisation des mines qui a surtout occupé les cerveaux des socialistes en 1919-1920, et s'est attaché l'opinion publique, a perdu son acuité en 1921 ; sous des influences purement politiques ; nous présenterons néanmoins les idées ou les projets qui se sont mis en avant et qui nous intéressent au point de vue de notre thèse.

1° *La socialisation des mines.* — Dès le début de la déclaration de la République allemande (9 novembre 1918), lorsque les socialistes s'emparèrent du gouvernement de l'Empire et des Etats Fédérés, ils n'avaient aucune idée précise sur la forme de socialisation et sans être le moins du monde préparés à cette idée. Les plus violents d'entre eux, les communistes ne proposaient à leur offensive contre le régime existant qu'un seul objectif : *la conquête du pouvoir*. Il fallait d'abord s'emparer de l'Etat, on trouverait ensuite le moyen (le capitalisme battu) de reconstruire sur ses ruines une société nouvelle. Les autres socialistes n'osaient pas se lancer ainsi à l'aveuglette. Ils pensaient qu'il est plus facile de détruire que de bâtir. Or, la doctrine marxiste était muette sur la forme qu'il convenait de donner à la société future. « On découvrit alors que cette formule, énoncée depuis Karl Marx (c'est-à-dire la socialisation des moyens de production) par tous les

socialistes d'univers, était vide. Par négation, elle n'avait que ce sens : enlever à la propriété privée les moyens de production et d'échange. Mais elle ne disait pas comment il faudrait les organiser, quand ils seraient devenus propriété de la collectivité. Le prophète lui-même, de peur de s'égarer dans l'utopie, s'était bien gardé d'en expliquer le contenu (1). » Quant aux autres doctrines (Saint-Simonisme, Fourierisme, Cabéisme, etc.), elles n'offraient aux rénovateurs que des utopies déjà périmées. Les socialistes allemands, parvenus au pouvoir ne savaient, comme on dit, par quel bout commencer. On parle de socialisation de telle ou telle sorte d'industrie, des mines de charbon, des transports, etc. Une foule de projets ont poussé de différents côtés à la fois, sans aucun plan d'ensemble et concerté. Il a été question de socialiser l'agriculture, les banques, le logement et même l'enseignement, l'éducation et la médecine. C'est dans ces conditions que le Gouvernement provisoire convoqua dès la fin de novembre, les plus éminents des docteurs en socialisme et constitua une Commission de Socialisation, dont le but primordial était l'étude de la transformation de l'industrie privée en industrie socialisée.

La première question agitée devant cette Commission fut la socialisation des mines, particulièrement de charbon, qui, après la révolution, avait attiré l'attention du public. Les charbonnages comportant un quasi-monopole de fait, paraissaient plus mûrs que toute autre entreprise pour cette opération. Leur importance dans la vie économique de l'Allemagne semblait justifier particulièrement l'intervention de la nation à leur sujet.

Le charbon est la grande force de l'industrie allemande. Maître de charbon, l'Etat socialiste pourrait tenir dans sa dépendance le reste de l'industrie. Régulant le prix et la répartition des combustibles minéraux, il dirigerait la politique de production de toute l'Allemagne. Dans son rapport sur la socialisation, à la Conférence d'Empire des Conseils d'ouvriers et soldats, le 20 décembre 1918, M. Hilferding déclarait qu'il fallait socialiser en premier lieu les mines de charbon « car, c'est dans les mines, disait-il, que sont incorporés le plus nettement, l'être et la force du capitalisme allemand. Si nous conquérons la faculté de disposer du charbon et du fer, nous

(1) Voir Marcel Tardy : Le Problème de la Socialisation en Allemagne, 1921, p. 16-17.

aurons frappé le capitalisme à l'endroit le plus sensible de sa puissance économique. »

Mais dès le début, cette Commission se scinda en deux fractions de tendances opposées :

a) *La majorité*, qui cherchait une socialisation avec « une élimination complète de tout capital privé ». Elle préconisait l'expropriation contre indemnité des mines privées, et la gestion du domaine et du commerce des combustibles par une association à laquelle l'Etat remettrait l'ensemble des mines, tout en conservant le droit de contrôle ;

b) *La minorité*, qui estimait, au contraire, que le maintien, tout au moins provisoire, du capital privé était nécessaire. Elle acceptait la solution suivante : adopter une réglementation s'adaptant aux circonstances actuelles, de façon à ce qu'une socialisation intégrale soit ainsi préparée pour l'avenir et puisse être réalisée, quand les conditions techniques et économiques le permettront.

Malgré cette divergence de vues, la Commission était unanime pour écarter l'Etatisation. Ils reconnaissaient que la gestion par l'Etat, avec système bureaucratique, présente de grands inconvénients et ne se prête pas à l'utilisation économique et industrielle des richesses en combustibles (1).

Ces idées furent exprimées non seulement dans l'assemblée sus-mentionnée, mais aussi dans tous les congrès, réunions et dans leur littérature économique.

« Dans notre situation, dit Max Cohen, un des chefs du parti social-démocrate, où la moindre gêne dans la production peut être l'origine d'un malheur sans nom, une expérience est un crime contre le peuple et contre le socialisme (2). »

« La socialisation, dit M. Handke, directeur général de la Fédération des ouvriers métallurgistes allemands, ne peut pas se produire simplement par la volonté des ouvriers, elle n'est pas seulement une question de remise des entreprises à la société mais il faut examiner si une telle transformation fondamentale serait à l'avantage ou au détriment de la classe ouvrière. »

Avant que l'Allemagne, jadis Etat agricole, se soit transformée en Etat industriel, il y avait trop de main-d'œuvre et

(1) Voir *La socialisation des mines en Allemagne*, par Etienne Weill-Reynol (dans *Information ouvrière et sociale*, 28 Avril 1920).

(2) Voir *La socialisation des mines en Allemagne*, par Normand (dans *Revue Economie Politique*, 1920).

pas assez de quoi manger. C'est ce qui explique l'émigration allemande qui :

De 1880 à 1890 fut de 1.362.000 personnes, tandis que de 1890 à 1910 elle fut de 279.000 personnes.

« L'augmentation du commerce extérieur (exportation et importation ensemble) a été de 1873 à 1913 pour l'Allemagne de 344 %, pour les Etats-Unis 272 %, pour l'Angleterre 108 %, pour la France 90 %.

« La question qui se pose aux syndiqués est celle-ci : après la modification révolutionnaire des méthodes d'administration que la socialisation comporte, l'Etat industriel se développera-t-il aussi avantageusement qu'il est nécessaire pour nous et pour la collectivité (1) ? »

L'orateur en doute. Il propose de ne socialiser que les industries mûres.

Ainsi, presque tous les théoriciens considéraient indispensable de bien examiner tout d'abord « l'état actuel des problèmes, et en reconnaissant comme fruit d'un développement logique et historique, de fortifier l'étude des possibilités d'avenir par un regard jeté sur le passé ».

Comme résultat pratique des recherches, des documentations et des projets présentés par les théoriciens, l'Assemblée nationale a voté, le 23 mars 1919, une loi relative à la socialisation, aux termes de laquelle le gouvernement peut, au moyen de mesures législatives spéciales, et sous réserve des compensations financières appropriées :

1° Prendre possession de tout établissement industriel susceptible d'être « socialisé », et notamment des établissements dont dépendent la production des matières premières et l'utilisation des forces naturelles ;

2° Réglementer, sous le contrôle des autorités publiques, dans le cas de nécessité urgente, la production et la répartition des objets nécessaires à la vie économique de la nation.

Le même jour, une loi promulguée en vue de réglementer l'industrie minière, plaçait cette industrie toute entière sous le contrôle d'un *Conseil fédéral du charbon* (Reichskohlenrat).

Ce Conseil se composerait de :

- 1° Producteurs ;
15 représentants des organisations ouvrières ;

(1) Discours dans la réunion du Comité ouvrier métallurgiste, tenue en Haute-Silésie, le 9 Mars 1919 (cité par Buisson dans *Information Ouvrière*, 20 Mars 1919).

2° *Patrons* :

- 13 représentants des organisations patronales ;
- 2 représentants patronaux nommés par le Ministre.

3° *Le Gouvernement nommera* :

- 8 Représentants des travailleurs ;
- 2 Représentants des consommateurs (des sociétés coop.) ;
- 10 Représentants d'autres associations publiques.

Ce Conseil a pour tâche d'exercer un droit de contrôle sur les prix de vente et la répartition du charbon. Pour cela on lui prévoit des pouvoirs très étendus, afin d'être en mesure de procéder librement aux interventions reconnues indispensables dans l'intérêt commun.

La loi spéciale du 23 avril 1919 sur les combustibles n'est pas, comme elle devrait l'être, une application naturelle de la loi sur la socialisation qui prévoyait que l'Etat est autorisé à socialiser par mesure législative les entreprises économiques susceptibles de l'être.

Quel était le sens véritable de cette loi ? Voulait-elle éliminer tout capital privé engagé dans l'industrie du charbon, comme le demandait la majorité de la Commission de socialisation, ou comme l'a formulé la fraction socialiste de Reichstag ?

Pas du tout ! toute la réforme consistait dans un droit de contrôle qui serait effectué par les quinze travailleurs de la mine, membres du Conseil national du charbon.

Ainsi la loi sur la réglementation économique du charbon n'a « qu'une signification médiocre et une portée restreinte ; la situation pratique de la socialisation reste encore à trouver presque intégralement ». Il serait tout au plus juste de dire que c'est la première phase de socialisation qui est accomplie : le travailleur a voix dans le chapitre, égal au patron, et ce n'est pas chose négligeable. Cette loi reste la première mesure effective tendant à la socialisation de l'industrie minière ; elle est le souvenir de la première Commission de socialisation avant sa démission le 27 avril 1919.

La nouvelle « Commission de socialisation » fut appelée à l'existence le 20 mars 1920, une année après la démission de la première, à la suite du Coup d'Etat de Kapp et de l'agitation menaçante des mineurs de la Rhur.

Le 30 juillet 1920 la nouvelle Commission publia un rapport relatif à cette industrie d'après lequel les membres de la Commission sont unanimes à déclarer qu'il faut éliminer dans une large mesure les gains capitalistes dans l'exploitation des mines de charbon. Ils sont unanimes aussi à ajouter que la

réforme doit comprendre toutes les exploitations de houille et de lignite, qu'elles appartiennent à l'Etat ou aux particuliers, ainsi que la production des briquettes et la fabrication du coke.

La Commission est unanime encore à préconiser qu'il est nécessaire de placer l'exploitation du charbon sur une base économique exclusivement collective, en éliminant la propriété privée des moyens de production.

Mais sur un point essentiel, la date d'application de la réforme, la Commission manifesta des divergences d'opinion, tout comme celle de l'année précédente, opinion partagée en deux groupes. Mais avec cette différence que le groupe qui formait la majorité était devenu minorité.

En ce qui concerne l'idée fondamentale de la composition des Conseils du charbon et de son Comité directeur, les deux propositions (majorité et minorité) concordent sensiblement.

La motion minoritaire. — La minorité demandait que « la totalité des mines de charbon allemandes, y compris les entreprises exploitées par les Etats respectifs, doit être expropriée, moyennant indemnité, au profit de la *Communauté allemande du charbon* (Deutsche Kohlengemeinschaft).

« Notre proposition ne doit pas seulement être comprise dans le sens d'une réforme de l'état de chose actuel, mais comme un premier pas dans la voie d'une transformation fondamentale du système capitaliste privé (1). »

Après avoir longuement critiqué les considérations de certains économistes, d'après lesquels « la socialisation est considérée comme un effort pour le maintien de la réglementation économique obligatoire », la motion minoritaire ajoute : « Cette réglementation économique obligatoire, qui meurt peu à peu et qui, par sa décomposition même, est des plus nuisibles au point de vue de l'économie publique, est chose singulière, considérée souvent comme une preuve de l'impossibilité de réaliser la *socialisation intégrale*. »

Qu'est-ce donc que cette « économie obligatoire contre laquelle s'élève des protestations énergiquement motivées. Cette économie obligatoire, née pendant la guerre, issue de la nécessité d'assurer avant tout autre, le ravitaillement de l'armée « a fait une tentative qui n'était possible que pour une courte guerre, en laissant subsister la forme économique privée de

(1) Voir Bureau international de travail. — *Etudes et documents*, série B. n° 4, 25 Janvier 1921.

production ; de rendre la répartition de la production sociale indépendante de la répartition de la capacité d'achat dans l'économie politique. Elle n'a pas supprimé le désir capitaliste du gain mais elle a détruit la relation entre le gain et l'augmentation de productivité qui était un avantage décisif du système capitaliste ».

L'économie obligatoire ne peut stimuler que faiblement la productivité, tandis qu'elle entrave très fortement l'initiative. « Elle s'est révélée uniquement comme une bureaucratisation de la répartition, une défense à frais élevés des intérêts des consommateurs, sans pouvoir influencer sensiblement le développement de la production. Et cela parce que les producteurs n'ont pas été organisés sans un nouvel organe économique avec des forces créatrices, mais ont été uniquement soumis à un règlement. Les organes économiques de l'économie obligatoire, établis d'après le principe de la parité, signifient, en réalité, avec le maintien de la propriété privée des moyens de production, la domination du chef d'entreprise, importuné seulement par le contrôle de l'Etat.

« Notre plan de socialisation intégrale n'a rien de commun avec ces formes de la surorganisation, formes qui deviennent à la longue, au point de vue de l'économie politique, superflues et nuisibles. »

La motion de minorité proposait de ne pas créer la socialisation comme une organisation « chargée uniquement du contrôle », mais, « par l'expropriation, transformer en notion de communauté économique l'organisme économique qu'est devenu le capitalisme. De sorte que toutes les forces stimulantes des initiatives personnelles soient développées dans le cadre de la communauté économique et que la participation intérieure et la collaboration vivante de tous ceux qui travaillent dans l'exploitation, soient ainsi obtenues et constituent un nouveau stimulant psychologique d'une importance capitale et une nouvelle valeur sociale ».

Pourquoi demande-t-on la socialisation immédiate ? Parce que, d'après les minoritaires, la socialisation ne peut avoir de succès que si elle supprime l'antagonisme entre l'intérêt particulier et l'intérêt général, et non si elle oblige les représentants des deux groupes d'intérêts à travailler ensemble. Si l'on veut conserver le système du capitalisme privé et seulement le soumettre à un contrôle rigoureux, on ne fera qu'atteindre le nerf de l'initiative privée sans arriver, en même temps, aux avantages de l'idée de la communauté économique.

Après cet exposé purement théorique, la minorité présente un projet de nationalisation, dont les principaux points sont représentés ci-dessous :

§ 1. — Sont réunis en un organe économique unique : *La Communauté allemande du charbon*, toutes les mines privées et d'Etat..., etc.... (déjà cité).

§ 2. — La communauté allemande du charbon est une corporation de droit public. Elle administre en service de communauté économique toutes les affaires des mines de charbon et des autres exploitations mentionnées au § 1. Elle règle l'exportation et l'importation en tenant compte des prescriptions générales d'exportation et d'importation édictées par les autorités compétentes.

§ 3. — Toutes les mines de charbon, etc... sont prises en propriété par *la communauté allemande du charbon* et cela moyennant une indemnité appropriée et si cela est nécessaire par la voie de l'expropriation.

§ 4. — *La Communauté allemande du charbon* règle d'une façon autonome ses propres affaires touchant les droits de propriété et les administre sur la base de la comptabilité commerciale.

Quels sont les organes de gestion de *l'Economie allemande du charbon* ? (D'après le projet de la C. G. T. cet organisme économique allemand du charbon se dénommerait « Régie nationale des Mines » :

A) Le Conseil fédéral du charbon (*reichskohlenrat*) ;

B) Le Comité de Direction fédérale du charbon (*Reichskohlendirektorium*).

Les membres du Conseil fédéral du charbon sont composés de :

1° *Producteurs* :

25 voix par les ouvriers de la Commun. Allem. du Charbon ;

10 voix par les employés de la Commun. Allem. du Charbon ;

5 techniciens nommés par le Reichstag.

2° *Consommateurs* :

15 voix par les industries consommatrices du charbon ;

10 voix par ceux qui consomment en dernier lieu.

3° *Représentants des intérêts de la collectivité nationale* :

5 voix par le Conseil Fédéral Economique ;

15 membres choisis par le chancelier fédéral, parmi lesquels il ne doit pas y avoir plus de 8 fonctionnaires ;

15 membres par les directeurs des districts miniers et exploitation.

Le Conseil fédéral du charbon a la direction supérieure de l'Economie du charbon et la surveillance de la conduite des

affaires par la Direction. Son assentiment est nécessaire pour la création de nouvelles entreprises, l'arrêt ou la fusion d'exploitations, pour la conclusion de contrat collectif et la fixation des prix de produits miniers, etc...

Le Comité de direction fédérale du charbon est composé de cinq membres nommé par le Conseil fédéral du charbon.

Le Comité de Direction nomme les Directeurs des districts miniers. Il dirige les affaires de la communauté allemande du charbon sur la base d'un plan économique qui doit être présenté chaque année au Conseil du charbon.

Voilà dans son ensemble le projet des minoritaires sur la nationalisation des charbons.

La Motion majoritaire (1). — Quels sont les motifs qui ont stimulé la majorité de la Commission de ne pas accepter l'élimination complète du capital privé ?

a) La situation compromise de l'économie du charbon ; son importance vitale comme pierre angulaire de tout l'édifice économique ; son haut degré de perfectionnement technique et la responsabilité inhérente à la direction exigent que les chefs économiques les plus capables et les plus riches en initiative lui restent acquis.

Les forces agissantes et décisives de l'économie capitaliste étaient et restent les facteurs du succès.

b) Pour les branches économiques, où le caractère administratif prédomine, on pourra dès aujourd'hui faire abstraction de ces considérations et procéder sans danger à des socialisations en écartant complètement le système du patronat. Mais des entreprises à caractère industriel prédominant, sujettes aux transformations techniques, basées sur l'initiative, menacées à certaines époques, ne pourront, sans secousses, être soustraites brusquement pour être livrées uniquement aux forces agissantes d'une direction de fonctionnaires et de syndicats.

Voici les deux motifs pour lesquels la majorité considère encore indispensable, pour le moment du moins, le système de patronat d'aujourd'hui, mais « cependant, ajoute la proposition, un principe fondamental, est que toutes les entreprises doivent remettre au Conseil du charbon leur production totale au prix de revient », aucune entreprise n'a le droit de faire des bénéfices d'exploitation.

Le Conseil du charbon, qui prend les fonctions d'un syn-

(1) La majorité a accepté le projet de Walter Rathenau (directeur de la société générale d'électricité).

dicat central, est chargé de l'économie du charbon, et non comme jusqu'ici, l'ensemble des mines isolées.

Le Conseil du charbon est composé de directeur d'exploitation, d'employés, d'ouvriers, de consommateurs et d'experts. Par conséquent toute l'économie du charbon peut se résumer ainsi :

« Que toute la communauté en a la charge et la jouissance, que le monopole privé des mines cesse d'exister et que les chantiers de production restent conservés à l'initiative privée. »

Le projet de la majorité est considéré comme inacceptable par la plupart des chefs du grand commerce et de la grande industrie allemande. Faut-il dire qu'il était, pour les ouvriers et les socialistes, trop modéré et trop timoré ? On constitua alors une Commission mixte, qui fut nommée en octobre 1920 par le Conseil national économique, avec la mission d'étudier une solution conciliatrice. Elle devait examiner non seulement les plans de la minorité et de la majorité, mais aussi un nouveau projet de Hugo Stinnes.

Le projet de Stinnes. — Stinnes était l'adversaire de toute administration centraliste. Il considérait indispensable une entente étroite entre les mines et les diverses industries consommatrices de combustibles qui devront exercer une action directe sur l'extraction du charbon. « Il faut, en conséquence, instituer entre les mines et les autres industries des « Communautés d'intérêt ».

Stinnes propose que les organes à créer aient le droit d'utiliser eux-mêmes 90 % de la surproduction de charbon qu'ils obtiendraient.

On créera d'après Stinnes des petites actions, ou, en attendant, des *bons de jouissance*, auxquels participeront non seulement les grandes sociétés industrielles, mais aussi les petites entreprises, toutes les catégories d'activité, toutes les classes sociales. Stinnes prévoit également une participation « suffisante » des ouvriers et employés au capital et aux bénéfices de ces immenses consortiums qui auront perdu tout caractère de personnalité. Ainsi les communautés économiques réalisent effectivement la socialisation (1).

Ce projet est vivement critiqué dans une autre commission, chargée d'étudier ces projets. On supposait que Stinnes,

(1) Voir *La concentration des entreprises et le problème de la socialisation en Allemagne*, par E. W. R. (dans *Information ouvrière et sociale*, 27 février 1921).

par son projet, visait la constitution d'un trust, enveloppant l'ensemble de la grande production allemande, et que dans ces « communautés d'intérêts » c'étaient les charbonnages qui prendraient l'influence prépondérante et non les consommateurs.

La concentration que Stinnes préconisait ne devait pas s'exercer seulement dans le sens *horizontal* (groupement d'entreprises analogues, qui permet la division de travail entre elles) mais encore dans le sens *vertical* (fusions d'industries complémentaires, intégration entre les mines productrices de charbon et les fonderies consommatrices, groupant sous une direction unique la production des matières premières et l'élaboration des objets finis).

Voilà dans son ensemble l'idée de socialisation des mines en Allemagne. Nous ne nous étendrons pas sur divers autres projets qui ne sont pas encore au point à l'heure actuelle.

Les conseils d'entreprises. — Avant de parler sur la socialisation du Bâtiment en Allemagne, nous croyons utile de présenter certains articles de la loi du 4 février 1920 sur les Conseils d'Entreprises. Cette loi représente une nouveauté dans la législation économique et intéressante à noter, parce qu'elle confère des droits égaux aux ouvriers dans la gestion des entreprises. Nous pouvons dire avec M. Bernchtein, que « C'est donc une réforme qui, tout en maintenant l'ancien état de chose, prépare la voie à de nouvelles transformations » (1).

Dans l'article 1^{er} de cette loi on définit ainsi le but de ces conseils : « Afin de protéger les intérêts économiques aux salariés (« Arbeitnechmer » employés et ouvriers), dans leurs rapports avec l'employeur et d'aider celui-ci dans l'exploitation de son industrie, des Conseils d'entreprises seront institués dans toutes les Entreprises occupant en général au moins vingt personnes ».

Article 6. — Afin de protéger les intérêts économiques spéciaux aux ouvriers et aux employés, dans leurs rapports respectifs avec l'employeur, il sera institué des Conseils d'ouvriers et d'employés dans toutes les entreprises où des ouvriers ou employés sont représentés dans des Conseils d'entreprises (2).

(1) Voir Bernchtein, *Les conseils d'entreprises en Allemagne* (dans la *Revue Internationale de travail*, Février 1921).

(2) *Bulletin international de travail*, série législative 1920. Allem. 1-2.

Les droits accordés à ces entreprises qui présentent un vif intérêt au point de vue social, sont :

a) La représentation de ces organismes au sein des commissions ;

b) Les informations qu'il importe d'obtenir sur les opérations de l'établissement industriel intéressant spécialement les personnes qui y sont employées ;

c) Les situations économiques de l'entreprise et ses besoins probables de main-d'œuvre ;

d) Tous renseignements utiles sur l'engagement ou le renvoi éventuel d'un nombre important de travailleurs.

Ces conseils ont le droit d'exiger des patrons qu'ils fassent connaître aux Commissions d'entreprises les registres des salaires et tous autres documents nécessaires pour assurer la mise en vigueur des dispositions de contrats collectifs existants.

La socialisation du bâtiment en Allemagne

Tandis que dans le domaine de la socialisation des mines les Commissions n'ont fait que des projets et des contre-projets, et jusqu'à présent il n'y a en pratique que la loi du 23 mars 1919 qui ne dépasse pas le système du contrôle. Dans le domaine de socialisation des bâtiments, les projets, déjà mis en pratique, ont donné les meilleurs résultats :

Quel était le mouvement de socialisation des Bâtiments ?

Deux facteurs ont joué le principal rôle dans ce mouvement :

a) La Fédération des ouvriers du bâtiment ;

b) La Commission de la socialisation volontaire (freie sozialisierungskommission) ou, plutôt le discours-projet de Wagner, prononcé pendant la session de cette Commission.

a) *Influence de la Fédération des Ouvriers du bâtiment.*

— En mai 1919, la Fédération des Ouvriers du bâtiment au Congrès de Weimar a exigé la nationalisation progressive de l'industrie du bâtiment.

Dès le mois de juin 1919, l'Union nationale adressait un mémoire aux autorités administratives du Reich des Etats fédéraux, et des municipalités leur demandant que la socialisation fût immédiatement commencée.

L'Union nationale des Travailleurs du Bâtiment déclarait ensuite, que, par la nationalisation, elle ne désirait pas voir inaugurée la gestion gouvernementale ou municipale. Celle-ci

devait procéder à la grande entreprise de construction, basée sur des principes commerciaux, et, dans une large mesure, indépendante des parlements et des municipalités. Ces entreprises devaient être gérées par des experts de l'industrie du bâtiment et organisées de la même manière qu'une vaste entreprise capitaliste, avec cette différence qu'elles n'appartiendraient pas à un seul individu, mais à l'Etat ou à la municipalité.

L'Union proposait que l'embauchage et le paiement des travailleurs fussent confiés, pour un prix déterminé, à des associations coopératives de travailleurs du bâtiment. Ce système aurait l'avantage d'intéresser l'ouvrier au rendement de son travail.

Ces suggestions ont déjà été suivies, dans certaines régions comme la ville de Nuremberg, par exemple, et elles ont donné de très bons résultats. D'après M. Schrag, directeur du ministère de construction, « les ouvriers et employés dans les entreprises, selon cette nouvelle méthode, ont travaillé de façon normale et d'une manière conforme aux nécessités actuelles ; il y a six mois que fonctionne cette institution et jusqu'ici il n'y a eu ni conflit ni arrêt de travail » (1).

D'autre part, les syndicats ouvriers, de leur côté, ont constitué des sociétés coopératives de construction.

A la première réunion des gérants de ces entreprises sociales (qui a eu lieu à Hambourg le 5 février 1920 (2), on décida de fonder une fédération. Celle-ci se constitua le 16 septembre 1920 sous le nom de « Fédération des Entreprises Sociales de Construction », avec un capital de 5.000.000 de marks, fourni par la fédération des ouvriers du bâtiment. Dans l'année de 1920, le chiffre d'affaires de ces entreprises sociales atteignit 100.000.000 et 15.000.000 avaient été économisés dans l'intérêt de la collectivité (3).

b) *Le projet de socialisation du Dr Martin Wagner et son influence* (4). — D'après M. Wagner, une intensification considérable du rendement de la main-d'œuvre constitue le seul moyen susceptible de résoudre la crise et d'augmenter la diminution du prix de revient de la construction. Or, le système de l'entreprise privée est incompatible avec une intensification du rendement de la main-d'œuvre.

(1) Voir *Deutsche Bauzeitung*.

(2) Voir *Information ouvrière et sociale*, 14 mars 1920.

(3) Voir *Soziale Bauwirtschaft* (N° 1, Berlin, 1 I. 21), communiqué par B. J. T.

(4) Voir Heymann, qui a publié ce discours dans une brochure.

C'est ainsi que s'explique la résistance passive des travailleurs du bâtiment et leurs propositions anormales aux grèves.

L'industrie du bâtiment ne supporterait ni contrôle, ni administration parlementaire, car un contrôle de cette nature entraverait tout progrès technique et économique.

D^r Wagner croit que l'exploitation du bâtiment doit être confiée par l'Etat à une *organisation de travailleurs du bâtiment*. L'Etat devra accorder à cette administration la production et le règlement de toutes les questions professionnelles, qui aura pour tâche de satisfaire aux besoins de la communauté en matière de construction.

Cette corporation ne se chargerait pas seulement de construction, mais assumerait également toutes les fonctions des syndicats et des associations patronales.

Cette corporation pourra donc assumer les fonctions suivantes :

- a) Etablissement des tarifs locaux de salaires ;
- b) Contrôle des mesures en vue d'assurer la protection des ouvriers ;
- c) Placement des ouvriers de l'industrie du bâtiment ;
- d) Gestion des caisses de secours professionnelles ;
- e) Gestion des institutions de prévoyance (Bibliothèque, Caisse d'épargne, Sanatoria, etc...).

Ces fonctions appartenaient jusqu'ici aux Syndicats.

- f) Réglementation des soumissions ;
- g) Réglementation et répartition de la production, trusts, etc... ;
- h) Représentation des intérêts des patrons vis-à-vis des Etats fédérés du Reich, des municipalités et du public.

Ces fonctions relèvent actuellement des Associations patronales.

- i) La gestion des Caisses d'assurances professionnelles ;
- j) La gestion des caisses de secours-maladie aux vieillards, aux invalides ;
- k) Placement des ouvriers ;
- l) L'Assurance-chômage ;
- m) Les taxes professionnelles.

Ces fonctions sont empruntées à l'autorité publique.

- n) Le paiement aux ouvriers de leurs parts de bénéfices de l'exploitation industrielle ;
- o) La constitution des capitaux nécessaires aux entreprises de construction ;
- p) La gestion des entreprises communes (Scieries, Four à chaux, etc...) ;
- q) Surveillance des écoles professionnelles ;
- r) Application des méthodes scientifiques d'exploitation ;
- s) L'adoption de méthodes uniformes de travail.

Nouvelles attributions confiées à la corporation.

La corporation du bâtiment créerait, en outre, des entreprises sociales pour la construction d'édifices où elle réaliserait peu à peu la socialisation des entreprises particulières existantes.

On pourrait créer dans chaque district un nombre d'entreprises proportionné aux nombres de demandes et chaque entreprise pourrait comprendre les organismes suivants :

a) Le personnel dirigeant, assisté d'un conseil d'entreprise (qui représente les intérêts des ouvriers, ayant une fonction sociale et non administrative).

Le personnel dirigeant assumerait les fonctions qui incombent à la direction d'une société par actions. Il constituerait en quelque sorte l'âme de l'entreprise socialisée.

b) Le Conseil d'Administration qui posséderait des fonctions analogues à celles des commissions des comptes des sociétés par actions.

c) La corporation des bâtiments, qui accomplirait la fonction de l'assemblée générale d'une Société par Actions. C'est à cette organisation, représentant personnel de tous les travailleurs intellectuels et manuels de l'industrie du bâtiment, qu'il appartiendrait de désigner les délégués au Conseil d'administration de chaque entreprise.

La direction des différentes entreprises socialisées serait responsable vis-à-vis du Conseil d'administration et ce dernier serait à son tour responsable vis-à-vis de la corporation du Bâtiment qui exercerait un droit de contrôle général sur les industries socialisées d'une ville entière.

Enfin, une Corporation Centrale du Bâtiment, représentant des travailleurs manuels et intellectuels de l'industrie du bâtiment de tous les pays grouperait les différentes corporations de districts (Villes), sur lesquelles elle aurait juridiction.

Ce projet-discours a eu une telle influence que plusieurs organisations se sont constituées d'après ce système et ont réalisé pratiquement la théorie de Wagner.

Par exemple « la Société de construction berlinoise » constitue une entreprise d'une nature tout à fait analogue à ce système.

L'exemple cité ci-dessus n'est pas isolé, bien au contraire. L'Allemagne possède à l'heure actuelle une certaine quantité d'organisations de construction formées sur ce modèle (1).

(1) Voir un article très intéressant de M. A. Ellinger « Projet de socialisation de l'Industrie du Bâtiment » (dans *Revue Internationale de Travail*, Mars 1921).

CHAPITRE III

L'idée de socialisation en Autriche

En Autriche comme en Allemagne, dès la déclaration de la République, une « Commission de socialisation » (1) fut instituée. Cette commission avait comme tâche principale de prendre des mesures préliminaires sur la socialisation qui avait été votée par la loi du 14 mars 1919. Cette loi posait en principe que les établissements industriels pouvaient être expropriés pour cause d'utilité publique et placés sous la direction de l'Etat ou des autorités provinciales ou municipales (2).

Les conclusions des études de cette Commission aboutirent à la loi du 15 mai 1919 (3) sur les conseils d'entreprise, la seule parmi les lois autrichiennes de socialisation qui fut appliquée d'une manière complète, et qui exerça une certaine influence sur la législation des autres pays.

Cette loi rendait obligatoire l'institution de Conseils d'Entreprises représentant les ouvriers et employés dans tous les établissements ou ateliers qui occupent un minimum de vingt personnes. Ces conseils avaient pour mission l'étude et la protection des intérêts économiques, sociaux et généraux du personnel de ces établissements. Ils étaient chargés en particulier de surveiller l'observation des conventions collectives et de s'entendre avec les patrons au sujet des modalités d'application.

Ces conseils exerçaient en outre une certaine influence sur la fixation des salaires et la promulgation, ainsi que la

(1) Voir Dr Max Lenderer, « Le développement de la législation sociale dans la République d'Autriche » (dans la *Revue Internationale de Travail*, Mai-Juin 1921).

(2) Voir Bureau international de travail, série législative 1919. Aut. 5.

(3) Voir Bureau international de travail, série législative 1919. Aut. 9 et 10.

modification des règlements du travail. Ils devaient collaborer à maintenir la discipline à l'intérieur des établissements. Ils avaient qualité pour examiner les feuilles de salaires, en contrôler le paiement et, d'une manière générale, participer à la direction de toutes les institutions ayant pour objet le bien-être du personnel. Si un ouvrier était congédié pour ses opinions personnelles, les Conseils d'entreprises pouvaient faire appel à l'office de conciliation compétent. Ils avaient le droit d'exiger que la direction leur soumette un bilan annuel, un tableau des profits et pertes et une statistique des salaires.

Lorsque l'établissement appartenait à une société anonyme, le Conseil d'entreprise avait deux représentants dans le Conseil d'administration. Ces représentants ouvriers avaient les mêmes droits et devoirs que les autres membres. Mais, ils ne touchaient aucune rémunération.

La deuxième tâche de la Commission de socialisation en Autriche fut d'élaborer le projet de loi concernant les entreprises socialisées, placées sous la direction d'organismes publics. (Cette loi fut votée le 29 juillet 1919).

La création de cette loi fut une innovation au point de vue économique et social. Elle ne peut encore être appliquée sur une grande échelle, mais les efforts qui ont été tentés consistaient à la réaliser dans certains établissements, déjà placés sous le contrôle de l'Etat, en les transformant en entreprises publiques.

Dans cet ordre d'idées, les tanneries de cuir et fabriques de chaussures de Brunn en Gebrige furent transformées en « une entreprise socialisée », sous le nom de « Manufactures associées de chaussures et de cuir » (1).

La nouvelle entreprise fut constituée conjointement par l'Etat, le magasin de gros des coopératives (comme représentant des consommateurs urbains) et la Société d'achats en gros de l'Association agricole de vente (représentant les consommateurs ruraux).

L'Etat apporta à la nouvelle entreprise la tannerie de cuirs de Brunn, la fabrique de chaussures de Mitlendorf et des locaux industriels à Vienne, dans lesquels fut transféré l'outillage de Mitlendorf. Les deux sociétés coopératives fournirent les capitaux de l'entreprise.

D'après le journal *Arbeiter Zeitung*, déjà cité, la gérance

(1) Voir l'*Arbeiter Zeitung*, 21 Septembre 1919 (dans le *Coopérateur Suisse*).

de ces entreprises était confiée à un Conseil d'administration composé de :

3 représentants de l'Etat ; 3 représentants de Magasins de gros de Coopérative ; 3 de l'Association de vente ; 4 des ouvriers et employés, dont l'un sera choisi par le syndicat des ouvriers de la chaussure, et 3 par les comités des fabriques.

Un membre de la direction d'affaire qui sera nommé par le Conseil.

Les bénéfices nets de l'entreprise seront répartis comme suit :

Un quart aux ouvriers, un quart à l'Etat, un quart au Magasin de Coopérative, un quart à l'Association de vente.

La part des ouvriers sera remise au Comité de la fabrique qui en disposera à sa guise.

D'après Mme Emmy Freundlich (1), les chaussures sortant de ces ateliers sont de 300 à 400 couronnes meilleur marché que les mêmes articles des entreprises privées.

Dernièrement, le Gouvernement autrichien a fait usage de la loi du 30 mai 1919 (2) sur l'expropriation des établissements industriels et une partie des actions des deux fabriques de chaussures privées furent transférées à la fabrique de Brunn, laquelle eut voix au chapitre dans l'administration intérieure de ses deux principaux concurrents.

Dans ces entreprises, comme on peut le voir, il n'y a ni entreprise Etatiste, ni une association de production autonome (comme les familistères de Fourier), mais tout simplement une forme d'organisation coopérative qu'on peut appeler « Socialisation mixte ».

C'est sur les suggestions de Bauer qu'on a tenté de réaliser une entreprise socialisée. Voici ce qu'écrivit sur ce point l'inspirateur de l'expérience autrichienne : « Quels sont les groupes qui ont intérêt dans la direction de la branche d'industrie socialisée ? 1° les ouvriers, employés et fonctionnaires qui travaillent ; 2° les consommateurs qui ont besoin de ces produits ; 3° l'Etat, comme représentant de la collectivité nationale, etc... (3) »

(1) Voir *Coopérateur Suisse*, 26 Janvier 1921.

(2) D'après cette loi, dite « loi de socialisation », l'Etat pouvait, lorsqu'une société par action augmentait son capital, se rendre acquéreur de 61 % des actions nouvelles.

(3) Voir Otto Bauer, *la Marche au socialisme*, p. 18-20.

CHAPITRE IV

L'idée de socialisation en Italie

Droit de contrôle. — Les réformes ouvrières (Comités d'usine, Conseil d'entreprise, etc.) réalisées en Angleterre, en Allemagne et en Autriche, ont eu leur retentissement dans le monde ouvrier. C'est ainsi que le travailleur italien demande à son tour à avoir voix au chapitre de la gestion de l'entreprise. Mais « la même eau ne passe jamais sous le même pont » dit le proverbe. Le mouvement en voyageant du nord au sud fut influencé sans doute par la température.

Le mouvement, réformiste et modéré en Angleterre, devient violent et révolutionnaire en Italie. Mais au fond c'est encore la même idée : le mécontentement contre l'économie patronale, la demande de voix au chapitre de la conduite de l'usine par un contrôle de la main-d'œuvre ; et, finalement, la gestion directe des usines par le travailleur lui-même ! Voilà ce qu'on voit en Italie, qui se manifeste par une agitation violente, dans la menace de révolution, le lock-out des patrons, et l'envahissement des usines.

Dans le rapport de M. Buoizzi, secrétaire générale de F. I. O. M. (qui fut le signal du mouvement ouvrier italien), les buts des ouvriers sont résumés comme suit :

« Unifier d'une manière compatible avec les exigences des différentes industries, les systèmes de rétribution actuellement en vigueur... Elever les salaires actuels pour les rendre proportionnés au coût de la vie (1). »

Sur le refus catégorique des patrons, qui déclarèrent que « l'industrie n'était en état de faire aucune concession », la Fédération I. O. M. répondait : « Il n'y a pas d'entreprise, grande ou petite soit-elle, qui n'ait donné des dividendes à la clôture de son bilan ». Et la F. I. O. M. se réservait de démontrer la véracité de ses affirmations.

C'est ici que va naître l'idée de contrôle syndical dans la production capitaliste. Ce qui parut être en apparence, à son

(1) Voir Bureau int. de travail, *Etudes et Documents*, série A N° 2.

début, une simple demande d'augmentation de salaire, va finir par un véritable orage social, avec scènes de désordres et de violences. Parce que, à la résistance des employeurs et à leur déclaration de lock-out brutal, les ouvriers répondirent de la même façon. Ils envahirent les usines, en chassèrent les patrons et ingénieurs et essayèrent de les remplacer et d'assurer, par eux-mêmes, la marche de ces entreprises.

Ce mouvement révolutionnaire atteignit son maximum d'acuité en juillet, août et septembre 1920 et fut terminé par l'intervention du Gouvernement italien, neutre jusqu'alors, qui s'interposa pour essayer de trouver une solution aux problèmes posés par les syndicats ouvriers activement secondés par les partis politique, socialiste et surtout communiste.

A un moment donné le mouvement prit une tournure modérée, par une entente réciproque sur des bases coopératives. Le 2 et 3 septembre, le Ministre du Travail eut des entrevues avec les parties en lutte. Au cours de ces entrevues, l'« *Unione Italiana Del Lavoro* » et le « *Sindacato nazionale della Cooperative* » examinèrent, avec le Ministre, les moyens de trouver une solution partielle à la question sur des bases coopératives.

Les deux organisations déclarèrent que :

« a) Les métallurgistes des deux organisations sont prêts à entreprendre la gestion directe des fabriques constituées en sociétés et en associations coopératives ;

« b) Ils paieraient une redevance de location qui serait établie entre les parties en conflit et au moyen d'arbitrage ;

« c) Les associations coopératives intéressées et le syndicat national verseraient une caution pour garantir la gestion de ces installations. »

D'autre part, le Ministre du Travail, M. Labriola, dans un communiqué officieux, expliquait sa pensée comme suit :

« L'assistance donnée par l'Etat à la coopération devrait avoir surtout le but d'assurer aux salariés de n'importe quelle entreprise économique la possibilité de la racheter en se constituant en coopérative ». Et le communiqué ajoutait : « La coopération ainsi conçue est un moyen de transformation sociale. »

M. Labriola fit encore la déclaration suivante (1) : « Il faut encourager l'institution de ces commissions qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience du nouveau système,

(1) Au rédacteur du journal *Giornale del Popolo*.

Mais c'est eux-mêmes qui doivent la faire : elle ne doit pas être imposée par l'Etat. »

A la même époque une divergence de vues commença à s'élever entre la C. G. T. et le Parti socialiste italien. Au cours du Congrès national tenu par la C. G. T., avec la participation du Parti socialiste officiel, le Professeur Egidio Gennari, secrétaire du Parti socialiste officiel, déclarait que la direction du Parti socialiste demandait que l'occupation des usines fût étendue à toutes les entreprises individuelles en vue de hâter la révolution communiste. La C. G. T., au contraire, insistait pour que la lutte restât sur le terrain syndical, sans aucun but politique, et elle demandait que la direction du mouvement fût confiée à la C. G. T., dans le but d'obtenir que les employeurs reconnussent le principe du contrôle syndical dans les entreprises. Contrôle qui aboutirait inéluctablement à la gestion collective et à la Socialisation.

Le projet ouvrier sur le contrôle

Le 19 septembre 1920, sur l'intervention du Gouvernement Italien, se constituait une commission mixte composée de six membres de la C. G. T. et six membres des syndicats patronaux, chargée de préparer un projet de loi organisant les industries sur la base de l'intervention des ouvriers dans le contrôle technique, financier et administratif de chaque établissement. Les représentants des ouvriers ont présenté un projet que nous reproduisons dans ses grandes lignes :

Toutes les entreprises industrielles italiennes seront soumises au contrôle qui sera exercé par la collectivité la plus intéressée à leur exploitation, groupées dans les syndicats qui comprennent les ouvriers travaillant dans les différentes industries.

Dans l'esprit des travailleurs italiens, il y a deux instances dans le contrôle syndical :

Première instance. — Le contrôle sera fait par la représentation du personnel (commission intérieure ou comité d'usine) représentant de trois catégories de travailleurs, ouvriers, techniciens et employés.

Deuxième instance. — Le contrôle sera accompli par la Commission supérieure de contrôle, composée par les représentants des syndicats des divers établissements.

I.— Dans les sociétés anonymes, en général, et dans celles en commandite, ou association particulière, gérées par leur

propriétaire et possédant un nombre de salariés (50 ouvriers), les représentants du personnel ou comités d'usines de ces sociétés ont le droit :

a) D'assister à toutes réunions du Conseil d'administration, dans les sociétés anonymes, ou partager la direction dans les deux autres modes de société ;

b) De procéder à toutes vérifications qu'ils considéreront nécessaires aux fins de renseignements sur les opérations administratives desdites sociétés ;

c) Ils peuvent présenter aux réunions du Conseil d'administration toutes les propositions et observations qu'ils croient utiles pour améliorer et augmenter la production ;

d) Ils ont le droit d'étudier et de signaler au Conseil d'administration toutes les variations dans le rapport entre la production et les salaires ;

c) Tous les trois mois les contrôleurs syndicaux doivent envoyer leurs rapports à la Commission supérieure de contrôle.

II. — La Commission supérieure de contrôle exerce son contrôle dans toutes les industries et se procure les données nécessaires pour établir :

a) Le coût de la production dans les différents établissements pour la même marchandise ;

b) Les méthodes administratives des différentes exploitations et leurs frais généraux comparés à la quantité des produits fabriqués ;

c) Les salaires des ouvriers et les différences qu'ils présentent ;

d) La constitution du capital, sa division, sa transformation et le transfert de sa propriété ;

e) La quantité totale de la production dans les différentes branches de l'industrie en Italie, relativement à la puissance d'absorption du pays et ses possibilités d'exploitation.

Chaque année la Commission supérieure prépare un rapport et le présente au Ministère de l'Industrie et du Commerce, au Conseil supérieur du Travail, aux Syndicats représentés dans les Commissions.

Son rapport doit exposer :

a) Comment est constitué le capital-action des sociétés anonymes ; les rapports de la finance et de l'industrie, leurs inconvénients et leurs avantages ;

b) Le développement de l'industrie en Italie, les possibilités et les raisons de son existence et de son extension éven-

tuelle ; les possibilités de transformer le système capitaliste sous sa forme individuelle ou association, en un système coopératif comprenant tous les travailleurs de l'industrie, les moyens et les méthodes d'achat des entreprises et de leur exploitation coopérative ;

c) Les informations des méthodes et de travail et d'exploitation industrielle ;

d) Les conditions des salaires en Italie dans chaque branche d'industrie et les possibilités d'améliorer ces salaires ;

e) La statistique de la production et du coût comparé des produits dans les différentes industries du pays ; les productions du marché italien comparées à celles des marchés étrangers ;

f) Les statistiques des matières premières venant de l'étranger et les possibilités de les remplacer par des produits nationaux (1).

En examinant attentivement ce projet on voit :

Premièrement que *les Comités d'usines* ou contrôleurs syndicaux ouvriers, par leur contrôle immédiat, auront leur part de gestion dans les entreprises. Ils participeront aux délibérations, surveilleront les dividendes des employeurs, étudieront les secrets des entreprises.

Deuxièmement : que la Commission supérieure syndicale de contrôle qui exercera une action indirecte sur les données des contrôleurs syndicaux, étudiera méthodiquement le système économique capitaliste actuel, ses vices, ses plaies, la possibilité de sa transformation sur des bases collectives ou coopératives, etc., etc.

Cette Commission de contrôle supérieur se présente, dans ces conditions, comme une véritable académie de science économique en perspective. Le travailleur italien pourra-t-il l'accomplir ? C'est une question bien délicate à résoudre, mais cela pourra être l'œuvre de la génération de demain.

Telle est dans son ensemble l'idée du contrôle ouvrier en Italie. Ressemble-t-il aux conseils d'usine (conception Whitlay) réalisés, en Angleterre, par les représentants des patrons et ouvriers pour assurer la marche paisible du travail d'usine ? On peut répondre par la négative. Le projet de Whitlay reste comme un souvenir à côté de l'idée du contrôle italien. L'idée

(1) Voir Bureau Int. du Travail, *Etudes et documents*, série B N° 7.

en voyageant a subi des transformations profondes, non sans quelquefois subir un recul momentané, mais allant toujours de l'avant, poussée par la force des choses.

Mais, qu'a-t-on tiré comme résultat pratique de toutes ces agitations, menaces, révolutions ? c'est d'obliger le Gouvernement à déposer, le 9 février 1921, un projet de loi à la Chambre des députés. Projet insuffisant, au point de vue patronal. Quel sera son sort ?

Le temps nous le dira par la suite.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'idée de socialisation en France

Nous avons démontré le développement de l'idée de socialisation à travers l'Europe.

En Angleterre :

Le projet de Whitlay sur les Comités des usines, et celui de Sankay sur la nationalisation des mines. Ce dernier tendait à racheter les droits régaliens des Compagnies charbonnières sur les mines. Celles-ci, une fois nationalisées, seraient exploitées par un directeur secondé d'un Conseil local minier et surveillées par les Conseils miniers de district sous le contrôle de l'Etat.

En Allemagne : Par la loi du 23 avril 1919, la socialisation des mines consiste en un contrôle étroit de l'exploitation et des débouchés des mines.

En Autriche :

La socialisation consiste plutôt en une sorte de coopérative de production des entreprises nationalisées, gérée à la fois par l'Etat, les coopératives et les producteurs.

En Italie :

Par le contrôle ouvrier, la création d'un laboratoire d'expérience, qui préparerait l'édifice de la construction de la nationalisation de demain.

Dans ce mouvement mondial, le socialisme français devait avoir sa part d'action. Le travailleur français s'associe aux plaintes internationales ouvrières pour protester contre le régime capitaliste actuel ; mais ces plaintes ont un caractère national, adaptées aux données du milieu et à la psychologie de la masse française.

A l'avant-garde du mouvement de socialisation en France, on trouve le syndicalisme. C'est lui le pilier de l'agitation, de l'organisation et des revendications ouvrières. C'est lui encore qui représente les véritables tendances des travailleurs français. Il donne l'impression d'un « Proudhonisme » renouvelé, d'un néoproudhonisme, « c'est l'atelier qui fera disparaître le Gouvernement ». C'est autour de l'atelier qu'est concentrée

toute son attention. Le syndicalisme français a apporté des nouveautés et en apporte encore dans la vie ouvrière, tandis que le Parti socialiste français « Parti Unifié, depuis le Congrès d'Amsterdam, n'a révélé aucune nouvelle idée, sinon de répéter les formules « indigestes » marxistes.

Nous ne parlerons donc pas du Parti « Unifié » qui vise des buts politiques et n'a apporté que peu de choses dans l'idée de l'organisation économique de demain.

Le mouvement gravite donc autour du syndicalisme.

Comment la question de socialisation s'est-elle posée en France après la guerre ?

Pour suivre l'évolution de ce mouvement nous commencerons par :

a) La création des Comités d'usine en 1917, et la demande de part de gestion ;

b) Le projet de « Nationalisation industrialisée » préparé par le « Conseil Economique de Travail », sous la haute surveillance de la C. G. T.

La création des Comités d'usines et la part de gestion de la main-d'œuvre

En 1917, sur la proposition de M. Albert Thomas un décret a créé des comités d'usine, des « Comités permanents de conciliation et d'arbitrage » dans les établissements privés, qui servaient comme usines de guerre sous le contrôle du gouvernement. Une circulaire ministérielle précisait que le rôle de ces délégués consistait uniquement dans les rapports entre les ouvriers et le patron d'une même usine, sans que les organisations syndicales eussent à intervenir. Ces délégués furent créés dans les ateliers qui travaillaient pour la défense nationale, précisément dans les usines métallurgiques.

Le travailleur, jusque-là muet, sur le chapitre de la production, reçoit une part très minime dans la gestion. Dans le seul cas où « il s'agissait d'une question de travail, de tarif ou de discipline » l'ouvrier pouvait « remettre sa réclamation entre les mains du délégué ».

La C. G. T. ne reste pas sans préciser son opinion sur cette question. « La pratique des délégués ouvriers déjà admise dans les usines de guerre doit être généralisée, dit la résolution du Congrès syndical de Clermont-Ferrand (1), avec la condition essentielle que les délégués soient les mandataires

(1) Voir Congrès Syndical de Clermont-Ferrand, 23-25 décembre 1917.

des organisations syndicales et que leurs attributions n'empêchent pas sur l'action des syndicats.

« La classe ouvrière doit réclamer énergiquement sa part de gestion technique dans l'organisation de la production non seulement dans le règlement des questions de salaires, de durée de travail, etc., mais aussi dans l'administration et la direction de la production et ainsi, stimuler l'initiative de la bourgeoisie qui n'a fait preuve jusqu'à présent que d'un esprit rétrograde et routinier ».

C'était la première fois que la C. G. T. faisait une déclaration de ce genre. Elle demandait que :

a) Les délégués soient mandataires des organisations syndicales ;

b) La part de gestion soit réclamée dans toute organisation de production ;

c) Les délégués devaient intervenir non seulement dans les questions de salaires, d'hygiène, etc..., mais même dans la direction et l'administration de la production.

Quelle raison la C. G. T. invoquait-elle ?

M. Jouhaux y répond :

« ...Il n'est plus possible d'admettre que le citoyen français ait la possibilité, en élisant son député, de prendre sa part de direction des affaires publiques et qu'il soit, dans l'exécution de son labeur, dépouillé de tous droits, simplement reconnu apte à toutes les servitudes. La classe ouvrière doit posséder le droit de discuter de toutes les questions ressortissant du travail..., etc. (1).

Le secrétaire général d'*Ustica*, M. Roger Franck s'exprime ainsi sur la même question :

« Pour avoir l'aide indispensable des travailleurs sur l'effort desquels repose l'avenir de la civilisation :

« Il faut donner au travail sa part de gestion, etc... »

Roger Franck nous explique aussi que « les Comités d'usines » ne sont que des « organes de liaison entre la masse ouvrière et la direction », que leur fonction est de contrôle et non « une prise de Direction par les ouvriers ».

Pourquoi ne pas procéder directement à la direction des usines par les travailleurs eux-mêmes et se contenter d'un contrôle ouvrier ?

Parce que « ...Le prolétariat ne peut, dans l'état d'éducation et d'instruction actuel, prétendre à la direction complète des entreprises, mais que, d'autre part, à la fois pour

(1) *Houille blanche*, par L. Jouhaux et Henry Prété.

assurer cette éducation et répondre à ses aspirations légitimes, il faut le faire participer intimement à la gestion des entreprises en lui faisant supporter la part de responsabilité qui est la sanction logique et juste de son accession au pouvoir (1). »

Voici en général l'idée cégétiste sur les « Comités d'usine » et par conséquent sur le contrôle ouvrier dans l'Etat actuel, où la direction des entreprises se trouve dans les mains des capitalistes.

Comment ce contrôle s'opérera-t-il dans les usines ?

Les ouvriers et employés de chaque entreprise nommeront :

« 1° Une commission mixte de contrôle, qui aura pour but de contrôler les ordres donnés par la direction d'en surveiller l'exécution. L'exécution de cette mission permettra de faire l'économie de certains agents de contrôle employés dans l'organisation patronale ;

« 2° Des délégués auprès de la direction (ou des bureaux) qui prendront part à la direction effective des ateliers en constituant avec les directeurs ou chefs de services techniques un comité de direction (2). »

Alors, d'après M. Franck, le contrôle ouvrier doit fonctionner, non dans un contrôle négatif, mais au contraire. Il ne faut pas neutraliser la Direction ou imposer des directives sans être d'accord avec lui, mais se constituer un « Comité direction », de conseiller, de délibérer, de prendre une part de responsabilité.

La conception de contrôle ouvrier de la Fédération des métaux se rapproche de celle de Franck. Dans son avant-projet (3), c'est ainsi que l'on conçoit les attributions des comités d'usines :

« Article premier. — A l'effet de veiller à la bonne exécution des conventions de travail, il est créé dans les usines..., sur l'initiative et la responsabilité des syndicats ouvriers, des commissions qui s'intitulent : Commissions syndicales de contrôle et d'application des conventions du travail.

Art. 5. — La mission des commissions repose exclusivement sur le contrôle rigoureux et l'exécution des droits acquis, comme de toutes les règles syndicalement délibérées.

(1) *Le Travail au Pouvoir*, par Roger Franck, p. 123.

(2) *Ibid.*, p. 130.

(3) Présenté le 31 décembre 1920 à la Chambre syndicale des industries métallurgiques et minières. »

Elles n'ont ni le pouvoir de tolérer les violations intermittentes, ni d'atténuer de leur propre initiative les prescriptions qu'elles ont le devoir de faire appliquer, ni le pouvoir d'élargir leur mandat. L'action revendicative reste en dehors de leur fonction, et leurs membres qui conservent leurs qualités de syndiqués, disposent — et à ce titre seulement — du droit égal pour tous de préconiser les revendications et les méthodes d'action qu'ils jugent nécessaires et pratiques. »

Voici quelques fragments du rapport du syndicat unique des Métaux de Paris, rédigé à la suite de la communication du texte du projet de contrôle :

« Nous considérons que l'institution des comités d'usines, chargée de faire respecter la durée du travail, contrôler l'embauchage et le débauchage, serait une conquête révolutionnaire de premier ordre. »

« C'est donc sur l'atelier que nos efforts doivent se porter. Le syndicat d'industrie doit, dès maintenant, se préparer au rôle de constructeur qu'il aura dans la société transformée. La préparation des individus à une besogne constructive doit marcher de pair avec la préparation de la révolution, qui est la seule raison d'être du syndicalisme contemporain. »

« Des groupes d'ouvriers syndicalistes doivent se former dans les ateliers, etc..., partout où il y a des hommes sous la domination économique d'une minorité de profiteurs. »

« Ces groupes seront les éléments concourants à supprimer la direction patronale et capitaliste qui sera remise aux organismes qualifiés ayant à charge d'en assurer l'administration, la gestion et le développement. »

D'après la Fédération des métaux, l'action ouvrière se divise en deux parties :

a) Action dans les usines, consistant en un contrôle rigoureux sur l'appréciation des faits ;

b) En dehors des usines, par les groupements des ouvriers syndiqués, tâcher de supprimer la direction patronale pour la transmettre aux nouveaux organismes, qui auront la charge d'en assurer l'administration et la gestion. Sera-ce la « nationalisation » ? — C'est probable.

Donnons, encore une fois, la parole à M. Franck pour nous narrer quelques extraits de l'expérience de la révolution russe :

« Autant la création des *Comités d'usines*, organes de liaison entre la masse ouvrière et la direction, a donné de bons résultats en Russie, de février 1917 à octobre 1917 (première

révolution), autant le *contrôle ouvrier* institué par Lénine en a donné de mauvais, *parce que mal compris par les ouvriers*. Pour ceux-ci, étant donné la campagne d'extrême démagogie des bolcheviks, la prise du pouvoir par Lénine, c'était « l'usine aux ouvriers ». Or, ce n'était là, ni la lettre ni l'esprit des ordonnances des commissaires du Peuple sur le contrôle ouvrier. Ceux-ci comprirent que ce contrôle leur donnait le droit en contrôlant *à priori*, au lieu de contrôler *à posteriori*, d'interdire l'exécution d'ordres de la Direction et même parfois d'en imposer sans l'accord des directeurs, maintenus obligatoirement à leur poste par décret et conservant la responsabilité de la marche de l'entreprise. Il y a là confusion de pouvoirs, donc désordre (1). »

La conception du syndicalisme français a toujours été en supprimant la Direction patronale d'y substituer un nouvel organisme. Mais comment réaliserait-on la transformation rêvée ?

« Est-ce à dire que nous allons par un coup de baguette magique réaliser cette transformation, est-ce à dire que nous pouvons du jour au lendemain transformer des organismes qui fonctionnent sur un plan déterminé pour les porter sur un plan nouveau ? Personne n'aurait ici cette prétention. Il nous faut donc examiner les conditions dans lesquelles cette transformation va s'opérer, et alors intervient la question du contrôle intérieur des organisations ouvrières (2). »

Alors ce contrôle ouvrier est un système éducateur, une école de l'expérience, le chemin qui conduit vers le régime rêvé.

Arrivera-t-on directement de ce système de contrôle au régime futur prolétarien ? Non. Il faudrait passer encore une deuxième étape qui s'appelle le régime de nationalisation.

Nous allons voir la conception cégétiste de ce régime.

(1) "Le Travail au Pouvoir", p. 128-129.

(2) Extrait de discours de M. Jouhaux (dans la convocation du Comité national de la C. G. T., Paris, 29-31 mars 1920).

CHAPITRE II

Le Projet de Nationalisation Industrialisée de C. G. T.

Dès la fin des hostilités, une lassitude profonde se fait sentir dans la vie économique du monde entier. La fatigue, résultat de cinq ans d'efforts surhumains, s'accroît de plus en plus après l'armistice. On sent partout le manque de matières premières et la diminution de la production s'en accroît. Le coût de la vie devient de plus en plus élevé, les moyens de transports sont insuffisants et l'ensemble de la situation générale porte les caractéristiques de l'état de guerre. Chaque parti, en analysant les causes du malaise social actuel, présente un projet de réorganisation. Dans ces circonstances, la Confédération générale du Travail ne pouvait rester un spectateur muet. Dans ses déclarations la C. G. T. proclamait que la classe ouvrière n'entendait plus limiter son action « aux gémissements plaintifs » ou « aux réclamations bruyantes et indignées ».

« Continuer la production, concluait la résolution du Congrès de Lyon — pour satisfaire les besoins des hommes, l'accroître pour mettre à la disposition de tous une plus grande somme de richesses consommables, ainsi se traduisent ses préoccupations auxquelles la situation mondiale, résultat de la guerre, donne une gravité formidable.

« Le mouvement ouvrier affirme qu'il doit, et qu'il peut y répondre, mais il déclare aussi que tout effort dans ce sens n'est plus conciliable avec le maintien du régime actuel ; l'appel au travail, auquel les travailleurs sont prêts à répondre, ne peut se comprendre désormais qu'avec la reconnaissance totale des droits du travail. »

Et leur résolution continue :

« L'impuissance de la classe dirigeante et des organisations politiques s'affirme chaque jour plus forte, plus forte aussi apparaît constamment la nécessité pour la classe ouvrière de prendre ses responsabilités dans la gestion de la société.

« Le mouvement syndical a dû ainsi envisager les solutions qui s'imposent sans délai. Il n'en saurait trouver de plus

urgente, de plus nécessaire que celle de la nationalisation industrialisée, sous le contrôle de producteurs et consommateurs, des grands services de l'économie moderne, les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche, les grandes organisations de crédit. »

Et dans son programme minimum, la C. G. T. réclamait entre autres ce qui suit :

« Les organisations syndicales considèrent parmi les objets généraux qu'elles poursuivent légitimement, que l'un des plus importants, l'un des plus essentiels, est le retour à la collectivité des grands services publics et des industries essentielles.

« Ces industries et ces richesses doivent être exploitées dans l'intérêt direct de tous.

« La C. G. T. n'entend pas confier à la gestion directe de l'Etat les entreprises dont elle réclame le retour à la collectivité ; elle conçoit leur mise en œuvre sous la forme d'un régime nouveau, celui de nationalisation industrialisée qui associant les représentants de la collectivité des consommateurs et des producteurs dans cette gestion, assure le respect de l'intérêt général et le développement des entreprises.

La C. G. T. déclare qu'au nombre des industries ou services, susceptibles d'être soumis à cette transformation, il faut placer en premier lieu, celles qui sont productives de forces et les moyens d'échange et de circulation des richesses. Les chemins de fer, les grands moyens de transport, les mines, la houille blanche, les établissements bancaires peuvent et doivent être immédiatement nationalisés, suivant les projets établis par l'organisation syndicale elle-même, avec le concours de son Conseil Economique du Travail. »

Ces déclarations sont si claires, qu'elles n'ont besoin d'aucun commentaire.

Les buts que la C. G. T. poursuit, au point de vue de socialisation sont donc :

a) Retour à la collectivité des grands services publics et des industries essentielles ;

b) Ces entreprises nationalisées devront être exploitées dans l'intérêt général de la communauté ;

c) Ces entreprises seront gérées par les producteurs et consommateurs associés ;

d) Dans l'ordre de socialisation, accepter une graduation, par un système préalablement établi, suivant les projets élaborés avec le concours du C. E. T.

Qu'est-ce donc que ce Conseil Economique du Travail ?

A. *Le Conseil Economique du Travail.* — La Confédération générale du travail, soucieuse de réaliser les revendications de son programme minimum :

« Renouvelle sa demande de constituer un Conseil national économique, composé de représentants du Gouvernement, des organisations de producteurs et de consommateurs, Conseil possédant tous les pouvoirs nécessaires d'enquête, de recherche, de décision et de sanction, dont ce sera la tâche d'établir les programmes économiques généraux, l'utilisation des ressources nationales, les transformations de l'outillage et d'assurer l'exécution des décisions prises par lui, etc... » et demande au gouvernement de réaliser la création de ce Conseil national économique. Une sorte de parlement économique ou plutôt un Comité Economique (1) qui avant tout serait une institution d'études sociales avec le concours de toutes les forces intellectuelles et économiques de la Nation. Le besoin d'une pareille institution d'après la C. G. T. était indispensable, parce que « notre pays ne peut retrouver sa force que dans l'harmonie qui lui permettra de mettre à profit son génie de production (2). »

Il manque à ce pays — ajoutait le projet — l'organisme qui lui permettrait de réunir le maximum de moyens propres à assurer, pour une production intensive, le concours des compétences indispensables mises au service de l'intérêt général.

Ce Conseil seul (prévu par la Confédération générale du Travail), peut résoudre toutes les difficultés dans le domaine économique, en réunissant les forces organisées, et exerçant un droit de contrôle absolu.

Ce Conseil devrait avoir quatre éléments :

- a) Des chefs d'industries ;
- b) Des travailleurs, représentant les organisations ouvrières ;
- c) Des Conseils techniques (ingénieurs, architectes, etc.) ;
- d) Des délégués du gouvernement.

Sur la réponse évasive du gouvernement de M. Clémenceau, la C. G. T. décida alors de constituer un Conseil économique du Travail, avec les concours des techniciens, fonctionnaires et coopératives. Les techniciens seraient représentés

(1) Voir l'exposé du projet de Constitution d'un Cons. Nation. Econ.

(2) Compte rendu du Congrès Conf. d'Orléans (rapport moral et financier de la C. G. T.).

par le Syndicat Ustica. Les fonctionnaires par F. N. F. (Fédération nationale des fonctionnaires). Et les coopératives, par F. N. C. (Fédération nationale des Coopératives).

A cet effet, M. Jouhaux (Secrétaire général de la C. G. T.) a fait la déclaration suivante au Congrès fédéral de Lyon :

« La vie collective ne peut être maintenue que par l'action rapide des producteurs groupés. Le Conseil économique du Travail s'attachera donc à faire donner à la main-d'œuvre sa part de gestion, à obtenir l'industrialisation de l'Etat, à faire confier la gestion des grands organismes producteurs et d'échange aux représentants qualifiés de la collectivité désignés par leurs organisations sous le contrôle de l'Etat (1). »

Le travailleur à lui seul pourrait-il contribuer à la réorganisation de la vie économique, en utilisant son expérience, résoudre des multiples et complexes problèmes de l'ordre actuel et de « l'ordre à créer ? »

M. Jouhaux nous en répond :

« Mais il peut — et le Conseil économique du Travail a du moins le mérite d'en fournir la preuve — étudier les problèmes avec les autres éléments voisins de lui, ayant des idées semblables aux siennes, mettre en commun son expérience et la leur, définir des programmes, formuler des projets. C'est là une préparation à un rôle qui dépasse sensiblement le cadre actuel et qui se développera dans la mesure des progrès que ces travaux nous auront permis de réaliser. Le C. E. T. répond donc à un désir d'éducation (2). »

La création de ce Conseil correspond à une phase nouvelle dans l'action syndicale de la C. G. T. C'est une transformation fondamentale dans son orientation économique et sociale. La C. G. T. qui en 1920 pactisait avec les trois autres éléments du Conseil économique de Travail, jusqu'à la grande guerre, les considérait hostiles.

Avant la guerre de 1914 le syndicalisme se présentait comme un instrument de défense pour garantir les salaires, obtenir des améliorations (accidents, retraites, chômage, etc...). Il tendait à organiser l'ouvrier pour supprimer le système salariat. Et comme moyen il n'avait que le droit de grève, même de grève générale. Le syndicalisme visait donc la répar-

(1) Voir compte rendu du Congrès fédér. de Lyon du 15 au 21 septembre 1919.

(2) « Le Conseil Econ. du Travail », par Jouhaux (dans *Revue Internationale du Travail*, février 1921).

tition des richesses (1). Il était hostile aux coopératives, en les traitant comme des petits bourgeois. Il se méfiait des fonctionnaires, en les considérant comme « bureaucrates ». Il avait méfiance envers les techniciens, comme agents des patrons. Mais les leçons de la grande guerre ont provoqué des changements profonds :

a) Par l'expérience russe le syndicalisme a compris que le technicien était un des éléments tri-partite indispensable dans la production. En Russie, pendant la première révolution, les techniciens exclus d'abord puis réquisitionnés par force, sabotèrent, et ainsi la production russe diminua dans des proportions importantes. Le syndicalisme a écouté le cri de détresse de Milioutine qui disait : « Le technicien, c'est le problème le plus terrible. » C'est ainsi qu'on a senti de part et d'autre le besoin d'un rapprochement réciproque ;

b) La sous-production et la vie chère ont rapproché le syndicalisme des coopératives. Les coopératives tendent à abaisser les prix, le syndicalisme, au contraire, visait non la baisse des prix, mais la hausse des salaires. Pendant la guerre on a vu, non sans stupéfaction, que la hausse des prix dépassait toujours celle des salaires. Alors, conséquemment, on fut obligé de recourir à la diminution du coût de la vie, ce qui rapprocha le syndicalisme des coopératives.

c) Le troisième élément de C. E. T. c'est le fonctionnaire. Celui-ci jusqu'à la guerre, investi du pouvoir public, considérait la C. G. T. comme un élément de trouble dans l'Etat. « Mais, consommateurs accablés par la vie chère, impuissants à obtenir pacifiquement des augmentations de traitement, obligés de recourir au Syndicat et à la menace de grève, les fonctionnaires ont incliné tout naturellement vers une C. G. T., dont ils empruntaient le moyen de défense (2). » Voilà le troisième élément du Conseil économique du Travail.

« Nous disons qu'il n'est plus possible de gouverner les hommes par la force, disait Jouhaux dans son discours inaugural de C. E. T., qu'il n'y a qu'une seule directive qui puisse nous permettre d'aboutir ; celle de la raison, de la raison discutée, de la raison expérimentée et c'est justement parce que nous sommes partisans de cette raison expérimentée que nous voulons, avec le Conseil économique du Travail, apporter non pas seulement des critiques, mais des théories constructives ;

(1) A ce sujet, voir un article très intéressant de M. Gabriel Darquet dans le *Producteur*, 10 juillet 1920).

(2) *Ibid* (*Producteur*, 10 juillet 1920).

non pas seulement des arguments, mais le résultat d'examens de laboratoire, si je puis m'exprimer ainsi, dans lequel les questions sociales seront fouillées, non pas en dehors de la réalité, mais dans la réalité elle-même, de façon à trouver des solutions qui soient des éléments de progrès et des stimulants (1). »

Le Conseil économique du Travail, composé de neuf sections techniques a examiné, « raisonné », fouillé les questions les plus brûlantes d'aujourd'hui ; questions vitales, questions de réalité économique, questions qui n'ont malheureusement pas vu le jour.

Quelles sont ces questions ?

1° *Les chemins de fer.* — C'est contre le système des conventions que s'élève toute leur protestation. « Les chemins de fer sont les artères qui assurent la circulation de la vie dans le corps social (2). » Si aujourd'hui on constate l'insuffisance des lignes, le mauvais état du matériel, l'irrégularité des trains, l'incohérence du trafic et le désordre général, il faut chercher leur cause, dans cette convention maudite, dite « scélérate » de 1883 (3). Les Compagnies qui gèrent à l'heure actuelle, les entreprises de chemins de fer, n'ont pas le droit de commandement, parce qu'ils n'ont pas de risques de capital. Car, « sur seize milliards de francs investis dans nos chemins de fer, douze au moins, le sont sous forme d'obligations », dont les porteurs (8/10 des porteurs de titres des chemins de fer) sont exclus par la loi, des Assemblées générales qui nomment les administrateurs. Administrateurs, qui sont en même temps les propres fournisseurs de ces Compagnies. D'après le « Progrès civique », sur 108 administrateurs de nos grands réseaux. 76 (soit les 3/4) sont en même temps les fournisseurs. La Compagnie du Nord, par exemple, a-t-elle besoin de charbon ? M. Reumaux, administrateur du Nord, passe un contrat avec M. Reumaux, administrateur des mines de Lens. Le P.-L.-M. a-t-il besoin de locomotives, de rails, etc... ? Il passera de préférence la commande au Creusot, et c'est M. Schneider, administrateur du P.-L.-M. qui approuvera le contrat passé avec M. Schneider, du Creusot.

(1) Voir le Conseil Economique du Travail, son origine et sa constitution (C. G. T.).

(2) La Nationalisation des chemins de fer (avant-projet élaboré par la C. G. T.).

(3) Par cette convention, l'Etat, propriétaire des chemins de fer, a concédé leur exploitation à des Compagnies privées pour une durée limitée de 50 ans.

« Dans ces conditions, finit le rapport du C. E. T., on peut penser que la Compagnie ne se montrera jamais trop exigeante sur les prix, la qualité des produits et les délais de livraison !!! Rien n'est plus commode pour faire des affaires que d'être à la fois le vendeur et l'acheteur. »

Tels sont les profiteurs de ce système ; mais la victime ? La victime c'est la nation, car les « administrateurs-fournisseurs, gérant ce grand service public dans leur intérêt exclusif, ont combiné les tarifs au profit de leur intérêt exclusif et de leurs propres sociétés au détriment des autres. Ont tracé les lignes selon leurs besoins et non ceux de la nation. Ont empêché le développement des canaux, l'aménagement rationnel des ports, etc. Les banquiers ont réglé constamment les emprunts des Compagnies de façon à ne pas nuire à leurs émissions, beaucoup plus lucratives, de chemins de fer argentins, mexicains, autrichiens ou tures. Comme les travaux neufs sont liés naturellement à ces emprunts, jamais on n'a pu établir un plan rationnel, étendre les lignes nouvelles et construire du matériel. D'où ces wagons et ces locomotives de tous modèles, ces gares insuffisantes, etc., qui font des chemins de fer français un outillage inférieur à sa tâche et aux besoins du pays. »

Voilà les tares de ce système.

2° *Les mines.* — Le régime d'exploitation en vigueur n'est pas en rapport, selon les protagonistes du C. E. T., avec les besoins du pays. Il est contraire à son développement économique. L'industrie minière est à la base et constitue le pivot essentiel de toute organisation économique d'un pays. A l'heure actuelle « il n'est pas un industriel, pas un commerçant, pas un particulier qui n'ait souffert dans son industrie, son commerce et sa vie domestique de l'insuffisance manifeste de notre industrie minière » (1). Il est évident que la guerre a aggravé cette situation mais il ne faut pas oublier que même avant la guerre la France était tributaire, disent-ils, de l'étranger pour 20 millions de tonnes.

Le C. E. T. après avoir minutieusement cité le gain formidable réalisé par quelques sociétés anonymes (que nous avons déjà cités) conclut que ces profits n'ont « engraisé » que certains particuliers au préjudice de la nation. Car la part de la Nation sur son patrimoine national est minime par rapport aux dividendes de ces sociétés.

(1) Voir *La Nationalisation des mines*, avant-projet élaboré par le C.E.T.

D'après la loi de 1910, art. 2, « la redevance proportionnelle est calculée chaque année à raison de 6 % du produit net de l'exploitation de la concession pendant l'année précédente, à raison de 5 % au profit de l'Etat et 1 % au profit des communes, etc... ».

D'après le C. E. T. le sous-sol de la France n'est pas moins riche en substances minérales que celui des autres pays d'Europe. La diminution de la production, ou plutôt l'insuffisance de l'extraction, a pour unique cause le régime en vigueur, régime de concession (loi de 1810). On peut citer aujourd'hui plus de 400 concessions qui demeurent inexploitées. Malgré la stipulation de la loi déjà citée qui oblige le concessionnaire de tenir en activité l'exploitation de toutes leurs concessions.

3° *La question des forces d'énergie électrique.* — Comme toute l'attention du C. E. T. est portée sur l'augmentation de la production pour la nécessité économique devant lequel se trouve aujourd'hui la France, il a cherché les bases d'un régime nouveau d'exploitation des sources d'énergie dont dispose le pays.

La France, tributaire de l'étranger pour le combustible nécessaire, a cependant ses usines et une richesse de chutes d'eau de plus de 8 millions HP constituée par les torrents et les chutes des Alpes, des Pyrénées, du plateau central, et celle du Rhône.

En effet, de tous les pays d'Europe, la France; après la Norvège et la Suède (selon le C. E. T.) est la nation la plus favorisée en houille blanche.

Mais tandis qu'en 1914 l'Allemagne utilisait 25 % de sa puissance totale de force d'énergie électrique, la France n'en tirait parti que dans la proportion de 6,8 % (1).

Ainsi, par ses forces naturelles, la France devrait être la nation possédant la plus puissante industrie électrique, mais elle est actuellement loin de l'être, parce que la grande partie de ses richesses est tombée dans les mains de la « Bourgeoisie dirigeante » qui a « saboté » cette industrie par son « malthusianisme économique » pratiqué en cette matière, et « qui prétend s'opposer à ce que la Nation prenne elle-même en mains ses intérêts et tire profit de son propre capital ».

Voilà les raisons qui ont stimulé le Conseil Economique du Travail, à élaborer des projets sur des bases nouvelles qui

(1) Voir *La Nationalisation des forces d'énergie électrique*, avant-projet élaboré par le C. E. T.

dans leurs ensembles s'appellent « Nationalisation industrialisée ».

Ces raisons sont tirées du caractère spécial de l'exploitation industrielle française. On peut ajouter à ces raisons spéciales les raisons générales (dont nous avons parlé dans un chapitre spécial : « Pourquoi revendique-t-on la socialisation ») pour lesquelles les socialistes incriminent l'exploitation individuelle du système capitaliste actuel.

Le Conseil Economique du Travail a élaboré jusqu'ici trois projets concernant :

- a) La nationalisation des chemins de fer ;
- b) La nationalisation des mines ;
- c) La nationalisation des forces d'énergie électrique (1).

Comme le type de l'exploitation de ces trois entreprises est créé sur le même esprit, nous l'analyserons dans son ensemble.

A. Le système de nationalisation

La « Nationalisation industrialisée » est un système original qui s'oppose par son esprit et ses tendances à divers modes de gestion qui sont en usage aujourd'hui dans les entreprises industrielles.

Ces types d'entreprises sont nombreux ; on peut citer entre autres :

a) *Le type patronal*. Le mode d'exploitation capitaliste en vigueur ; tout le grief syndicaliste est basé sur ce mode d'exploitation. Nous en avons vu les causes ;

b) *Le type étatiste*. Dans ce cas l'entreprise peut être gérée ou par l'Etat, ou par les municipalités. Le C. E. T. a trouvé que ce type est aussi incommode que le précédent. Les dirigeants de la C. G. T. ont fait à l'Etat une critique aussi serrée que les économistes les plus libéraux. Le syndicalisme depuis son origine a montré à ce sujet une répugnance égale aux premiers défenseurs de la classe ouvrière comme Saint-Simon, Fourier et Proudhon (2). « Il y a en France, dit M. Maxime Leroy, dans tous les milieux, une assez forte tra-

(1) Les autres questions discutées, dont les projets ne sont pas encore achevés sont :

- 1° La question agraire ;
- 2° La question financière ou les banques ;
- 3° La question d'habitation ;
- 4° La question de l'enseignement ;
- 5° La question de ravitaillement.

(2) Voir l'*Atelier*, 12 juillet et 3 avril 1920, les articles de Digat.

dition antiétatique, contrairement à une opinion très répandue. Cette tradition se recommande des noms prolétariens les plus importants : dans son ensemble, la classe ouvrière n'est pas favorable aux institutions d'Etat (1). »

Le C. E. T. a rejeté aussi ce mode.

c) *Le type des coopérateurs de consommation :*

d) *Le type des ouvriers producteurs.*

Le C. E. T. a également rejeté ces deux modes. Ces deux types d'exploitations sont incapables de servir les entreprises qui touchent à l'intérêt général du pays (par exemple les chemins de fer, artères principales de la nation). On ne peut les gérer par les modes corporatifs qui peuvent contrecarrer dans certains cas les intérêts généraux. A ce propos M. Jouhaux a dit :

« Nous reprenons aujourd'hui cette tradition pour lui donner force de vérité, force d'action, force de réalisation. Oui ! l'atelier fera disparaître le gouvernement : à la condition essentielle que l'atelier devienne non seulement l'atelier corporatif, mais l'atelier social, à la condition qu'il ait en lui même tous les éléments (2). »

B. *Les principes de la Nationalisation industrialisée*

Quel est donc le nouveau mode d'exploitation du C. E. T. ? — C'est la « nationalisation industrialisée ».

La nationalisation repose sur les principes suivants :

Principe I. — La nationalisation vise l'intérêt général du pays. Ce n'est pas une classe seule qui en profite, comme dans les autres types d'exploitations, mais également toutes les classes. Le but visé est l'intérêt général du pays.

C'est une organisation du travail dans laquelle l'intérêt individuel ne pourrait trouver place qu'en même temps que l'intérêt collectif (3).

« Vos revendications corporatives n'existent plus, il y a une revendication d'ordre social qui se substitue à elles et qui est le seul ciment capable d'agglutiner à votre mouvement les forces disséminées et éparses du prolétariat (3). »

Principe II. — La Nationalisation est la gestion directe de

(1) *Les Techniques Nouvelles du syndicalisme*, 1921 (p. 136).

(2) Discours inaugural de M. Jouhaux.

(3) Voir *La Nationalisation des mines*, avant-projet élaboré par le C. E. T.

(4) Discours de M. Jouhaux au Comité National de la C. G. T., Paris, 29-31 mars 1920.

l'entreprise, par les intéressés eux-mêmes. Ce principe n'admet pas qu'un intermédiaire existât entre le public et son intérêt, car si l'intermédiaire est une Compagnie privée, elle suivra nécessairement une politique de profit personnel. Son existence ne s'explique que par cet unique but qui s'opposera fatalement à celui du public.

Si l'intermédiaire est l'Etat lui-même, le service tombera aux mains d'une bureaucratie irresponsable, plus sensible aux influences politiques qu'aux nécessités économiques.

A ce sujet, il est intéressant de citer l'opinion de M. Lavergne :

« Les administrations de l'Etat où le coulage n'a pas de frein, le souci de l'équilibre financier y étant presque nul. La confusion du client et du contribuable, le second payant de force ce que le premier a refusé d'acquitter. Viciées jusque dans les moëlles, les entreprises de l'Etat, sans compter que la politique plus que la compétence, joue un rôle néfaste et éhonté dans la désignation des directeurs et dans les avancements de tout le personnel (1). »

Voilà pourquoi le C. E. T. propose *la gestion directe* par les intéressés eux-mêmes. Quels sont ces intéressés ?

A) Les *Consommateurs* ou *Usagers* :

On dit usagers, quand il s'agit de l'exploitation des transports où le public en use, non point en les consommant mais en les utilisant. Dans la rubrique « Usager » on comprend : 1° les voyageurs ; 2° ceux qui expédient des marchandises (agriculteurs, industriels, commerçants) ; 3° ceux qui reçoivent les marchandises.

B) *Producteurs*. — Ceux-ci se divisent en trois catégories : a) ouvriers ; b) employés ; c) techniciens.

Mais dans les projets du C. E. T. ces consommateurs et producteurs ne sont pas représentés pêle-mêle comme à la Chambre des députés, « où règne confusion et intrigue », mais toutes les catégories intéressées seront représentées par leurs organisations professionnelles.

Principe III. — Unification. — Dans le régime patronal actuel il n'y a ni coordination ni unification dans les entreprises industrielles. Chaque capitaliste exploite à sa façon, suivant ses intérêts immédiats, ses capacités, ou ses moyens, souvent poussé par le hasard.

(1) Rapport de M. Lavergne, présenté à la Coopérative de consommation, sur la « Socialisation des entreprises commerciales, industrielles et transports ».

La « Nationalisation industrialisée » tend à unifier les méthodes d'exploitation. Par exemple le régime actuel divise les chemins de fer français en six réseaux distincts : Nord, Midi, Orléans, P.-L.-M., Est, Etat ; cet état de choses est compréhensible au point de vue des actionnaires, mais le C. E. T. le trouve absurde, au point de vue de l'intérêt public, dans le système de Nationalisation. Elle tend alors à l'unification : a) des règlements ; b) des tarifs ; c) du matériel roulant ; d) des signaux ; e) des traitements du personnel, etc.

C'est pourquoi toutes les voies ferrées d'intérêt général sont placées sous la direction d'un organisme unique appelé : *Office national des chemins de fer*, qui sera administré par le Conseil central.

Pour l'exploitation des mines ou celle de la houille blanche, on suivra encore le même procédé. La gestion générale de l'exploitation de toutes les mines est assurée par une *Régie nationale des mines*.

Cette Régie comprendrait :

- a) Un Conseil central de gestion ;
- b) Des Conseils d'administration régionaux ;
- c) Des services d'exploitation et de recherches locaux.

Quant à l'exploitation des houilles blanches, la gestion générale de l'exploitation de toutes les forces hydro-électriques ou électro-thermiques, sera assurée par la *Régie nationale de production et de distribution d'énergie électrique*.

Cette Régie comprendrait :

- a) Un Conseil central de gestion ;
- b) Des Conseils d'administration ;
- c) Des Conseils de secteurs locaux.

Principe IV. — Décentralisation. — Les dirigeants du C. E. T. ont trouvé cependant qu'il serait dangereux de diriger tout de Paris. La direction centrale peut ignorer et ignore souvent les besoins des régions éloignées. Elle fait des règlements uniformes sans tenir compte des conditions locales, etc. Pour parer à ces inconvénients le C. E. T. prévoit des *Comités régionaux* pour les chemins de fer, des *Conseils d'administration régionaux* pour les mines ; et des *Conseils des secteurs locaux* pour l'exploitation de la houille blanche.

Principe V. — Autonomie budgétaire. — Le C. E. T. attache une grande importance à l'autonomie budgétaire. Chaque branche de l'exploitation nationalisée aurait son autonomie financière. Ses recettes et ses dépenses ne seraient pas incorporées dans le budget de l'Etat. Car les exploitations

industrialisées étant administrées directement par les producteurs et consommateurs, les premiers ont intérêt à augmenter sans cesse les salaires, les seconds à baisser les prix ou tarifs ; un état de chose qui conduirait inéluctablement au déficit et à l'exploitation des contribuables. Voilà pourquoi le C. E. T. demande une autonomie budgétaire dans chaque exploitation ; les Conseils centraux inscriront, aux dépenses, les frais d'exploitation (salaires, approvisionnements, intérêts et amortissement du capital) ; aux recettes, toutes les sommes encaissées du fait des marchandises vendues ; celles-ci devront compenser celles-là.

En cas de déficit, les prix seront haussés de façon à couvrir les pertes (sauf réserve).

En cas d'excédent normal et durable, les prix seront abaissés corrélativement. Dans ces deux cas, comme on le voit, c'est l'intérêt général qui est en vue.

Principe VI. — Le système d'achat. — Les Régies autonomes prennent en main toute la gestion de l'exploitation, elles prennent aussi la charge du capital qui a servi à les constituer.

Voici comment le rachat est justifié, par exemple, dans la Régie des chemins de fer :

« Nous ne proposons pas d'exproprier ce capital montant à 16 milliards de francs et réparti entre trois millions de porteurs qui sont pour la plupart des petits épargnants. La seule menace de cette expropriation suffirait à les jeter dans les bras des Compagnies et consoliderait ainsi le régime que l'on veut détruire.

« En revanche, nous ne tenons nul compte des clauses spéciales de rachat inscrites dans les cahiers des charges et dans les conventions. Nous reprenons purement et simplement le matériel roulant, nous ne le rachetons pas.

« Si les conventions avaient été depuis 1914 appliquées aux Compagnies dans leur teneur littérale, les unes seraient sans doute tombées en déconfiture, les autres seraient grevées d'une dette de garantie formidable. C'est par une série de mesures étrangères à la lettre des contrats que leur existence, aux unes et aux autres, a pu être sauvegardée. Nous avons bien le droit, à notre tour, aujourd'hui qu'il s'agit de protéger non plus les intérêts des compagnies, mais ceux du trésor, des usagers et des contribuables, de nous placer au même point de vue, et de nous en référer aussi à l'esprit de

contrats, sans nous tenir pour liés à leurs dispositions littérales, etc... (1) »

Ainsi, par le système de rachat, si les actionnaires perdent leur droit de contrôle et de gérance, par contre ils conservent leur droit de créance, parce que d'actionnaires ils sont transformés en simples obligataires.

Cette mesure a-t-elle un caractère révolutionnaire ?

— Nullement. M. Jouhaux le confirme dans le Congrès d'Orléans, quand il dit que la nationalisation n'apporte pas « la réalisation de la révolution sociale à laquelle nous aspirons tous », mais « ce sont des conquêtes que nous estimons indispensables pour hâter l'avènement de la transformation sociale » et « de remettre entre les mains des ouvriers une part de contrôle qui leur permettra de faire l'apprentissage nécessaire de la direction des affaires économiques et sociales des nations. »

C'est donc une « expérience sociale » que la C. G. T. voudrait tenter, en réalisant aujourd'hui, dans le terrain pratique, des solutions conformes aux intérêts généraux de la collectivité.

« Ce que nous voulons, disait encore M. Jouhaux dans le même Congrès, c'est que l'antagonisme qui a dressé les uns contre les autres, ceux qui travaillent par la pensée et ceux qui travaillent par les muscles disparaisse : Nous voulons associer l'effort cérébral à l'effort musculaire dans un sens d'intérêt général. »

Voilà les principes fondamentaux que la C. G. T. tend à réaliser dans la pratique. Si, dans la pratique, tous ces principes étaient réellement réalisés par ce mode d'exploitation qui s'appelle nationalisation, que restera-t-il encore à faire pour atteindre les aspirations des syndicalistes, c'est-à-dire à l'avancement de la révolution sociale ? — Peu de chose.

C. La structure du système de Nationalisation

Nous avons dit que l'exploitation des entreprises nationalisées serait gérée par des Régies autonomes. Comment seraient composées ces Régies ?

La gestion de chaque régie serait remise à un Office national dirigé par un Conseil central.

Les membres du Conseil central de chaque régie seront

(1) Voir Projet de Nationalisation des Chemins de fer, par C. E. T.

élus conformément aux idées générales, selon lesquelles est composé le C. E. T. lui-même, c'est-à-dire : (1)

A) *Par les producteurs* (nommés par leurs syndicats respectifs)

Ouvriers et employés : 8 personnes
techniciens : 8 personnes } 16 personnes.

B) *Par les Consommateurs ou Usagers*

La C. G. T. :

Les Organisations patronales d'industrie, Organisations viticoles et agricoles, Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, Touring-Club de France : 16 personnes.

C) *Représentants des intérêts de la Collectivité Nationale :*

Comité Directeur de l'Economie Nationale (en attendant sa création par les pouvoirs publics : 16 personnes.)

Total : 48 personnes.

Le Conseil central posséderait tous les pouvoirs d'initiative et de décision nécessaires à l'exploitation, à la gestion et au développement du Réseau national. Il nommerait :

a) *Une délégation permanente* de 12 membres élus dans son sein et suivant les mêmes principes ;

b) *Nomination et révocation* des trois directeurs généraux ;

c) *Etablissement* des tarifs de transport ;

d) *L'approbation* des contrats collectifs, etc..

Auprès de chaque Direction régionale est placé un Conseil régional consultatif, comprenant 24 membres désignés :

A) *Par les Producteurs*

Union des Syndicats régionaux. Membres : 8.

B) *Par les Consommateurs*

Unions départementales des Syndicats adhérents à la C. G. T. ; Organisation régionale du Patronat de l'Industrie ou agriculture ; Union Régionale des Coopératives. Membres : 8.

C) *Par les Représentants de la Collectivité*

Organisme régional de l'Economie Nationale, mais en attendant par les Conseils généraux et parmi les représentants des Services publics : Membres : 8.

La Direction générale de l'Economie nationale (1).

Nous avons vu les principes généraux qui ont amené le C. E. T. à construire le système de « Nationalisation industrialisée ». Par ce système toutes les régies autonomes sont rattachées à la Direction générale de l'Economie nationale. C'est un nouvel organe, un « Comité économique », qui remplacera l'Etat dans la gestion des entreprises. C'est un organisme composé de « rouages multiples destinés à orienter, à régler et à

(1) Prenons, par exemple, la Régie des Chemins de fer.

(2) Voir la *Direction générale de l'Economie nationale*, avant-projet élaboré par le C. E. T.

coordonner l'activité de la vie économique du pays selon les plans d'ensemble et des principes de gestions déterminés. »

Cet organisme central de l'Economie nationale stimulera, selon le C. E. T., le progrès de civilisation industrielle menacée de sombrer dans la convulsion d'après-guerre. La constitution de cet organisme n'est pas tirée de l'imagination ou de la théorie pure, mais de la vie réelle. « La société obéit à des courants économiques d'ordre général bien plus forts que telle ou telle autre doctrine — que ce soit le capitalisme, le collectivisme ou le communisme » — dit le projet et il continue : « Il importe d'en dégager le sens si l'on veut diriger l'évolution sociale et conformer son activité aux nécessités impérieuses de notre époque. »

Or, « si l'on examine la marche du capitalisme d'avant-guerre, on constate que la société s'acheminait dans un rythme accéléré vers une réglementation générale de l'industrie, non par l'Etat, mais par les organismes particuliers, les plus souvent autonomes, des cartels, des comptoirs, des trusts, ou plus généralement par les syndicats industriels de producteurs ; en même temps, la société tendait à substituer à l'économie nationale une économie internationale. »

Cet ordre de nécessité qui consistait dans une concentration industrielle de jour en jour plus accentuée, ne recherchait et ne recherche encore dans le capitalisme actuel que le profit, le profit individuel.

Pourquoi alors ne pas créer un organe de coordination dans la vie économique de la Nation qui harmonise les intérêts, en supprimant les profits individuels. Pourquoi ne pas profiter de l'armature créée pendant la période capitaliste, et ne pas accentuer le mouvement de syndicalisation générale. « Loin de s'opposer à la concentration des forces productives d'un pays, lui donner une empreinte fédéraliste qui assure la souplesse du fonctionnement des organismes centraux. »

Voilà pourquoi le C. E. T. a été amené à concevoir un organe nouveau : *La Direction générale de l'Economie nationale*.

Quels seront ses rouages ? — Les voici :

a) Le *Conseil général des Syndicats industriels* sera l'organe de l'ensemble des syndicats (1) et des régies nationalisées. C'est ce Conseil qui recevra les programmes de politique industrielle élaborés par chaque syndicat. En possession

(1) Chaque industrie sera syndicalisée obligatoirement.

des données caractérisant la marche de toutes les industries, il autorisera les améliorations de l'outillage proposées, les agrandissements projetés, etc... Il cherchera à établir avec les pays étrangers des ententes internationales industrielles.

Près de chaque syndicat fonctionnera un *comptoir de vente*, chargé d'écouler ses produits. Près de chaque comptoir de vente fonctionnera un service de statistique qui transmettra ses données à l'office de statistique industrielle prévu plus loin ;

b) *L'Office des réparations et de la consommation* contrôlera la circulation des produits pour empêcher toute majoration factice des prix ;

c) *Le Conseil général des Transports et l'Outillage national*. — Ce Conseil formera un faisceau composé :

- 1° De la régie de chemins de fer nationalisés ;
- 2° De la régie nationale de la marine marchande ;
- 3° Du consortium des transports en commun ;
- 4° Des Postes, Télégraphes et des Téléphones.

Ce Conseil devra coordonner l'activité de tous les genres de transports. Il établira une liaison plus étroite entre les chemins de fer et les lignes de nationalisation, etc...

d) *L'Office central de Banque* ;

e) *L'office de l'Agriculture industrialisée* ;

f) *L'Office central des Colonies* ;

g) *L'Office des services nationalisés*. Celui-ci formant un rouage administratif, devra assurer la liaison entre tous les services nationalisés, afin d'obtenir l'unité de vues indispensable.

L'ensemble des rouages indiqués ci-dessus formera la *Direction générale de l'Economie nationale*. Un Comité directeur en assurera la liaison, près duquel fonctionnera un *Office général des statistiques*.

Voilà, dans son ensemble, l'idée de nationalisation industrialisée que la C. G. T., avec le concours du C. E. T. a mis au jour.

Au point de vue d'économie politique et sociale on peut y constater certaines innovations tirées de l'expérience des révolutions ouvrières en Europe.

Quels sont ces innovations ?

1° *Le droit des usagers*. — On dit aujourd'hui usager ou consommateur, comme on dit « ouvrier », « technicien », « capitaliste », etc... Jusqu'ici, en Economie politique, en ordonnant les classes, on avait oublié de distinguer cette nou-

velle classe « consommateur ». Voici donc une nouvelle classe qui s'ajoute sur la liste précédente et réclame ses droits. Ce n'est pas une classe nouvellement créée. Elle a toujours existé, mais son existence avait été oubliée.

Par qui est-elle formée cette classe ?

Par nous tous, nous qui voyageons, nous qui consommons, nous qui brûlons du charbon. Et nous connaissons mieux que toutes les autres classes les tares ou les inconvénients de ces organisations économiques.

Mais comment sera représentée cette classe dans les chapitres de production ? Non pas individuellement certes, puisque tout le monde est consommateur. Oui, tout le monde est consommateur, mais dans sa région, et pour certaines matières seulement. Cela étant la question de représentation des consommateurs par des organisations, par des « syndicats de consommation » devient inévitable. Et le C. E. T. n'a pas eu de difficulté pour les classer. Voilà : « Touring Club », usager aux transports, les Coopératives de consommation, les Chambres de Commerce et d'Agriculture » etc... Dans ces organisations de consommation, il y en a qui sont exclusivement composées de patron ou industriel (comme les consommateurs de charbon). Leur présence dans le chapitre de production acceptée par le C. E. T. constitue la première compromission, au point de vue syndical. On voit que le C. E. T. a énoncé une conception trop large au point de vue de la gestion, collaborant avec tous ceux pour lesquels il n'est pas très agréable de voir la classe ouvrière élevée au rang de la dignité patronale.

L'idée de « consommateur » a vivement préoccupé aussi les guild-socialistes. La plupart d'entre eux craignent le pouvoir sans contrôle des groupes de producteurs, qui, investis du monopole du travail (par la structure de la constitution de la société nouvelle) seraient en possession d'une extraordinaire puissance, et en mesure d'imposer leur volonté à la communauté des consommateurs, c'est-à-dire à la Nation tout entière. Ils cherchent par conséquent à limiter le pouvoir de fait des syndicats, en organisant la puissance des consommateurs, ou, en confiant à l'Etat la défense des intérêts des masses consommatrices.

A l'exception de Hobson, qui refuse de subordonner les producteurs aux consommateurs et de considérer l'Etat comme représentant des intérêts économiques des consommateurs, la plupart des *Guildsmen*, comme M. G.-D.-H. Cole, considèrent

l'Etat comme représentant des usagers et des consommateurs. « Les guilds-socialistes virent, dit-il, la vraie fonction de l'Etat et des municipalités comme représentation des consommateurs (1). »

Cole voit, dans l'Etat, l'association territoriale souveraine « le représentant naturel des consommateurs, qui se trouve être également territorial en raison de la résidence des usagers. »

Ainsi, l'Etat représentera les consommateurs et le Congrès des guildes, l'ensemble des producteurs. Le premier légifèrera pour les consommateurs et le second pour les producteurs. En cas de différend, ils s'assembleront pour régler les litiges communs.

Cette idée de « consommateur », comme une classe distincte, est formulée d'une façon frappante par Sidney Webb, dans son ouvrage tout récent (2). D'après lui, c'est l'Etat qui est le représentant naturel des consommateurs et comme tel il doit avoir la haute main sur les moyens de production.

Mais, d'après Hobson, il ne faut pas opposer les consommateurs aux producteurs. Pour lui, le consommateur ne peut être aucunement distingué du producteur. Par producteur, il entend non seulement le travailleur manuel, mais « tout homme ou toute femme pour le travail de qui il existe une demande sociale », par conséquent il range dans la catégorie des producteurs non seulement les paysans, les ouvriers de l'industrie et des transports, mais les employés des services de l'Etat, les artistes-peintres, sculpteurs, musiciens, littérateurs et les savants. Il en résulte que les guildes représentent les producteurs et consommateurs à la fois. « Le processus de la production et celui de la consommation sont si intimement liés qu'il n'est point permis de les séparer en confiant arbitrairement à l'Etat les prétendus intérêts des consommateurs (3). »

L'Etat, pour lui, est essentiellement un organisme spirituel, et les guildes (groupes des producteurs) le déchargent entièrement de toute fonction et de toute compétence d'ordre économique (4).

Voilà, dans leurs traits généraux, les idées des guildes-socialistes sur les « consommateurs ».

(1) Cole : *Self-Government in industry* (p. 6).

(2) *A Constitution for the socialiste commonwealth of great Britain*, by S. Webb.

(3) Voir *National guild and the State*, p. 131.

(4) *Ibid*, p. 293.

Le projet du C. E. T. à ce sujet s'apparente remarquablement aux idées de Hobson. D'après ce projet, l'Etat ne représente point l'intérêt des consommateurs. Ceux-ci défendent leurs intérêts eux-mêmes, par leurs organisations respectives. Il réserve cependant à l'Etat une part égale dans le chapitre de production du côté des consommateurs et producteurs, comme représentant de l'intérêt général, qui régularise les tendances opposées de ces deux corps.

Mais la Direction de l'Economie nationale, dont la création ne tardera pas, dépouillera l'Etat de toute fonction et de toute compétence d'ordre économique. Il reste à l'Etat de jouer un rôle extra-économique, il devient « un organisme spirituel » à la manière de Hobson, qu'il « regarde exclusivement les choses de l'esprit (1) ».

2° La deuxième innovation dans le projet du C. E. T. est la représentation des techniciens dans les chapitres de production, presque égale aux ouvriers. Le rôle des techniciens est primordial dans la production, de même que le rôle de l'intellectuel dans les organisations sociales.

C'est le deuxième compromis de la part du syndicalisme français. Compromis fondé sur les expériences de fait :

D'abord, l'expérience de Russie. — D'après Milioutine (2) l'application pratique de la nationalisation en Russie donna lieu à de grandes difficultés. De fait, avec l'élimination des capitalistes, a eu lieu le remplacement du personnel supérieur technique et administratif : directeurs, administrateurs, ingénieurs, etc. Elevés dans l'atmosphère capitaliste, les anciens directeurs de la production capitaliste se sont montrés, à quelques exceptions près, inaptes au système nouveau de production.

Découvrir et éduquer les administrateurs économiques du socialisme, les pénétrer de la conscience et de l'esprit socialiste, c'est un problème d'une importance terrible.

Voilà pourquoi la « jeune industrie », nationalisée s'est heurtée, dès le commencement, à de grandes difficultés.

En Hongrie. — D'après Miakits (3), un délégué métallurgiste hongrois : Après la chute du pouvoir établi, les conseils d'ouvriers d'usines se sont constitués pour organiser la socialisation de la production. Ils expulsèrent d'abord les techniciens spécialistes, ce qui compromit beaucoup la production.

(1) *National guilds and the state*, by Hobson.

(2) *La Nationalisation de l'industrie en Russie*, par Milioutine (dans la *Revue Communiste*, 1920, N° 2).

(3) *Compte rendu du Congrès ouvrier métallurgiste Allemand*, (dans *Helvétique typographia*, 30 octobre 1920. Traduit par *Coopérateur Suisse*).

Pour parer à ces inconvénients, le C. E. T. cite dans le nombre des producteurs « techniciens et ouvriers ». Ainsi, par cette nouvelle théorie, la C. G. T. se rapproche de plus en plus de celle des guildes-socialistes. Guildes qui représentent une association de tous les producteurs travaillant dans une même industrie.

M. Maxime Leroy, parlant de la question de technicien, dit : Au lieu d'abandonner l'organisation de ce concours au hasard des révolutions, le C. E. T. a entendu la réglementer à l'avance, dès maintenant (1).

Ce compromis est déjà vivement critiqué par les extrémistes, au Congrès confédéral d'Orléans : non en principe, mais en fait. A leur avis, les techniciens y avaient un rôle trop prépondérant. Ce fait constitue un des points litigieux entre la C. G. T. et les extrémistes (bolcheviks).

3° La troisième innovation dans le projet du C. E. T. est la présence des représentants du Gouvernement dans les chapitres de la production. Troisième compromis qui est incompatible avec l'esprit du syndicalisme. Il est vrai que c'est un cas provisoire jusqu'à la constitution de la « Direction de l'Economie nationale » ; mais, jusque là, chaque régie nationalisée est rattachée à un ministère.

Ces compromis, que nous venons de relever, ne constituent pas un échec de l'esprit du syndicalisme, bien au contraire. En prenant l'expression de M. Maxime Leroy, ceux-ci constituent des « techniques nouvelles » qui renouvelleront, armeront, fortifieront le syndicalisme.

« Ces nouvelles techniques d'administration, la classe ouvrière croit qu'elles joueront pour elle le rôle que la loi joua naguère en faveur de tiers. » « ... Et sous la poussée des ouvriers syndiqués naît et se développe un nouveau socialisme (2). » *Un socialisme d'institutions*, œuvre originale des groupements professionnels, au lieu et à la place du socialisme belliqueux qui avait pour principale technique « d'action, l'insurrection ».

Voici, dans ses traits généraux, l'idée de nationalisation industrialisée ; projet formé d'abord sur le caractère particulier de l'industrie française, retouché sur certaines expériences de révolution ouvrière récente, en Europe, adapté à certaines doctrines, qui ont eu, comme nous l'avons démontré précédemment, leur grande part d'influence.

(1) Voir les *Techniques nouvelles du Syndicalisme*, p. 154.

(2) Maxime Leroy. *Les Techniques nouvelles du Syndicalisme*, p. 10.

Marchera-t-il, ce nouveau mécanisme, mieux que celui d'aujourd'hui ?

Nous donnons la parole à M. G. Sorel, pour répondre à ce sujet :

« Il n'y a aucun procédé, dit Sorel, pour prévoir l'avenir d'une manière scientifique, ou même pour discuter sur la supériorité que peuvent avoir certaines hypothèses sur d'autres ; trop d'exemples mémorables nous démontrent que les plus grands hommes ont commis des erreurs prodigieuses en voulant ainsi se rendre maîtres des futures, mêmes les plus voisines.

« Et, cependant, nous ne saurions agir sans sortir du présent, sans raisonner sur cet avenir qui semble condamné à échapper à notre raison. L'expérience nous prouve que les constructions, d'un avenir indéterminé dans les Temps, peuvent avoir une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients, lorsqu'elles sont d'une certaine nature ; cela a lieu quand il s'agit de mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit, avec l'insistance distincte, dans toutes les circonstances de la vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté. Nous savons que ces mythes sociaux n'empêchent d'ailleurs nullement l'homme de savoir tirer profit de toutes les observations qu'il fait au cours de sa vie et ne font point obstacle à ce qu'il remplisse ses occupations normales.

« Il faut juger les mythes comme les moyens d'agir sur le présent et toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens. C'est l'ensemble du mythe qui importe seul ; ses parties n'offrent d'intérêt que par le relief qu'ils donnent à l'idée contenue dans la construction (1). »

Le travailleur d'aujourd'hui enfermé entre les murs sombres de l'usine a donc besoin, pour assaisonner son travail monotone, de faire abstraction du présent et de réfléchir sur l'avenir. Aux pessimistes qui peuvent encore douter de la portée de ce mythe social, que le travailleur français tend à réaliser, nous leur répondrons avec notre vénéré maître, Ch. Gide : « Comme ça ne marche pas très bien actuellement, on ne perdra pas grand chose si ça marche un peu plus mal avec la nationalisation. »

(1) Georges Sorel. *Réflexion sur la violence*, pp. 92 et 91.

CONCLUSION

Le cataclysme effroyable que nous venons de traverser a produit un revirement profond dans la vie sociale et économique du monde entier. Il a non seulement causé une perturbation dans l'économie des nations par la vie chère et par la hausse des prix qui en est corrélative, mais il a changé, bouleversé même la psychologie, la manière de penser de l'homme qui, mécontent de l'ordre général en vigueur, ne cesse d'esquisser des conceptions nouvelles, et des régimes qui fussent plus compatibles à son désir et à son bonheur. Sous l'influence de la guerre, certaines de ces conceptions se sont déformées, décomposées, et même sont tombées en désuétude ; par contre, certaines autres germent, fleurissent et préoccupent l'attention publique ; l'esprit humain ne s'arrête pas, car rien dans ce monde, n'est plus que lui, sujet aux lois d'adaptation : il se forme et se déforme selon les circonstances économiques, politiques et autres.

La guerre a fait table rase des capitaux et des matières consommables des nations, elle a affaibli la production, accentué la misère. L'esprit humain, toujours à la recherche du bonheur, s'arrêtera-t-il d'offrir de nouvelles solutions sociales ou des conceptions d'avenir ? Nul doute que, si jamais il s'arrêtait, il deviendrait « son propre fossoyeur ».

« Si cette conception fait défaut, dit M. Antonelli, le groupe humain est réduit à l'état de corps social, mou, inconsistent : ce ne sont qu'efforts incohérents et vitalité diminuée », « ... les périodes de progrès humains, de force, de vitalité ardentes ont toutes été des périodes où les individus se ralliaient généralement autour d'une conception de la vie sociale qui dominait tous leurs efforts et tous leurs actes (1). »

Parmi les nouvelles conceptions économiques d'après-guerre qui prétendent mettre fin au désordre présent, on peut citer la conception actuelle de socialisation.

Aujourd'hui, les économistes de toutes tendances sont unanimes à déclarer que pour cicatriser les plaies de la guerre, il faut agir, afin d'augmenter la production par tous les moyens possibles.

Mais comment ?

(1) *La Démocratie Sociale devant les idées présentes*, 1911.

L'école libérale accuse la forme d'étatisation, incompatible selon lui avec le développement intensif de la production. Elle en critique la bureaucratie égoïste, et l'irresponsabilité qui tuent l'initiative privée de l'homme d'action et entravent l'invention, etc. (1).

Les critiques de l'Ecole socialiste actuelle et surtout du syndicalisme sont aussi acerbes à l'égard de l'étatisation que celles des libéralistes.

« Il ne peut pas entrer dans notre esprit, dit M. Jouhaux, de forcer le pouvoir de l'Etat en lui donnant une autorité patronale qui le fera peser d'un poids plus lourd sur l'évolution sociale (2). » Mais ces derniers ne s'arrêtent pas là. Ils attaquent surtout la forme du capitalisme actuel, critiquent le régime de liberté économique directement responsable de la sous-production actuelle. Comme nous l'avons déjà vu, ce régime se caractérise par l'absence d'organisation sociale de la production et par la concurrence, génératrice de désordre et de misère. On l'accuse pour sa mauvaise répartition.

« En Angleterre et en Amérique, ainsi que dans les pays neutres, disent-ils, l'industrie du textile congédie par dizaines de milliers ses ouvriers : faute de trouver acquéreurs pour les articles manufacturés, mais cependant des millions de malheureux sont en loques et n'ont pas de quoi se payer des vêtements neufs.

« Les producteurs de céréales américains sont dans le désespoir. Leurs produits restent invendus dans les granges et dans toute l'Europe ; la misère du peuple a justement pour cause le défaut du blé. Là, hausse de la monnaie ; d'où stockage des marchandises et chômage en masse ; ici, dépréciation de la monnaie d'où enchérissement criminel ! Mais ici et là le même contraste entre les fortunes colossales, les gaspillages, le luxe et la plus désespérante misère des masses (3). »

D'un côté la ruine des entrepreneurs (4), faute d'acquéreurs des marchandises, de l'autre, misère noire à cause d'incapacité d'achat.

Tel est, dans son ensemble, le régime capitaliste dont l'as-

(1) Voir M. R. Carnot, *l'Etatisme industriel*, 1920, Paris.

(2) Discours de M. Jouhaux au Congrès de Lyon, 15-21 septembre 1919.

(3) Voir un article d'Otto Bauer dans le *Populaire*, n° 47, 1921.

(4) Aux Etats-Unis, la progression des faillites s'établit ainsi dans ces deux dernières années :

2 ^e semestre 1919.....	2.988	44.580.351
1 ^{er} semestre 1920.....	3.352	86.743.870
2 ^e semestre 1920.....	5.529	208.367.929

(Voir *Humanité*, 1921.)

pect est le même dans tous les pays et dans tous les pays le mécontentement de la masse est pareil. Partout, les protagonistes de la masse, mécontents, prétendent trouver, créer un nouveau régime pour parer au malaise social actuel, partout parallèlement la classe dirigeante montre une résistance tenace et opiniâtre pour maintenir l'ordre établi mais elle finit par céder graduellement, pas à pas. On entend de toutes parts les mots « révolution », « transformation sociale », les dirigeants des travailleurs sont impatients de renverser le régime actuel par une révolution brusque ; déjà ces demandes hardies ont abouti à des réformes plus avancées. « La révolution sociale » s'accomplit lentement, mais sûrement, parfois elle ralentit son cours, elle fait même ça et là quelques pas en arrière pour reprendre haleine, mais elle avance quand même.

Pour temporiser ces misères, pour établir le bonheur social et, par là, le bonheur de l'humanité, le socialisme actuel, préconise la forme de socialisation.

Ce n'est point une conception complète et indiscutable sortie toute armée du cerveau d'un dieu, comme une nouvelle Pallas ; elle s'est élaborée, et s'élabore bien lentement, adaptée aux circonstances et aux faits ; elle est en état de construction, ses cadres ne sont pas bornés. Elle a un vaste espace devant elle. Elle peut avoir des formes multiples, elle est en état de floraison.

D'un coup d'œil, nous avons vu en Angleterre, comme en Italie, en France comme en Allemagne, les diverses formes de cette conception ; nous en avons démontré les principales phases :

Contrôle ouvrier ;

Participation à la gestion ;

Et nationalisation industrialisée.

Mais elle contient d'autres phases moins importantes, moins décisives, qui complètent pour ainsi dire cette conception, dont l'impôt sur le capital, participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, etc. Au point de vue de la forme, on peut la classer aussi suivant l'ordre de leur importance :

a) *Forme nationale*, embrassant les industries importantes, les grands services d'intérêt public (chemins de fer, mines, houilles blanches, postes et télégraphes, etc.) ;

b) *Forme municipale*, englobant les industries de caractère local, et d'une importance secondaire (habitation, ravitaillement, tramways, etc.) ;

c) *Forme coopérative*, applicable aux industries dans les-

quelles l'initiative a un plus grand rôle à jouer que l'administration. Les fabriques de chaussures en Autriche, les industries du bâtiment en Allemagne, etc., relèvent de cette catégorie.

Telles sont les principales formes multiples de cette conception. Il est à remarquer que dans toutes les signes caractéristiques de la nouvelle conception apparaissent en trait rouge : pas de salariat et de patronat de l'ancien régime ; la gestion des entreprises socialisées confiées aux intéressés directs, c'est-à-dire aux *Producteurs*, aux *consommateurs* et aux *représentants de la collectivité* (1).

La socialisation n'est pas un régime uniforme, adaptable à un pays tout entier dans la même mesure. On s'en approche, petit à petit, graduellement, avec circonspection. On commence par les industries mûres ; par celles qui peuvent se transformer sans occasionner une grande perturbation dans la marche normale de la production, surtout par celles qui ont une importance capitale pour le pays, comme par exemple, l'industrie minière, en Angleterre et en Allemagne, l'exploitation des chemins de fer et celle de la houille blanche en France, lesquelles, vu leur importance vitale pour le pays, ont été reconnues comme mûres.

Au second rang se classent les sociétés anonymes, les banques, les sociétés d'assurances, etc., dans lesquelles la personnalité du patron et de la direction est réduite à peu près à néant.

L'agriculture enfin tient le dernier rang. Cette question est peut-être la plus délicate de toutes ; la question agraire a toujours été le cauchemar des socialistes.

Nous avons démontré le mouvement ouvrier à travers l'Europe, tendant à socialiser l'exploitation des moyens de production en sapant graduellement les bases de la propriété privée. Un mouvement parallèle, mais sous un autre aspect, se dessine en ce moment en Roumanie, en Tchéco-Slovaquie, en Hongrie et même en Angleterre. Ce mouvement, mené par des paysans, tend au morcellement des grandes propriétés foncières et à la création des propriétés paysannes.

En Russie même, le régime communiste a dû faire des

(1) Voir ci-dessus, page 40. Conseil minier de district dans le projet de Sankay. Les conseils miniers de charbon dans le projet minoritaire de la Commission de socialisation en Allemagne, page 49. Conseil d'administration dans les entreprises socialisées en Autriche, page 60. Les Conseils centraux des Régies dans les projets de nationalisation industrialisée en France, etc., etc. Tous ces conseils sont composés sur le même principe.

concessions dans la question agraire et reconnaître jusqu'à un certain point la propriété privée. Le cultivateur y devient propriétaire définitif.

« Chez nous — écrivait M. Launat, un communiste cégétiste dans un projet « d'organisation agraire » présenté au C. E. T. — il convient de ménager non seulement des droits acquis par le travail, mais encore toute une moralité constituée par la longue pratique d'un ordre juridique et économique entré peu à peu dans les faits depuis le déclin de la féodalité et que la révolution n'a fait que consacrer et parachever. Il sera imprudent de brusquer des habitudes sociales fortement enracinées ». Et l'auteur ajoute :

« La petite propriété ne permet ni la spécialisation, ni l'industrialisation de la culture. Que faire donc ? Remembrer la propriété abusivement divisée et morcelée... » « Ainsi l'appropriation individuelle fait place à un simple droit d'exploitation et d'usufruit, mais d'un droit renforcé de divers éléments de l'ordre ancien : il est au profit des propriétaires actuels, provisoirement héréditaires entre époux, entre tous parents en ligne directe et entre collatéraux privilégiés (frères et sœurs et leurs enfants). Ils peuvent en outre le céder, même à titre onéreux, sous réserve de l'approbation de l'administration communale. Le droit d'usufruit des anciens propriétaires est transmissible ainsi, entre vifs ou par décès, pendant une période de 60 ans à partir de la promulgation de la nouvelle loi (1). » Ceci signifie le maintien de la propriété privée au moins pour 60 ans.

L'agriculture constitue donc une industrie inapte à la socialisation d'aujourd'hui, voilà pourquoi on l'a laissée au dernier rang.

Tels sont les principes fondamentaux que nous pourrions tirer de l'étude du mouvement ouvrier en Europe.

M. Bouglé dans la préface de « L'Atelier », le beau travail de M. Cuvilier, écrit : « La classe-ouvrière est vraiment la grande muette de l'histoire. On parle beaucoup d'elle, on parle beaucoup pour elle, rarement elle parle elle-même. Ses avocats, même révolutionnaires, ont rarement manié la lime ou le marteau et souffert dans leur chair des lois d'airain du salariat. Pas plus que Saint-Simon, Fourier, Marx, Engels ne sont pas prolétaires d'origine. De temps à autre, pourtant un ouvrier s'élève. Il conquiert de haute lutte sa place parmi les penseurs. Un typographe, ex-bouvier, devenu économiste et

(1) *Information ouvrière et sociale*, 15 avril 1920.

philosophe, plaide en frère pour « la plèbe travailleuse » de l'usine ou des champs : et c'est Proudhon. Mais un Proudhon lui-même est trop tôt sorti du rang, il est devenu un penseur en effet (1). Voilà donc aujourd'hui que le travailleur français se dresse de nouveau au premier rang, il parle de lui, il parle pour l'intérêt général, c'est le travailleur syndicaliste qui est au « pied d'œuvre » (selon Jouhaux) ce « théoricien-praticien » comme le dénomme, avec raison, M. Maxime Leroy. Ces « théoriciens-praticiens » ont voulu « associer dans un même effort de libération les techniciens, les ouvriers, les intellectuels pris dans leur généralité et leur pensée élevée ». Ils voulurent associer l'effort cérébral avec l'effort musculaire dans un but d'intérêt général. Ils voulurent harmoniser l'intérêt du producteur et celui du consommateur, ils voulurent unifier l'intérêt individuel et l'intérêt général, ils voulurent surtout par leur « Nationalisation industrialisée » que l'atelier prenne le dessus et que les groupements corporatifs, les syndicats professionnels chassent le gouvernement et remplissent toutes les fonctions économiques du pays. Ils voulurent ressusciter Proudhon en généralisant la pensée particulière du maître du socialisme. « Oui, l'atelier fera disparaître le gouvernement », mais à condition qu'il devienne « l'atelier social ».

Voilà la pensée actuelle des syndicalistes français sur l'idée de socialisation.

En prenant la parole de M. Jaurès qui répondait à ceux qui lui reprochaient de ne pas aborder la constitution sociale de demain : « C'est là l'effort des temps, c'est là l'effort des hommes, chaque chaînon de révolution représente les efforts de milliers et de milliers de penseurs et de combattants ; chaque chaînon est relié avec le chaînon déjà réalisé. » La C. G. T. a apporté son chaînon, sa pensée, aura-t-elle la force nécessaire pour les forger et les souder aux autres ?

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie
de Paris
P. APPELL.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :
Le Président de la Thèse,
CH. PRIST.

(1) A. Cuvilier, *Un journal d'ouvrier, L'Atelier*, 1840-1850, préface de M. Bouglé.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ECONOMIQUES

- Argence et Herclet.** — Le contrôle ouvrier et les comités d'atelier. Paris, 1921.
- Bauer.** — La Marche au Socialisme. Paris, 1919.
- Bertrand-Russel.** — Roads to freedom. 1919, London.
- Bidegarray.** — Nationalisation des Chemins de Fer. Paris, 1919.
- Carnot.** — L'Etatisme Industriel. Paris, 1920.
- Cole.** — Self-Government in Industrie.
- Fagnot.** — La Part du Travail dans la Gestion des Entreprises. Paris, 1919.
- Franck (Roger).** — Le Travail au Pouvoir. Paris, 1920.
- Heymann.** — Le Projet de Socialisation du Dr Martin Wagner.
- Hobson.** — National Guid and the State.
- Hodges.** — La Nationalisation des Mines (traduit dans Information Ouvrière et Sociale).
- Jouhaux.** — Les Travailleurs devant la Paix. Paris, 1919.
- Jouhaux et H. Prété.** — Houille Blanche.
- Kaustsky.** — Terrorisme et Communisme. Paris, 1920.
- Kautsky.** — Eine Sozialdemocratische-Bauernrepublik. 1921.
- Kautsky.** — La Révolution Sociale.
- Leroy (Maxime).** — Les Techniques Nouvelles du Syndicalisme. Paris, 1921.
- Leroy (Maxime).** — Pour Gouverner.
- Liefmann.** — Kartel and Trust. Stuttgart, 1919.
- Milhaud.** — Les Fermiers généraux du Rail. Paris, 1920.
- Oodgest.** — Qu'est-ce que la Socialisation ?
- Taglov.** — The guild state. 1919, London.
- Vanderveld.** — Le Socialisme contre l'Etat, 1917.
- Webb (S.).** — A Constitution for the socialiste commeneavealth of Great Britain. 1920.
- Wihaut.** — Het Socialisatiënaagestuk. Amsterdam, 1920. (Rapport
- Wihaut.** — Het Socialisatiënaagestuk. Amsterdam, 1920 (Rapport prononcé au Congrès Social-Démocrate Hollandais).

ARTICLES DE REVUES

- Allinger.** — Projet de Socialisation de l'Industrie du Bâtiment (dans « Revue Internationale de Travail », mars 1921).
- Bartuel.** — Plusieurs articles (dans « Revue du Travail », 1920-1921).
- Bernchtein.** — Les Conseils d'Entreprises en Allemagne (dans « Revue Internationale de Travail », février 1921).
- Bidegarray.** — Problème des Transports (« Inf. Ouv. », 24 octobre 1918).
- Boidnier (R.).** — La Nationalisation des Chemins de Fer (« Inf. Ouv. », 6 juillet 1919).
- Boncour (P.).** — Un discours à la Chambre des Députés, 20 mai 1920.
- Bourgin.** — La Socialisation des Entreprises (dans « Revue Réforme Sociale », juillet-août 1921).
- Buisson.** — La Socialisation de l'Industrie en Allemagne (dans « L'Information Ouvrière et Sociale », 9 février 1919).
- Casas.** — Une Etude sur la Nationalisation (« Revue du Travail », 15 septembre 1919).
- Darquet.** — Le Conseil Economique du Travail et le Syndicalisme (dans « La Production », 10 juillet 1920).

- Daudet-Bancel.** — La Nationalisation des Chemins de Fer (dans « Vouloir », octobre 1920).
- Digat (M.).** — Articles sur l'Etatisation (dans « L'Atelier », 12 juillet-3 avril 1920).
- Drège.** — Un rapport sur la Nationalisation des Chemins de Fer (« Inf. Ouv. et Sociale »).
- E. W. R.** — La Concentration des Entreprises et le Problème de la Nationalisation (dans « Inf. Ouv. et Sociale », 27 février 1921).
- Jouhaux.** — Le Conseil Economique du Travail (dans « Revue Internationale du Travail », janvier 1921).
- Jouhaux.** — Discours prononcé chez les Fédér. des Industriels et Commerçants Français (dans l'« Avenir », avril 1916).
- Kaptz.** — L'effet de la Nationalisation en Russie (dans « L'Industrie de Pétrograd », 1918, juin ; reproduit dans l'« Information Ouv. et Sociale »).
- Laskine.** — Guild Socialisme (dans « Revue Economie Politique », 1920).
- Lenderer (Max).** — Le Développement de la Législation Sociale dans la République d'Aut. (dans « Revue Internationale de Travail », mai-juin 1921).
- Launat.** — Projet d'Organisation Agraire (dans « Information Ouvrière et Sociale », 15 avril 1920).
- Liesse (A.).** — Etatisme et Nationalisation (« Economiste Français », 13 mars 1920).
- Leroy (Maxime).** — Un article contre Etatisation (« Inf. Ouv. et Sociale », 21 avril 1918).
- Martin-Saint-Léon.** — La Représentation des Ouvriers et des Employés dans les Entreprises (dans « Réforme Sociale », 1920).
- Mme Feurdlich (Emmy).** — L'Effet de la Socialisation en Autriche (dans le « Coopérateur Suisse », 26 janvier 1921).
- Milioudine.** — La Nationalisation de l'Industrie en Russie (dans « Revue Communiste », 1920, n° 2).
- Normand.** — La Socialisation des Mines en Allem. (dans « Revue Ec. Politique », 1920).
- Poncet (F.).** — Le Contrôle Syndical (« Revue de la Semaine », 18 février 1921).
- R. F.** — Etatisme (« Inf. Ouv. et Sociale », 1^{er} décembre 1918).
- Servière (J.).** — Tendances Syndicales (« Inf. Ouv. et Sociale », 5 janvier 1919).
- Servière (I.).** — Etatisation (« Inf. Ouv. et Sociale », 14 mars 1918).
- Théry (R.).** — La Nationalisation des Grandes Entreprises (« Econom. Européen », 3 avril 1920).
- Tardy.** — Le problème de la socialisation en Allemagne, Paris 1921.
- Weill (E.), Reynold.** — La Socialisation des Mines en Allemagne (dans « Information Ouv. et Sociale », 28 avril 1920).
- Un art. sur la socialisation en Aut. (dans « Inf. Ouv. et Sociale », 14 mars 1920).
- Un art. sur la socialisation des mines en Allem. (dans « Bulletin International de Travail ». Etudes et Documents. Série B, n° 4, 25 janvier 1921).
- Un article sur le Mouvement Ouvrier en Italie (dans « Revue Int. de Travail », mars 1921).
- Un article sur la Démocratie Indust. en Italie (« Inf. Ouv. et Sociale », 17 mars 1921).
- Un article sur le Contrôle Syndic. de l'Industrie en Italie (« Bul. Int. de Travail ». Etudes et Documents. Série A, n° 2).

PROJETS OU LOIS

Projet sur la socialisation des entreprises commerciales industrielles, présenté aux Coop. de Consommation par Bernard Lavergne.

Avant-projet de nationalisation des mines, élaboré par le C. E. T.
Loi de socialisation en Aut., 14 mars 1919 (« Bulletin International du Travail », série législative, 1919, Aut. 5).

Loi aut. sur les Conseils d'Entreprises, 15 mai 1919. (« Bulletin Intern. du Travail », série législative 1919. Aut. 9. 10).

Loi allem. sur les Conseils d'Entreprises (« Bulletin International du Travail », 1920. Allem. 1.2).

Projet ouvrier sur le contrôle ouvrier en Italie (« Bulletin Intern. de Travail ». Etudes et documents, série B. n° 7).

Avant-projet sur la fédér. des métaux sur le contrôle ouvrier, présenté à la Chambre Synd. des Industries Métallurgiques et Minières, 31 décembre 1921.

Avant-projet de nationalisation des chemins de fer, élaboré par le C. E. T.

Avant-projet de nationalisation des forces d'énergie électrique, élaboré par le C. E. T.

Avant-projet sur la direction générale de l'économie nation., élaboré par le C. E. T., 1920.

Rapport de la Commission d'Enquête (Coal Commission), sur l'Industrie Houillère, par John Sankey.

COMPTE RENDU DES CONGRES (ouvriers et socialistes)

Congrès de l'Internationale Ouvrière et Socialiste, tenu à Genève, 31 juillet-6 août 1920.

Congrès de la Société Américaine des Ingénieurs-Constructeurs, 1921 (dans « Information Ouv. et Sociale », 3 février 1921).

Quatorzième Congrès confédéral, tenu à Lyon, 15 au 21 septembre 1919.

Congrès Syndical de Clermont-Ferrand, 23-25 décembre 1917.

Convocation du Comité National de la C. G. T., Paris, 29-31 mars 1920.

Congrès Confédéral d'Orléans, 27 sept. au 2 octobre 1920.

Congrès Syndical International de Londres, 22-28 novembre 1920.

Congrès Ouv. Métallurgiste Allem. (dans « Helvet. iche Typographia », 30 octobre 1920).

Congrès Internationale des Mineurs (Genève, 2-6 août 1920).

Congrès Syndical de Paris, 29-31 mars 1920.

Congrès Spécial de Trade-Unions, 11 mars 1920, Londres (« Inf. Ouv. et Sociale »).

Congrès Syndical des Employées des P. T. T., Projet de nationalisation élaboré par Digat (dans « Inf. Ouv. et Sociale », 24 juin 1920).

Congrès National des Trade-Unions, Glasgow, 8-13 septembre 1919 (dans « Information Ouvrière et Sociale », 2 octobre 1919).

OUVRAGES DIVERS

Antonelli (Etienne). — La Démocratie Sociale devant les Idées présentes. Paris, 1911.

Jaurès. — Etudes Sociales. Paris, 1901.

Labriola. — Karl Marx. Traduction E. Berth.

Marx. — Engels. Manifestes communistes. Traduction Andler.

Merrheim. — La Révolution Economique.

Sorel (G.). — Réflexion sur la violence.

ABREVIATIONS

- C. E. T. — Conseil Economique du Travail.
C. G. T. — Confédération Générale du Travail.
U. S. T. I. C. — Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie
et du Commerce.
C. G. P. — Confédération Générale de la Production.
F. N. F. — Fédération Nationale des Fonctionnaires.
C. I. O. S. — Confédération Nationale Ouvrière et Socialiste.
F. N. C. — Fédération Nationale des Coopératives.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE	
CHAPITRE I. — Aperçu général sur l'idée de socialisation.	9
CHAPITRE II. — L'idée de socialisation des moyens de production. (Définition)	13
CHAPITRE III. — Pourquoi revendique-t-on la socialisation ?	17
A) Défauts du mode de la production.	
B) Bénéfices énormes de quelques individus au préjudice de la collectivité.	
C) La main-mise des Grandes Compagnies sur les pouvoirs publics et la presse.	
D) L'Etat de dépendance des ouvriers dans le système capitaliste de la production actuelle.	
CHAPITRE IV. — Comment la socialisation doit-elle se réaliser ?	30
CHAPITRE V. — Quels sont les processus de socialisation ?	35
DEUXIEME PARTIE	
CHAPITRE I. — L'idée de socialisation en Angleterre	37
CHAPITRE II. — L'idée de socialisation en Allemagne ..	42
A) La socialisation des mines.	
B) La socialisation du bâtiment.	
CHAPITRE III. — L'idée de socialisation en Autriche	58
CHAPITRE IV. — L'idée de socialisation en Italie	61
TROISIEME PARTIE	
CHAPITRE I. — L'idée de socialisation en France	67
La création des comités d'usine et la part de gestion de la main-d'œuvre.	
CHAPITRE II. — Le projet de nationalisation industrialisée de la C. G. T.	73
A) Le Conseil économique du travail.	
B) Les principes de la nationalisation industrialisée.	
C) La structure du système de nationalisation.	
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE	101

